
WIDENER
HN TBLG V



LES

FONDEMENTS ÉCONOMIQUES

DE

LA PROTECTION

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE ALFRED BONNET

LES

FONDEMENTS ÉCONOMIQUES

DE LA

PROTECTION

PAR

SIMON N. PATTEN

Professeur d'économie politique à l'Université de Pensylvanie

TRADUIT SUR LA 2e ÉDITION

PAR

F. LEPELLETIER

Docteur en droit, Licencié ès-lettres
Chargé de Conférences à la Faculté de droit de Paris

AVEC UNE PRÉFACE DE

PAUL CAUWÈS

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

16, Rue Soufflot, 16

1899

PRÉFACE

C'est trop souvent par instinct ou tout au moins sans examen contradictoire que se forment chez nous, sur les questions de liberté commerciale, des convictions d'autant plus intransigeantes qu'elles sont moins raisonnées. Faciliter la lecture d'un ouvrage particulièrement suggestif et bien propre comme celui-ci à éveiller le sens critique, en le faisant passer dans notre langue, n'est-ce pas essayer de réagir contre cette fâcheuse et trop commune tendance d'esprit? Aussi, ai-je volontiers accueilli l'offre que m'a faite M. Lepelletier de présenter au public l'œuvre remarquable du professeur de Philadelphie, qu'il a traduite d'après la 2e édition parue en 1895; ce n'est d'ailleurs pas la première fois que j'ai occasion d'en parler (1).

1. La première édition a été publiée en 1890 et je crois avoir été le premier à en signaler l'intérêt. V. mon *Cours d'Economie polit.* 3e éd., t. II, p. 477, note 1, in-8, 1893.

Que M. Patten ait voulu écrire un livre de théorie économique, on peut l'induire non seulement du titre « Les fondements économiques de la protection », mais de cette déclaration faite dès le début et qui n'est certes pas celle d'un économiste réaliste : « Nous n'avons pas tant besoin d'observer les faits nouveaux que d'étudier dans quels rapports des faits connus sont entre eux, et quelle portée ils ont, dans leur ensemble, vis-à-vis de la doctrine économique » (Ch. I, p. 1 et 2). Aussi bien, les parties les plus étendues comme aussi les plus originales de ce livre confirment-elles pleinement la propension présumée de l'auteur aux spéculations et aux déductions logiques.

Peut-on pourtant considérer comme faisant profession de pur doctrinarisme, celui qui ne tarde pas à ajouter ceci ? « Je ne suis point un adepte de la théorie suivant laquelle il n'y aurait, en économie politique, qu'un seul système possible dont les doctrines seraient vraies pour toutes les civilisations. Il se peut que chaque nation, en dépit de la constitution industrielle qui lui est propre, subisse l'action de toutes les causes qui influent sur toute autre civilisation, mais l'importance relative de chacune de ces causes n'en varie pas moins avec la

constitution industrielle de chaque peuple. Non seulement c'est là la vérité, mais il faut encore ajouter que les principales causes qui agissent sur une nation quelconque à une époque déterminée de son histoire ne sont probablement pas les mêmes que celles qui ont agi sur cette nation dans les siècles passés ou qui agiront sur elle dans un avenir lointain » (Chap. II, p. 9-10). M. Patten a pleine conscience des transformations de la science économique dûes au progrès des connaissances historiques et scientifiques de tout ordre au cours de ce siècle ; le cosmopolitisme du XVIIIe siècle lui apparaît comme une conséquence naturelle du manque de sens historique de l'époque. Son but n'est pas de tracer une théorie ayant une valeur absolue, mais plutôt de jeter les fondements d'une économie politique appropriée aux intérêts de la nation américaine.

Nous sommes donc en présence d'une conception nationaliste, et j'en sais plus d'un qui, actuellement, en France signerait des deux mains ce que notre auteur dit du nationalisme, opposé, soit au cosmopolitisme, soit à l'exclusivisme de divers mercantilistes. Le nationalisme largement compris ne doit pas avoir pour effet de comprimer les relations économiques inter-

nationales, tout au contraire il en élargira la base en favorisant en chaque pays la mise progressive en valeur de toutes les facultés productives naturelles ou acquises ; le progrès général du monde sera obtenu par l'indépendance économique des nations, et non par la prépotence industrielle de l'une d'elles (Chap. XIV).

A ce seul énoncé qui ne reconnaîtrait les idées mises en circulation par les théoriciens du protectionnisme depuis List et Carey? Comment ne pas songer au progrès de la civilisation générale par l'association et la confédération universelles (List) ; à la réalisation de l'unité dans la diversité (Carey)? Que la mesure de la puissance productive ne dépende pas du pouvoir de vendre à meilleur marché, de la théorie des valeurs échangeables, mais bien plutôt de la productivité du travail, de l'utilisation complète des ressources naturelles (Chap. XIII), n'est-ce pas ce que List a proclamé ? La distinction entre l'échange direct qui permet au consommateur de profiter de la baisse des prix, et le trafic qui intercale entre le producteur et le consommateur des monopoles d'exploitation (Chap. V) ; les inconvénients des cultures exclusives, l'effet des emplois variés du sol sur l'économie rurale, sur les profits des exploitants, et surtout sur le

relèvement de la condition des travailleurs agricoles (Chap. IV et VI), autant de points mis en pleine lumière par Carey.

D'où vient donc le silence complet gardé par M. Patten sur les deux principaux fondateurs du nationalisme économique ? C'est qu'il croit avoir renouvelé les bases de la discussion ; et, à certains égards, il a raison ; car, en ce qui concerne le fondement économique du protectionnisme, il rompt avec le principe de l'éducation industrielle de List ; et quant au dogme économique de la valeur, il se tient par la théorie de la rente, dont il est un fidèle disciple, aux antipodes de Carey.

La doctrine de M. Patten a pour principe fondamental la distinction des sociétés, suivant qu'elles sont à l'état statique ou à l'état dynamique. L'application différente aux unes et aux autres de la doctrine ricardienne de la rente est la préoccupation dominante de l'auteur. Dans les pays à l'état statique, la pénurie des ressources naturelles oblige, lorsque la population s'accroît, à mettre en œuvre des forces productives décroissantes ; au contraire, dans les pays à l'état dynamique, dont les Etats-Unis sont comme le type idéal, une large expansion économique est rendue possible par la mise en va-

leur de nouvelles forces productives d'un rendement plus que proportionnel. Alors que les premières subissent l'action de la rente, au point qu'elle y est une cause de diminution constante du taux des profits et de la main-d'œuvre, qu'en revanche elle y fait croître la part des monopoles naturels, les autres, au contraire, suivent une marche progressive absolue et l'action de la rente ne s'y révèle que par un degré de croissance plus lent dans certaines branches de la production que dans d'autres (Chap. V). Voilà sur quels éléments repose la construction doctrinale de M. Patten; mais, tout d'abord il en a préparé le terrain par une réfutation de la doctrine du libre-échange qui ne sera pas lue par les économistes, disciples comme lui de Ricardo, sans quelque surprise et aussi sans quelque profit (Chap. III et IV). Le point de départ de la doctrine libre-échangiste a été la valeur mesurée sur le coût de production; or, pour les sociétés à l'état statique, l'action de la rente est un élément divergent, un germe d'antinomie. Les nouvelles théories sur l'utilité subjective font mieux apparaître cette antinomie; elle se manifeste d'un côté par la hausse des denrées, de l'autre par la baisse des produits manufacturés; la pression progressive exercée sur les salaires

du fait de la concurrence empêche les travailleurs de profiter de celle-ci (Chap. VIII) dont bénéficient seuls les possesseurs de monopoles naturels et les intermédiaires entre producteurs et consommateurs (Chap. V).

Ces prémisses établies, quelles seraient les conséquences de la liberté commerciale, ou d'une façon plus générale d'une politique d'abstention, de laissez-faire, dans les rapports entre les pays à l'état statique et les pays à l'état dynamique ?

C'est au moyen des plus ingénieuses déductions tirées de la théorie de la rente que notre auteur établit logiquement ceci : le taux des salaires serait réduit au niveau du travail le moins productif dans le pays le plus arriéré (Chap. IV). Si l'on objecte à ceci que la main-d'œuvre est en réalité peu coûteuse en Angleterre, où la productivité du travail est relativement grande, M. Patten l'explique par l'action des monopoles naturels en soutenant que les travailleurs anglais n'ont pas su, dans la plus-value due à la supériorité des avantages économiques de leur pays, conquérir la part qui devait leur revenir (Chap. VII).

Par application des mêmes principes, la concurrence libre de l'Europe avec l'Amérique

opérerait une action déprimante sur les salaires des ouvriers américains, et la poursuite de l'idéal dynamique des Etats-Unis en serait entravée (Chap. IX et X). Ils doivent donc, au moyen du protectionnisme et d'une politique d'intervention de l'Etat, s'isoler de l'Europe, transporter sur leur sol des productions naturelles pour lesquelles ils sont encore tributaires de pays arriérés, plus privilégiés peut être au point de vue du climat, mais dont les méthodes de production sont trop imparfaites (Chap. XI). Non seulement une politique active doit agir sur la production par la protection douanière, par des mesures fiscales, mais il faut de toute façon pousser à la transformation des mœurs : l'Américain immigré a trop gardé des habitudes européennes ; pour son alimentation, son habillement, sa demeure, ses goûts, l'avenir des Etats-Unis exige qu'il s'adapte mieux au milieu naturel et aux conditions économiques de la production de son pays (Chap. XII).

Si l'Angleterre a contribué au progrès général en inaugurant la liberté commerciale, l'Amérique, grâce à son état dynamique, y contribuera par une voie inverse. En conservant exclusivement le bénéfice d'avantages naturels supérieurs, en même temps qu'elle se dévelop-

pera d'une façon plus libre, elle incitera les autres peuples à s'élever à un degré plus haut de civilisation (Chap. XIV).

La rapide fortune des Etats-Unis justifie-t-elle ces vues éducatrices passablement orgueilleuses ? il serait hors de propos de le rechercher ici, mais il importe de faire plusieurs remarques au sujet de la position doctrinale prise par notre auteur.

I. L'antithèse entre l'état statique et l'état dynamique prête à l'équivoque. Mieux vaudrait opposer les pays neufs aux pays de vieille civilisation ; l'auteur n'a assurément pas eu la pensée que certaines sociétés pûssent être entièrement stationnaires. Sa distinction toute théorique est faite, d'après des types idéaux opposés, par rapport à l'action de la prétendue loi de la rente. Elle a juste le degré de valeur que mérite la fameuse théorie de Ricardo ; mais, pour ceux qui l'admettent en principe, les déductions qu'en tire M. Patten dans les rapports internationaux entre les deux classes de sociétés qu'il distingue, prennent une importance de premier ordre.

II. Fondée sur la supériorité des sociétés à l'état dynamique, la nouvelle politique protectionniste paraît n'avoir d'autre terme que l'époque vague et indéterminée où toutes les res-

sources du sol et les qualités industrielles du peuple auront été pleinement mises en valeur. Avec le système de l'éducation industrielle de List, au contraire, la politique douanière n'était appelée à jouer qu'un rôle transitoire de formation et de consolidation.

III. Sauf en quelques passages tout à fait incidents, M. Patten n'a pas cru devoir indiquer les fondements de la politique économique appropriée aux pays à constitution statique. C'est sur l'Amérique dans ses relations avec les autres peuples, à l'époque contemporaine, que son analyse un peu subtile s'est exercée. Nous n'avons pas à lui demander un enseignement quelconque sur les autres sociétés. Les systèmes de List et de Carey, — c'est ce qui en fait la grandeur et c'en est aussi l'écueil, — ont une portée bien plus compréhensive.

IV. La politique protectionniste nouvelle apparaît comme une égide pour les plus forts, tandis qu'on s'était accoutumé à voir la protection indiquée comme une arme défensive au secours des faibles. Quelques esprits légers, tout à fait désorientés, ont cru pouvoir crier à la contradiction. De contradiction foncière, il n'y en a aucune. S'il y a un point faible, c'est dans le doctrinarisme et non dans ses conséquences. Per-

sonnellement, je n'ai aucune raison de défendre celui de M. Patten plutôt que tout autre, quel qu'il soit. Mais la conclusion qu'il a fait apparaître le premier, quant à la politique américaine et à ses motifs, n'a rien d'étrange. En réalité, un même régime peut convenir à deux situations contraires ; si vraiment, comme on en tombe généralement d'accord, la liberté commerciale est le régime rationnellement approprié soit aux pays à constitution industrielle prépondérante, tels que l'Angleterre, à cause des débouchés extérieurs nécessaires à leur équilibre économique, soit, au contraire, à de petits pays qu'une production indigène trop incomplète oblige à prendre largement appui au dehors pour en tirer subsistances ou produits manufacturés ; pourquoi ne voudrait-on pas que tout aussi bien la protection pût avoir pour cause tantôt un besoin de tutelle, exigé par l'infériorité au moins temporaire des forces productives, tantôt le désir de conserver en propre les avantages d'une supériorité naturelle, d'une capacité expansive plus grande dans l'ordre économique ?

La vérité en cette matière est dans la relativité des principes applicables. M. Patten ne l'a-t-il pas formulée lui-même à plusieurs reprises, d'abord dans le passage que j'ai déjà

cité (Ch. II), mais peut-être plus nettement encore dans cet autre : « Nous n'en sommes plus à rechercher les principes d'une économie universelle qui puisse convenir à tous les régimes industriels, mais seulement à déterminer ceux qui conviennent à une nation déterminée, parvenue à telle étape particulière de son développement. A chaque modification dans les conditions économiques de cette nation, nous pressentons que de nouveaux phénomènes vont surgir et modifier son économie. De ce qu'une politique a été avantageuse pour une nation à une époque déterminée de son histoire, nous ne concluons plus qu'il est amplement démontré par là même qu'elle sera bonne pour toutes les autres nations ou pour toutes les autres époques. Pour nous, les causes de la prospérité nationale doivent être étudiées en tenant compte de la situation particulière de chaque société, et les problèmes spéciaux que soulève l'économie d'un peuple impliquent l'étude des conditions d'existence qui lui sont propres » (Ch. III, p. 29 et 30).

Assurément, on ne saurait ni mieux penser, ni mieux dire. Et pourtant, dans le pays de Bastiat où tant d'esprits se laissent séduire par d'ingénieux sophismes, ce langage serait peut-

être peu écouté, car il implique la nécessité d'études et d'analyses patientes. Il n'y aurait rien d'étonnant, au contraire, à ce que les théories de M. Patten donnâssent à penser, et le résultat serait assez piquant, si l'orthodoxie ricardienne de l'auteur ralliait au nationalisme protectionniste quelques-uns des nombreux doctrinaires de la liberté commerciale !

PAUL CAUWÈS.

LES FONDEMENTS ÉCONOMIQUES
DE LA PROTECTION

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Les controverses relatives au commerce international ont toujours excité beaucoup d'intérêt et doivent, longtemps encore, retenir l'attention de tous les penseurs.

On a présenté au public une grande variété d'arguments dont beaucoup ont été déjà discutés à fond. Pourtant, il semble qu'il y ait lieu et qu'il soit opportun, à l'époque actuelle, de rouvrir le débat sur cet important problème, en s'appuyant sur des fondements plus solides que ceux qu'on rencontre en général dans les traités parus jusqu'ici. Désormais, nous n'avons pas tant

besoin d'observer des faits nouveaux que d'étudier dans quels rapports les faits connus sont entre eux, et quelle portée ils ont, dans leur ensemble, vis-à-vis de la science économique. Nous avons besoin, par dessus tout, de nous appuyer sur des fondements purement économiques. Jusqu'ici, en effet, très peu d'auteurs parmi ceux qui se sont occupés de cette question ont pris soin de séparer les arguments économiques contre la protection des arguments moraux et politiques, et l'on a ainsi subordonné les premiers aux seconds. Beaucoup d'auteurs, aussi, partent de ce principe que le droit le plus essentiel qui dérive de la propriété, c'est le droit à la liberté de l'échange. Ils posent ainsi des prémisses qui conviennent à d'autres champs d'étude. Des déductions tirées de dogmes politiques prennent trop souvent chez eux la place d'arguments purement économiques, et des opinions reçues en héritage passent avant les opinions librement acceptées. D'autres, sur un ton de moralistes, affirment comme doctrine fondamentale que la protection, sous toutes ses formes, constitue un vol, qu'elle prend à l'un ce qu'elle donne à l'autre et viole ainsi les droits de tous. De tels arguments, quelque influence qu'ils puissent avoir sur des individus doués d'une éducation morale et politique particulière, n'ont point en réalité un caractère

économique et devraient être écartés des discussions comme celles-ci, de manière que l'influence réelle des faits d'ordre économique puisse devenir manifeste.

Je me propose également de décrire le développement de la pensée économique dans ses rapports avec la doctrine de la protection. Les principes fondamentaux de l'économie politique se sont progressivement transformés depuis qu'Adam Smith a, pour la première fois, formulé la théorie du libre-échange. Un grand nombre des théories sur lesquelles reposait sa thèse ont été remplacées par d'autres qui s'harmonisent mieux avec la doctrine de la protection telle qu'elle est actuellement conçue. Le libre-échange, en dégénérant en un simple article de foi, a perdu sa base scientifique.

Les doctrines protectionnistes anciennes étaient des doctrines à courte-vue, en ce sens qu'elles cherchaient simplement, par la protection, à atteindre un but spécial et limité.

Ainsi, quelques auteurs, préoccupés de la nécessité de développer la population, se sont faits les défenseurs du protectionnisme dans l'espoir que leur nation verrait sa population s'accroître plus rapidement ; ils pensaient, en effet, que le développement de la population serait accompagné d'une augmentation des ressources matérielles d'où dépend la prospérité

nationale. D'autres, au contraire, se sont constitués les champions de l'indépendance nationale, et ont cherché à montrer combien il est nécessaire, pour la sécurité de la nation, que celle-ci soit indépendante de l'étranger dans toutes les branches maîtresses de la production. Jadis, il était particulièrement important de se placer à ce point de vue, alors que les dangers de conflits avec les nations étrangères étaient beaucoup plus menaçants qu'à l'heure actuelle. D'autres économistes, enfin, ont invoqué ce qu'on peut appeler l'argument de l'*industrie dans l'enfance*, et soutenu que les industries jeunes ont besoin de l'appui de l'Etat pour se développer, de manière à pouvoir supporter la concurrence étrangère. Cet argument suppose que la nation à laquelle on applique le régime de la protection est moins avancée en civilisation que les pays avec lesquels elle a des relations commerciales et qu'il est désirable pour les pays neufs d'assimiler leurs conditions économiques à celles des nations étrangères.

Tous ces arguments ont pu, sans doute, avoir une grande force à certaines périodes du développement des peuples, mais ils ne sont pas suffisants par eux-mêmes pour servir de fondement à une théorie économique. Aussi, ce dont nous avons besoin désormais, c'est de présenter tous ces points de vue différents d'une manière systématique, de

façon que la pensée qui sert de base à toutes ces conceptions puisse être clairement aperçue. La conception nouvelle doit embrasser l'ensemble des considérations présentées jusqu'ici, et être, par là même, en mesure de montrer sur quels principes elles reposent. La protection perd de nos jours son caractère d'expédient temporaire en vue d'atteindre un but déterminé, pour devenir un essai logique dans le but de maintenir la société à l'état dynamique et progressif. Elle cesse donc d'apparaître comme une exception unique à la politique passive (1) générale qu'il a été de bon ton de défendre jadis ; elle devient partie intégrante d'une politique nationale déterminée dont le but est d'augmenter la valeur du travail par l'accroissement de la force productive, et de contribuer au développement des connaissances et des capaci-

(1) L'auteur entend ici et dans tout le cours de l'ouvrage par politique passive la politique de non-intervention et de laisser-faire chère à l'école libérale. La politique active, au contraire, est une politique de sage intervention et d'encouragement, favorable au développement de toutes les forces productives de la nation. Quant à la société statique, c'est pour lui la nation qui, ayant déjà fait emploi de toutes ses ressources pour la production, n'a plus la possibilité de se développer avec autant de force que les pays neufs. Une société est dynamique, au contraire, lorsqu'elle a encore devant elle un immense champ d'activité pour le travail. On verra, du reste, plus loin, au chapitre X, le sens exact que l'auteur donne à ces mots (N. d. Trad.).

tés d'une nation, en même temps qu'à son adaptation au milieu dans lequel elle vit.

Ce n'est pas, par exemple, parce que nous sommes un peuple en retard, qui a besoin de recourir à des moyens spéciaux pour s'élever au niveau des sociétés les plus développées, que je me fais le défenseur de la protection dans le cas de notre propre nation.

A cet égard, je me sépare des anciens économistes qui soutenaient jadis une politique protectionniste, et qui semblaient supposer que la nation américaine a tout avantage à se rapprocher des conditions économiques des peuples d'Europe. Je voudrais, au contraire, distinguer autant que possible les conditions de notre industrie de celles qu'on rencontre en Europe. Nous ne devons pas, en effet, considérer le but poursuivi par les civilisations européennes comme étant celui qui peut le mieux convenir aux conditions économiques de l'Amérique. Pour nous, nous avons plutôt besoin de poursuivre un idéal tout nouveau, plus en rapport avec les phénomènes industriels devenus prépondérants dans notre pays. Il est particulièrement important pour nous que nous nous mettions bien dans l'esprit qu'un idéal, fondé sur les conditions actuelles de notre nation, doit être en harmonie avec l'état dynamique de notre société. A cet égard, le but que nous

devons chercher à atteindre doit être en contraste marqué avec la conception d'un état statique dont la plupart des libre-échangistes se font les défenseurs.

Les théories économiques anciennes partaient toujours de l'idée d'une société statique dans laquelle les différents éléments s'harmoniseraient pour réaliser le type idéal de la civilisation. L'idéal sur lequel je désire insister, au contraire, est basé sur les conditions dynamiques et changeantes qui sont indispensables à tous les peuples pour s'avancer, par le progrès, vers l'état social le plus élevé possible. Une théorie dynamique du progrès social ne ressemble en rien à la théorie statique d'un état industriel passif. J'opposerai donc très nettement une conception à l'autre, de manière à bien faire ressortir les conditions dans lesquelles les nations sont obligées de devenir plus progressistes et de surmonter les obstacles qui tendent à les conduire prématurément à cet état statique.

Contrairement à ce que pourrait s'imaginer l'opinion vulgaire, une théorie quelconque doit toujours être développée préalablement à toute étude intelligente des faits. L'expérience du passé a démontré l'exactitude de cette manière de voir, et l'avenir ne fera que la confirmer encore. Ainsi, les doctrines cosmopolites d'Adam Smith, sur lesquelles le libre-échange est fondé,

restèrent pendant longtemps à l'état de théorie pure, avant d'être mises en pratique par le peuple anglais. De même, de nos jours, ceux qui ont foi dans la protection ont besoin de posséder, avant toute épreuve, une théorie solide sur les causes du progrès national, avec laquelle tous les faits qui nous sont familiers puissent être mis en harmonie, constituant ainsi sa vérification expérimentale. Aussi, le but essentiel de notre essai sera-t-il d'esquisser l'idéal d'une société à l'état dynamique comme contre-partie de l'idéal d'une nation à l'état statique. Je serai suffisamment heureux si je réussis à montrer qu'un tel idéal correspond bien au caractère essentiel des conditions économiques de l'Amérique, et qu'il est en complète harmonie avec le développement le plus avantageux de toutes nos ressources industrielles. Notre société sera-t-elle une société statique ou une société dynamique, tel est en réalité le centre autour duquel s'agitent toutes les controverses relatives au régime douanier. Toutes les autres questions sont secondaires et subordonnées à celle-ci, et ne pourront être résolues que lorsque le problème fondamental aura cessé de nous embarrasser.

CHAPITRE II

LES PRÉMISSES DE NOTRE THÉORIE

On verra, sans doute, par ce que j'ai dit déjà, que je ne suis point un adepte de la théorie suivant laquelle il n'y aurait, en économie politique, qu'un seul système possible, dont les doctrines seraient vraies pour toutes les civilisations.

Il se peut que chaque nation, en dépit de la constitution industrielle qui lui est propre, subisse l'action de toutes les causes économiques qui influent sur toute autre civilisation, mais l'importance relative de chacune de ces causes n'en varie pas moins avec la constitution industrielle de chaque peuple. Non seulement c'est là la vérité, mais il faut encore ajouter que les principales causes qui agissent sur une nation quelconque à une époque déterminée de son histoire ne sont probablement pas les mêmes que celles qui ont agi sur cette nation dans les siècles passés ou qui agiront sur elle dans un

avenir lointain. C'est pourquoi, si nous voulons que la politique économique d'une nation corresponde aux conditions sociales qui y prédominent actuellement, il n'est point nécessaire que nous nous égarions dans l'examen de toutes les causes qui, en théorie, peuvent influencer l'économie d'un peuple quel qu'il soit. Nous obtiendrons de bien meilleurs résultats si, dès le principe, nous bornons notre étude aux causes dont l'action se fait particulièrement sentir dans la nation dont les conditions économiques sont le but de notre examen.

Les fondements d'une économie politique américaine doivent être déduits de l'examen du milieu économique actuel de notre nation. Beaucoup de causes économiques exercent une influence prépondérante dans notre état social actuel qui, bien qu'il ne soit pas possible de les considérer comme des causes nouvelles, n'ont cependant jamais joué jusqu'ici un rôle essentiel et caractéristique dans l'économie d'aucun peuple. La théorie que je me propose d'émettre confirmera la vérité de mes assertions relativement aux faits saillants de l'économie américaine, et ces assertions, je tiens à les formuler tout d'abord avec méthode, de manière à bien marquer les limites de la discussion dans laquelle je vais bientôt entrer.

En premier lieu, je prouverai que la nation

américaine est dans un état dynamique. Actuellement sa population s'accroît d'une manière constante, et, par suite, le nombre des ouvriers auxquels un travail quelconque est nécessaire devient chaque jour plus considérable. Il nous faut donc continuellement chercher de nouveaux emplois dans lesquels les habitants nouvellement arrivés puissent trouver une occupation.

Je montrerai ensuite que la nation américaine est dans un état plus dynamique que les autres nations concurrentes.

Beaucoup d'obstacles, en effet, qui maintiennent les peuples d'Europe dans un état statique, n'ont que peu ou point de force en Amérique à l'heure actuelle. Nous ne sommes point enchaînés par les nécessités de la domination militaire, et nous n'avons ni le tempérament ni les mœurs qui obligent les peuples à conserver les vieilles limites de leurs possessions, comme il arrive pour les nations d'Europe. Notre nation doit donc être plus progressiste que celles-ci. Le sol que nous occupons est plus neuf que celui de l'Europe, les mines que nous exploitons sont supérieures à celles des pays étrangers, et ces conditions, jointes à notre esprit d'entreprise, doivent nous porter à un degré de civilisation plus élevé et nous faire progresser beaucoup plus rapidement que les peuples de vieille civilisation ne peuvent le faire.

J'établirai ensuite que la nation américaine ne s'est pas encore complètement adaptée à son milieu économique. Un grand nombre des habitants de notre pays sont venus de l'étranger, et ceux-là même dont les pères ou peut-être les grands-pères sont nés sur le sol américain n'ont pas encore perdu les habitudes ni les mœurs, renoncé aux opinions ni au régime alimentaire auxquels leurs ancêtres étaient accoutumés pendant qu'ils vivaient en Europe.

Notre agriculture, non plus, ne doit pas ressembler à celle de l'Europe, parce que notre climat et notre sol sont tout différents. Les cultures qui réussissent en Allemagne, en France, en Angleterre ne sont pas celles qui conviennent le mieux au sol américain. Les vêtements eux-mêmes dont les nations européennes font usage, ne présentent pas les caractères qui conviendraient le mieux à notre climat. Les hivers ne sont pas aussi froids en Europe que chez nous, ni les étés aussi chauds. Par suite. les habitants de l'Europe peuvent être confortablement habillés avec des vêtements qui ne répondraient nullement aux conditions de la vie en Amérique. En fait, les Américains devront peu à peu s'habituer à un climat tropical dans l'été et à un climat arctique dans l'hiver, et cette nécessité finira par les obliger à modifier leur habillement de manière à le rendre tout à fait différent de

celui des Européens. On pourrait, de même, faire ressortir beaucoup d'autres conditions économiques radicalement dissemblables, auxquelles les peuples d'Amérique devront un jour ou l'autre s'adapter, et qui rendront le type américain de l'avenir très différent du type européen.

En troisième lieu, je montrerai aussi qu'à l'heure actuelle, en Amérique, la part qui, dans la distribution des richesses, revient à la rente et aux autres monopoles naturels tend fortement à augmenter. La science économique n'a pas encore prêté l'attention qu'elles méritent aux influences qui, dans l'état présent de notre pays, doivent grossir la part de ceux qui sont à l'abri de la concurrence aux dépens de ceux qui sont obligés de lutter sur un pied d'égalité contre des concurrents étrangers. Si les conditions économiques de l'Amérique sont telles que cette tendance devienne plus forte qu'elle ne le fut jamais dans aucune civilisation antérieure, il faudra bien que notre nation modifie sa politique économique de manière à s'adapter à ces conditions nouvelles.

Ces prémisses ont une importance toute particulière dans un débat sur le régime douanier, parce qu'elles renversent toute la série des arguments qui servent de point d'appui au libre-échange. Là où les producteurs et les consom-

mateurs échangent les uns avec les autres des produits obtenus à bon marché, ceux-ci sont naturellement à bas prix. Mais que le nombre des intermédiaires vienne à s'accroître, que de puissants monopoles s'élèvent entre producteurs et consommateurs, alors, bien que la production soit à bon marché, il pourra se faire que les consommateurs aient à payer des prix élevés (1). Dans ces conditions, lors même que le bon marché augmente pour le producteur, il n'en résulte point pour les consommateurs un bénéfice proportionnel. Car le profit ainsi réalisé peut être perdu dans une concurrence inutile ou passer aux mains des détenteurs de monopoles que la libre concurrence a créés, en séparant à ce point le producteur du consommateur.

Je n'ai donc point la prétention de poser ici des conclusions universellement applicables, ni d'insister sur les théories économiques générales qui sont vraies de toutes les civilisations. Je bornerai mon étude à une société dans laquelle les prémisses que je viens de poser se trouvent vérifiées. Mais il est entendu que toute modification observée dans ces prémisses ferait apparaître de nouvelles séries de problèmes économiques, et annulerait les conclusions que j'en tire.

(1) Voir mes *Rational Principles of Taxation* (Principes rationnels de l'impôt), p. 4 (note de l'auteur).

Si j'esquisse avec exactitude les traits saillants de la civilisation américaine actuelle, les conclusions que j'en déduirai s'appliqueront uniquement à l'état social propre à notre pays. Il pourra donc très bien se faire que la politique économique qui convient le mieux à l'Amérique ne ressemble en rien à celle qui convient aux autres nations. En fait c'est même à cela que je dois m'attendre. Ce que je désire surtout c'est qu'on n'apprécie pas la valeur de mes conclusions d'après les conditions économiques des pays étrangers, car notre état social se distingue si nettement de celui des autres peuples, que notre politique économique doit différer complètement de celle des autres nations. C'est pourquoi, montrer que le libre-échange a bien réussi à l'Angleterre, ce n'est point prouver que ce régime doive être avantageux pour nous. Le succès de l'expérience tentée par l'Angleterre est dû à des causes particulières qui ne sauraient actuellement avoir beaucoup de force en Amérique. Jusqu'à l'époque contemporaine, il n'y avait jamais eu de nation libre-échangiste, et un marché librement ouvert au monde entier faisait défaut aux nations civilisées. Nous avons tous à gagner, sans doute, à ce que les différentes économies nationales soient mises en contact les unes avec les autres dans de nombreuses directions. Mais cela ne fut pas possible tant

que chaque nation s'en tînt à une politique restrictive.

L'Angleterre fut la première à ouvrir son marché au monde. Il s'ensuivit que non seulement elle vit elle-même croître sa prospérité, mais qu'en même temps toutes les autres nations retirèrent avantage de l'ouverture de ce marché libre. Aujourd'hui le monde entier en profite, mais un second marché de même nature n'aurait point sur le développement de l'industrie l'effet qui a suivi l'ouverture du premier. Une nation, en effet, peut réaliser de grands bénéfices en prenant contact avec les autres civilisations et en ouvrant un marché pour l'excédent de leurs produits, mais une seconde nation, agissant de même, trouverait la place totalement occupée. Tout au plus pouvons-nous, en ce qui nous concerne, espérer partager le commerce du monde avec l'Angleterre, ou peut-être arriver à vendre meilleur marché qu'elle, de manière à absorber tout le trafic pour nous-mêmes. Or, si l'Amérique se trouvait purement et simplement substituée à l'Angleterre, certaines classes particulières de notre nation pourraient sans doute en retirer quelque avantage; mais cela ne constituerait pas un profit pour le monde entier. Le progrès du monde dépend actuellement du développement des ressources intérieures et non de celui du commerce extérieur. Tous

nous avons besoin de développer d'une manière systématique toutes les conditions favorables au travail dont chaque pays a été doté par la nature. Il nous faut faire un meilleur usage de toutes nos ressources naturelles, si nous voulons que le monde parvienne au plus haut degré de l'état économique. Le progrès doit être la conséquence du développement des grandes nations continentales riches en ressources naturelles. Quant aux petites nations, dépourvues de la plupart des ressources naturelles qui sont indispensables au développement d'un peuple, c'est sur le commerce qu'elles doivent spécialement compter pour acquérir les choses que leurs propres ressources ne leur fournissent point. A leur égard, les bénéfices résultant du commerce peuvent, dans une large mesure, être pris comme critérium de la prospérité nationale. Mais les grandes nations continentales doivent chercher en elles-mêmes la véritable source de leur prospérité pour réaliser les conditions favorables à son extension. C'est en développant leurs ressources naturelles qu'elles peuvent devenir prospères ; elles doivent exploiter à fond leur sol et leurs mines, et accroître autant que possible la force productive de chaque travailleur. Il leur faut, avant tout, rechercher avec soin quels produits peuvent être retirés de leur sol, examiner de même quelles qualités industrielles elles possèdent, et c'est

seulement ensuite qu'il leur est possible de découvrir quelle politique nationale est de nature à leur procurer la plus grande prospérité économique.

CHAPITRE III

LES PROGRÈS DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

On a prêté si peu d'attention à l'histoire et au développement graduel de la science économique, que le public a des idées très fausses sur les rapports existant entre le libre-échange et les doctrines économiques. Le développement de la théorie du libre-échange est dû en grande partie à Adam Smith ; du moins pouvons-nous dire qu'il fut le premier à la présenter d'une manière systématique au monde des penseurs. Comme les fondements du *credo* libre-échangiste se trouvent dans ses œuvres et dans celles de ses disciples, je tiens à examiner attentivement le point de départ de sa théorie, afin de montrer comment les progrès économiques les plus récents ont ruiné la doctrine tout entière.

Pour apprécier les conditions de la prospérité nationale, Adam Smith recherche comment

se réalise le profit individuel. Si un échange est avantageux aux parties directement intéressées, il prétend qu'il en résulte un bénéfice pour la nation. Le profit individuel des producteurs devient ainsi le critérium de la prospérité nationale. Mais, dans les conditions où se trouve actuellement la production, conditions qui se sont développées depuis l'époque d'Adam Smith, de ce qu'un marché a été avantageux pour le producteur on ne peut nullement conclure qu'il a été en même temps avantageux pour le public ; il est impossible de raisonner ici comme s'il s'agissait d'un marché avantageux pour une association, qui lui est un indice certain d'un profit réalisé par chacun des membres de cette association. Nous ne possédons, en effet, aucun moyen de répartir entre les divers groupes de producteurs le bénéfice résultant d'un échange, comme une société par actions partage entre ses membres les bénéfices provenant de ses opérations. En fait, il peut arriver souvent que l'avantage de l'une des parties dans une opération industrielle se résolve en une perte pour les autres parties intéressées. En outre, Adam Smith, dans ses recherches sur la puissance productive des nations, se confine trop étroitement dans la notion de la division du travail, revenant à chaque instant sur l'importance de cette caractéristique de la production mo-

derne. Il regarde la division du travail comme la cause de la prospérité nationale. Nous verrons, au contraire, dans la suite de cette discussion, les inconvénients de cette division, et nous serons amenés à conclure que l'augmentation de la puissance productive d'une nation est souvent en opposition avec le fait d'employer les hommes et le sol à une production unique et exclusive comme l'entend Adam Smith.

Si d'Adam Smith nous passons à Ricardo, nous constatons un progrès sérieux dans la science économique. Sans doute, Ricardo, lui aussi, fut un défenseur du libre-échange, et quelques-uns de ses arguments sont tout spécialement invoqués dans les dissertations libre-échangistes. Mais ces arguments sont fondés sur la partie de sa doctrine que les économistes modernes ont depuis longtemps abandonnée, et cela nuit à leur solidité. L'*homo œconomicus* de Ricardo, en effet, s'harmonise très bien avec la conception libre-échangiste. Si l'homme était aussi simple dans son mécanisme que Ricardo le suppose, si une seule qualité industrielle était développée en lui, les conditions sociales qui en seraient la conséquence s'accorderaient pleinement avec les doctrines libre-échangistes. De même, la manière dont Ricardo conçoit la terre rendrait possible l'emploi du sol

que les libre-échangistes préconisent ; car si toutes les terres du globe n'étaient que des terres à blé, il y aurait là une base économique sur laquelle le libre-échange pourrait s'appuyer. Mais nous savons aujourd'hui que l'*homo œconomicus* de Ricardo n'était qu'un homme idéal, qu'il ne ressemblait en rien à l'homme réel tel que nous le rencontrons dans nos sociétés, ou tel qu'il apparut jamais dans aucune société arrivée à un haut degré de civilisation. Tous les hommes possèdent de nombreuses qualités industrielles qui doivent être développées sans exception, s'ils veulent tirer du milieu économique dans lequel ils sont placés le meilleur parti possible.

Nous savons également que la conception que Ricardo se faisait de la terre était aussi défectueuse, je devrais peut-être dire aussi idéale que celle de son *homo œconomicus*.

Il n'existe, en effet, aucune terre dont la société puisse retirer un avantage considérable tant qu'on l'emploie à une culture unique. Produire, sur une portion de terrain, du blé ou une céréale quelconque à l'exclusion de toute autre denrée, c'est épuiser très vite la productivité du sol. La terre ne possède aucune qualité indestructible qui permette de l'employer à une culture unique et exclusive sans un dommage économique sérieux. C'est pourquoi, cette

manière de concevoir l'homme et la terre sur laquelle Ricardo a tant insisté, ne peut servir de base à une économie nationale progressive. Et dans la mesure où cette conception sert de fondement au libre-échange, elle fait obstacle à ce que la politique qu'il préconise puisse accroître la puissance productive d'aucune nation et la porte au plus haut degré possible ; et la confiance que les libre-échangistes conservent encore en cette manière de voir les choses met leurs conclusions en désaccord avec les derniers progrès de la science économique.

Si les libre-échangistes ont donné leur approbation et leur confiance à la partie du système de Ricardo dont les plus récentes études économiques ont démontré la fausseté, ils ont négligé de montrer la relation qui existe entre leur propre doctrine et l'autre partie de ce système dont la vérité a été postérieurement démontrée. La thèse fondamentale de Ricardo est sa théorie de la rente ; et l'étude de ce phénomène fait ressortir l'importance des monopoles naturels qui sont un obstacle à la répartition équitable des biens. On n'a jamais démontré que la théorie du libre-échange puisse conduire à de bons résultats tant qu'une grande partie de la richesse produite passe aux mains des détenteurs des monopoles naturels. La doctrine affirme que les prix de toutes les marchandises

sont en raison directe de la quantité de travail nécessaire à leur production ; s'il n'existait aucun monopole naturel, cela pourrait être vrai ; mais, dès que les propriétaires des ressources naturelles détiennent à titre de rente une large part de la force productive de la nation, les produits des monopoles naturels ne s'échangent plus avec les autres biens proportionnellement à la quantité de travail nécessaire à leur production. Ainsi, lorsque la rente devient un facteur important dans la répartition des biens, l'hypothèse très simple sur laquelle repose le libre-échange cesse d'être vraie. Cette partie du système de Ricardo est donc aujourd'hui en opposition avec les doctrines libre-échangistes fondées sur l'autre partie de sa thèse, dont la fausseté a été démontrée depuis.

Depuis l'époque où vivait Ricardo, la science économique et le *credo* libre-échangiste ont cessé d'être en harmonie. Le libre-échange a maintenant pour défenseurs une nouvelle catégorie de penseurs qui ne peuvent être regardés comme économistes dans le sens strict du mot. L'introduction du libre-échange en Angleterre a amené ces auteurs à présenter les résultats de ce régime comme la meilleure preuve de l'excellence de la politique du laisser-faire, et à négliger les démonstrations théoriques dont se

servaient les anciens économistes. Le changement de tactique coïncide avec l'apparition de la ligue de Manchester en Angleterre. A partir de ce moment, l'échange fut présenté comme l'élément fondamental de toute la science économique. Toute analyse des phénomènes économiques se réduisit désormais à montrer les avantages de l'échange en général. Beaucoup d'auteurs limitent alors la science économique à l'exposition des règles de l'échange. Bastiat prend la tête de ce mouvement et devient bientôt le leader de l'agitation en faveur du libre-échange. Il ne tient aucun compte de l'influence de la rente ni des conséquences de l'accroissement rapide de la valeur de tous les monopoles naturels. En fait, il essaie de prouver que la rente n'existe pas. Le mouvement populaire en faveur du libre-échange se met ainsi en opposition directe avec les meilleures doctrines économiques, et la ligne de séparation entre les économistes véritables et les adhérents du *credo* libre-échangiste populaire se trouve par là nettement tracée.

Les récents développements de la science économique ont encore graduellement élargi le fossé entre les doctrines libre-échangistes et les saines théories économiques.

Le coût de production avait été examiné par Ricardo et même par Mill au seul point de vue de l'employeur. On y avait fait rentrer les sa-

laires des ouvriers et les profits des entrepreneurs. Tant que les défenseurs du protectionnisme se bornèrent à développer une conception trop étroite, en insistant uniquement sur les conditions de la prospérité nationale sans s'occuper de l'analyse de la répartition des richesses, cette doctrine du coût de production parut être une base suffisamment solide pour le libre-échange. Mais vers 1840, les ouvriers se groupèrent en une classe si distincte que leurs intérêts cessèrent d'être en complète harmonie avec ceux de leurs patrons. La question de la répartition des richesses devint alors le problème fondamental de la science économique, et les droits des ouvriers parurent en opposition très tranchée avec ceux des entrepreneurs. Le protectionnisme, à ce moment, prit une forme nouvelle, et ses défenseurs le présentèrent comme le meilleur moyen d'assurer aux ouvriers une plus large part dans la répartition des biens. La doctrine d'après laquelle le coût de production comprend tout à la fois le salaire des ouvriers et les profits des entrepreneurs vint fournir une base excellente aux arguments économiques invoqués désormais par les protectionnistes, et les fervents de la doctrine libreé-changiste n'eurent plus d'autre moyen de répondre à l'argumentation nouvelle que d'abandonner cette conception première du coût

de production. La conséquence en fut que Stuart Mill donna à la théorie du libre-échange une forme aussi mauvaise qu'à celle du fonds des salaires ou de la valeur. Et, en effet, pour que les économistes pussent continuer à défendre les théories anciennes sur le libre-échange, la valeur ou le salaire, il fallait qu'on trouvât une base nouvelle pour les appuyer.

Ce fut Cairnes qui essaya de fermer la brèche que le temps avait ouverte dans l'édifice de l'ancienne économie politique. Il reprit les théories dont nous venons de parler, et, après un nouvel et sérieux examen, il chercha à les fortifier à l'aide de nouveaux arguments. Il est aujourd'hui certain qu'il échoua dans l'essai qu'il fit pour ressusciter la théorie du fonds des salaires, et pour donner une base plus solide à l'ancienne théorie de la valeur. De nos jours, la science s'est avancée dans une direction tout opposée aux théories qu'il avait émises. En ce qui concerne la valeur, il est maintenant avéré que ce fut Jevons et non lui qui entra dans la bonne voie ; quant à sa doctrine sur le fonds des salaires, elle n'a pas été admise par un assez grand nombre d'économistes pour pouvoir être considérée comme une saine doctrine économique. L'appui qu'il donna au libre-échange fut aussi inutile que celui qu'il prêta aux autres théories qu'il tenta d'établir. Il repoussa le sys-

tème d'après lequel le coût de production devait être regardé comme comprenant les salaires et les profits, et chercha à faire adopter à cet égard une conception nouvelle fondée sur un point de vue plus subjectif qu'objectif. Au lieu de prendre pour base du coût de production le profit de l'entrepreneur et le salaire des ouvriers, il y fit rentrer le sacrifice des ouvriers eux-mêmes. Sans doute, dans un état économique idéal où n'existe aucun monopole naturel, il est parfaitement possible que les biens puissent avoir une valeur proportionnelle au sacrifice de ceux qui les produisent ; mais à notre époque, la part prélevée sur le produit total de l'industrie par les détenteurs de monopoles naturels est trop forte pour qu'une semblable théorie puisse être conforme à tous les faits dont nous sommes témoins. Le prix de revient du travail a une influence considérable sur tous les échanges qui s'opèrent sous nos yeux, et les arguments en faveur du protectionnisme auxquels la considération de cette influence sert de base ne pourront être réfutés, tant que les conditions économiques actuelles subsisteront.

Mais les théories qui s'harmonisent le mieux avec le libre-échange ont été ébranlées sur un autre point plus essentiel encore que ceux que j'ai mentionnés. La doctrine de libre-échange, en effet, forme une partie intégrante de l'ancien

système économique d'après lequel il existerait un corps de théories économiques bonnes pour tous les peuples et pour tous les âges. Or, ce système était trop absolu, puisqu'il n'admettait aucune modification à raison des changements survenus dans les conditions économiques. On le considérait comme devant s'appliquer toujours, parce qu'on le croyait susceptible de s'accommoder aux conditions économiques de toutes les nations à toutes les étapes de leur développement; enfin il était cosmopolite, parce qu'il tendait à créer un marché unique, sur lequel le monde entier pût se rencontrer avant que ses ressources ne fussent complètement développées.

Les progrès de l'historisme parmi les économistes ont discrédité cette façon de concevoir l'économie politique. Nous n'en sommes plus à rechercher les principes d'une économie politique universelle qui puisse convenir à tous les régimes industriels, mais seulement à déterminer ceux qui conviennent à une nation déterminée, parvenue à telle étape particulière de son développement. A chaque modification dans les conditions économiques de cette nation, nous pressentons maintenant que de nouveaux phénomènes vont surgir et modifier son économie. De ce qu'une politique a été avantageuse pour une nation à une époque déterminée de

son histoire, nous ne concluons plus qu'il est amplement démontré par là même qu'elle sera bonne pour toutes les autres nations ou pour toutes les autres époques. Pour nous, les causes de la prospérité nationale doivent être étudiées en tenant compte de la situation particulière de chaque société, et les problèmes spéciaux que soulève l'économie d'un peuple impliquent l'étude des conditions d'existence qui lui sont propres.

De cette manière, une économie telle que je l'ai esquissée dans le précédent chapitre est en parfaite harmonie avec l'opinion actuellement dominante parmi les économistes. Nous devons examiner quelles sont les conditions économiques de l'Amérique avant de pouvoir dire quelle politique convient le mieux à notre nation, et si nous trouvons que, dans cette économie, quelques caractères essentiels sont différents de ceux que nous rencontrons dans les autres nations, nous serons obligés de formuler pour l'économie de l'Amérique une théorie distincte de celle qui convient à l'économie des autres peuples.

La doctrine du libre-échange est, d'une autre manière encore, en opposition avec la pensée économique contemporaine. Au temps d'Adam Smith, les idées politiques avaient le pas sur toutes les autres. L'opinion dominante était

fondée sur la doctrine de la liberté naturelle. Il n'y avait point de limites nettement tracées pour séparer l'économie politique de la science politique ; par suite, les principes économiques et les idées politiques étaient entremêlés de telle sorte que beaucoup de théories regardées comme des doctrines économiques n'en n'avaient aucunement le caractère.

Quelque vrai qu'il puisse être qu'une politique passive soit conforme aux idées que nos pères nous ont transmises relativement à nos droits politiques, on ne peut cependant considérer ce principe comme une doctrine économique tant qu'il n'est pas fondé sur des faits. Or, on n'a jamais constaté par une vérification semblable les avantages économiques du laisser-faire. Et nous voyons très clairement aujourd'hui que les conditions de l'industrie moderne obligent les hommes à modifier leurs idées sur la liberté naturelle jusqu'à ce qu'ils puissent faire le meilleur emploi possible de leurs ressources matérielles.

Ainsi, de toute manière, la science a de plus en plus abandonné les considérations susceptibles de s'harmoniser avec le *credo* des libre-échangistes, et, dans l'avenir, l'économie politique s'écartera de plus en plus de l'idéal statique préconisé par eux ; elle devra, en effet, étudier toute la catégorie des phénomènes écono-

miques qui se distinguent le plus nettement de ceux sur lesquels s'appuient les partisans du libre-échange. La théorie de l'échange, par exemple, en est devenue un élément tout à fait secondaire. L'attention des économistes est maintenant attirée par des problèmes beaucoup plus importants que la question de la valeur d'échange ou du profit du producteur. Dans l'avenir, la spéculation économique devra s'appuyer sur les faits irréductibles à raison desquels les biens ont une valeur pour ceux qui les possèdent. La théorie de l'utilité a été si complètement développée que les nouveaux axiômes relatifs à la valeur prendront nécessairement la place des principes anciens fondés sur l'idée de profit. Par suite, la théorie dans laquelle les libre-échangistes mettent toute leur confiance sera finalement écartée de la science, à ce point que le siècle passé nous apparaîtra forcément comme ayant eu une école d'économistes tout à fait distincte de la nôtre. Bientôt, l'économie politique restera aussi étrangère au *credo* libre-échangiste formulé dans les théories de l'école de Manchester que ces doctrines elles-mêmes sont éloignées du système mercantile qu'elles ont remplacé.

En somme, l'économie politique, dans l'avenir, devra se préoccuper principalement des

conditions dynamiques dans lesquelles la société actuelle se trouve placée.

Or, la doctrine du libre-échange faisant partie de l'économie propre à un état statique ne peut convenir aux conditions économiques de notre temps. Le système de la liberté naturelle qui, au siècle dernier, servait de base aux théories économiques, concevait la société comme vivant dans un état statique idéal, et ce qui fait aujourd'hui encore la force du libre-échange, c'est qu'il présente cet état statique comme un idéal nettement défini. Mais les conditions dynamiques dans lesquelles se trouve la société à notre époque rendent nécessaire un idéal très différent de celui qui convient à un état statique. Et si nous voulons que les théories qui s'harmonisent avec un état dynamique puissent acquérir l'influence que les doctrines conciliables avec un état statique conservent encore de nos jours, nous devons, avant tout, nous faire une idée nette des causes qui agissent et de l'économie qui convient dans une société dynamique.

CHAPITRE IV

ERREURS DONT LE TEMPS A FAIT JUSTICE

C'est un procédé très répandu parmi les libre-échangistes que de passer en revue tous les dogmes déchus de l'économie politique du passé, spécialement ceux de l'école mercantile, et de les présenter comme des principes chers aux protectionnistes modernes. De cette manière, la protection est mise en discrédit, et on donne à entendre que le libre-échange est mieux qu'elle en rapport avec l'état actuel des connaissances économiques. Je me propose, dans ce chapitre, d'examiner les arguments dont se servent les libre-échangistes, et de montrer ainsi comment les conséquences des événements contemporains ont prouvé l'inexactitude d'un grand nombre de leurs propositions. Beaucoup de leurs arguments essentiels, qui paraissaient plausibles et bien en harmonie avec les théories économiques de l'époque, lorsqu'on les a exa-

minés plus tard à la lumière des résultats acquis, ont servi à faire ressortir très nettement les erreurs commises dans le passé, et nous ont permis de constater que la doctrine libre-échangiste n'est point en réalité fondée sur les meilleures théories économiques de notre temps. Le *credo* libre-échangiste n'est pas mieux en harmonie avec les faits économiques de l'heure actuelle que les doctrines de l'école mercantile ne l'étaient avec les faits de l'époque d'Adam Smith.

Le reproche qu'on adresse le plus souvent au protectionnisme, c'est de décourager le commerce international.

Les tarifs douaniers, en effet, sont généralement représentés comme une sorte de muraille de Chine qui empêcherait chaque nation de faire le commerce avec ses voisins. On laisse entendre, parfois, que les protectionnistes appellent de leurs vœux un tarif douanier établi de manière à priver la nation des avantages du commerce. Or rien de tout cela n'est vrai ; les protectionnistes n'entendent nullement détruire le commerce extérieur, ils veulent au contraire le développer autant que leurs adversaires eux-mêmes peuvent le désirer. La différence qui sépare les deux politiques réside dans la conception de la nature du commerce que la nation doit encourager, et dans la façon de compren-

dre la connexité existant entre le commerce extérieur et la prospérité nationale. Pour nous, le commerce extérieur est l'effet, non la cause de cette prospérité ; par suite, en favorisant l'accroissement de celle-ci, le protectionnisme développe le commerce extérieur. Si, par exemple, on fait hausser le prix d'une catégorie quelconque d'articles étrangers, il s'ensuivra qu'une autre catégorie de produits indigènes sera plus demandée ; or, ceci développera les industries nationales et sera favorable à la prospérité du pays. Un peuple dont les besoins sont peu variés donnera nécessairement satisfaction à la plupart d'entre eux à l'aide de produits indigènes. Mais plus grande sera la diversité des produits consommés, plus nombreux seront les débouchés ouverts à certains articles qui ne pouvaient être demandés par la nation tant que sa condition était moins prospère, et que la production restait limitée à un nombre de produits plus restreints. Or, à mesure qu'un peuple devient plus prospère, ses besoins deviennent plus variés, et, par suite de cette diversité plus grande, il cherche non plus seulement chez lui, mais même à l'étranger, les produits de nature à satisfaire ses besoins nouveaux.

Que si d'autres nations adhèrent à une saine politique nationale, leur prospérité croissante les amènera, elles aussi, à étendre leurs consom-

mations et ouvrira par là-même de nouveaux débouchés aux produits de celle qui les a précédés dans cette voie. Ainsi, tout ce qui augmente la consommation a pour résultat d'accroître le commerce extérieur, grâce auquel les deux parties échangistes voient grandir leur prospérité. Il n'y aura pas, sans doute, accroissement du commerce extérieur du côté des articles compris dans le tarif douanier, mais il y aura augmentation relativement à d'autres produits. L'accroissement de la prospérité résultant d'un régime protecteur aura pour effet d'amener chaque nation à demander une telle variété de produits, que beaucoup d'entre eux ne pourront être trouvés dans le pays même. Si donc l'importance du commerce extérieur est en raison directe de la prospérité nationale, la protection devra nécessairement développer le commerce extérieur, pour peu qu'elle soit la politique la plus favorable au développement de la prospérité de la nation.

Les libre-échangistes commettent une autre erreur lorsqu'ils affirment que le meilleur emploi qu'on puisse faire de la terre et des hommes, c'est de les faire servir à une culture ou à un travail unique et exclusif. Les exemples sur lesquels ils s'appuient pour établir leurs propositions sont empruntés à l'histoire du commerce et de l'industrie. On nous montre

avec quelle rapidité la force productive des hommes et des machines s'accroît dans nos principales industries par l'effet de la division du travail, grâce à laquelle chaque homme ou chaque machine fait sans cesse une seule et même besogne. On va jusqu'à affirmer que le sol lui-même reçoit sa destination la plus avantageuse lorsqu'il est consacré à la production d'une seule espèce de récolte. On suppose, par exemple, que certaines terres conviennent mieux que d'autres à la culture du blé et que des séries continues de récoltes de cette céréale pourront y être obtenues. D'autres terres sont considérées comme plus favorables à la production du coton, d'autres comme plus propres à celle du sucre, d'autres encore comme plus propices à la récolte du café. On partage ainsi tout le sol du monde entier en sections qu'on suppose destinées à une culture unique, de même que, sur le marché, les machines apparaissent comme spécialement destinées à un usage particulier. Cette conception, pourtant, est radicalement fausse. Il n'existe pas un seul morceau de terre qui puisse, lorsqu'il est consacré à une culture unique, donner un rendement aussi fort que lorsque plusieurs produits lui sont successivement demandés. Consacrez une portion de terrain à la production continue du blé, et vous enlèverez à cette terre une grande partie de sa

fertilité. Au bout de quelques années, vous verrez le rendement diminuer d'une manière constante, jusqu'à ce que, finalement, le sol s'épuise au point peut-être qu'il faille l'abandonner. Il en est de même de la culture continue du tabac sur une terre quelconque; elle l'épuise complètement jusqu'à ce qu'enfin on soit forcé de l'abandonner à la nature, et qu'elle devienne absolument sans valeur. Beaucoup de contrées des Etats du Sud nous fournissent la preuve du mauvais effet de la culture exclusive du tabac sur un même sol. Et c'est le Sud également qui nous montre, par d'utiles exemples, combien est ruineuse cette politique de gaspillage appliquée à la culture exclusive du coton sur les mêmes terres : partout la même loi veut que l'emploi continu du sol à une culture unique finisse par anéantir sa fertilité.

Si nous voulons tirer du sol le meilleur parti possible, nous devons le considérer non pas comme une machine, mais comme un agent qui, pour être avantageusement utilisé, exige une grande variété de cultures. Je n'entends point dire par là que n'importe quelle portion du sol convienne à toute espèce de culture et que tous les produits agricoles doivent nécessairement être compris dans la succession des cultures indispensables pour que la terre soit utilisée aussi avantageusement que possible.

Sans nul doute, telle catégorie de produits conviendra mieux qu'une autre à chaque partie du sol prise en particulier. Dans le Minnésota, par exemple, telle espèce de culture donnera les meilleurs résultats, dans la Louisiane ce sera telle autre, dans la Floride telle autre encore. Mais si cette loi est vraie, s'il est certain qu'une terre convient mieux à tel usage qu'à tel autre, il est facile de raisonner à cet égard comme s'il s'agissait d'une machine. Si, sur une portion de terrain déterminée, il est nécessaire, par exemple, de recourir à cinq cultures différentes pour en tirer le meilleur parti possible, le prix des produits pourra être tel que le producteur soit suffisamment rémunéré en apportant un seul d'entre eux sur le marché, ou du moins que l'une des cultures donne un rendement beaucoup plus élevé que toutes les autres. Or si on se trouve sous un régime de libre-échange, le sol sera consacré exclusivement à cette culture unique jusqu'à complet épuisement ; il y aura, du moins, une forte tendance de la part des producteurs à s'efforcer d'obtenir ce produit spécial plus souvent qu'il ne le faudrait pour le bien de la terre.

La politique d'un gouvernement qui désire développer autant que faire se peut la force productive du sol doit nécessairement tendre à ouvrir dans le voisinage de chaque catégorie

de terres des débouchés pour toutes les espèces de produits dont la culture est indispensable pour que la terre soit employée le plus avantageusement possible. Jusqu'à ce que ce but soit atteint, il n'y a pas d'espoir que l'agriculture nationale puisse progresser autant qu'elle le devrait. La loi de l'industrie agricole est donc tout le contraire de la loi de l'industrie manufacturière. Pour tirer du sol le meilleur parti possible, il faut recourir à une grande variété de produits; c'est, au contraire, en ne fabriquant qu'un seul et même article qu'une manufacture réalise le plus grand profit. Les libre-échangistes, en regardant la terre comme une machine, se trompent donc grossièrement, et toute nation qui suivrait leur raisonnement tomberait dans de graves erreurs.

Mais puisque la nécessité de cultures variées pour le sol n'implique point la possibilité de cultiver sur chaque portion du sol toute espèce de produits, il est donc indispensable qu'il s'établisse un trafic large et prospère entre les différentes parties du monde, dès que les aliments que les nations consomment sont si variés qu'elles ne peuvent plus se contenter des produits dont la culture permet de tirer de leur propre sol le meilleur parti possible. A mesure que les goûts simples des peuples primitifs se développent, le commerce entre les différentes

nations s'accroît d'une manière continue, même en ce qui concerne les produits agricoles, et parallèlement à l'augmentation de la prospérité de chaque nation, si bien qu'en définitive le commerce est beaucoup plus développé qu'il ne pourrait l'être si une fausse conception de la force productive du sol amenait les hommes à consacrer la terre à une culture unique au lieu de l'employer, comme cela doit être, à des cultures très variées.

Un autre ordre d'arguments types invoqués depuis longtemps par les libre-échangistes réclame maintenant notre attention. Les partisans du libre-échange ont l'habitude de soutenir que l'Amérique convient tout spécialement à la production du blé. Dans tout l'ouest, dit-on, le blé est la céréale qui convient le mieux au sol. L'Angleterre, au contraire, a plutôt avantage à se consacrer à la production du fer ; chez elle la nature a placé le fer et le charbon tout près l'un de l'autre, et par suite le prix du fer y est beaucoup plus bas que partout ailleurs. Si donc l'Amérique trouve des avantages spéciaux dans la production du blé, et l'Angleterre dans la production du fer, n'est-il pas utile, dit-on, pour les deux nations, que l'Amérique cultive le blé et que l'Angleterre se consacre à la production du fer? Mais est-il vrai que l'Amérique soit particulièrement appropriée à la culture du blé, et

que l'aptitude de l'Angleterre à produire le fer soit plus grande que celle de l'Amérique? Si nous examinons cette assertion à la lumière de nos connaissances actuelles sur la capacité productive de l'Angleterre et de l'Amérique, nous devons répondre, non pas que l'Amérique convient mieux au blé et que l'Angleterre est faite pour la production du fer, mais que l'Angleterre est spécialement appropriée à la production du blé, tandis que l'Amérique a les plus grandes facilités pour la production du fer. Au premier abord, cette affirmation peut paraître étrange ; car, si l'Amérique convient moins à la culture du blé et si l'Angleterre est moins propre à la production du fer, la question se pose naturellement de savoir pourquoi le commerce de chacune de ces nations n'a pas pris une direction opposée à celle qu'il a suivie, de sorte que l'Amérique eût produit du fer et l'Angleterre du blé? C'est, en effet, à ce résultat qu'on serait arrivé si la théorie des libre-échangistes était vraie et nous avons là un excellent moyen de faire l'épreuve de cette doctrine. Mettons donc de côté pour un moment la théorie, et examinons dans leur réalité les faits relatifs à la production en Amérique et en Angleterre : ils nous montreront que chacun de ces pays, sous un régime de libre-échange, tend fortement à se consacrer à la production pour laquelle il a précisément le moins

d'aptitude. L'Angleterre possède sur l'Amérique pour la culture du blé un avantage marqué, dû surtout aux conditions particulières de son climat. Le blé est une céréale à racines courtes, ne s'enfonçant pas profondément dans le sol. Sa culture réussit donc mieux dans les pays où le sol est très humide et très mouillé, où une grande quantité de pluie tombe à intervalles réguliers pendant la période où il pousse. Or les conditions climatériques de l'Amérique sont l'inverse de celles de l'Angleterre. Nous avons des étés secs, chauds, souvent avec de longs intervalles entre les périodes de pluie ; par suite la surface de notre sol devient parfois si dure qu'une céréale telle que le blé, qui n'a pas de racines profondes, s'y trouve dans des conditions très désavantageuses.

Cet avantage que l'Angleterre possède pour la culture du blé nous est d'ailleurs démontré par les statistiques donnant le rendement du blé par acre dans les deux pays. Le sol américain ne produit guère plus de 12 *bushels* par acre (1) et encore, dans beaucoup d'années, ce rendement n'est-il pas atteint par suite de la rigueur de notre climat et de l'abondance des insectes. En Angleterre, au contraire, un rendement de

(1) Le *bushel* valant environ 36 litres et l'acre étant égal à 40 ares, le rendement moyen indiqué ici par l'auteur correspond à peu près à 10 hectolitres 80 par hectare (N. d. Trad.).

26 *bushels* par acre (1) n'est pas considéré comme représentant une forte récolte, ce qui prouve que, toutes choses égales, un acre en Angleterre produit au moins le double de la quantité obtenue en Amérique sur un acre de qualité moyenne, où le blé a été cultivé en vue de l'exportation sur les marchés étrangers.

D'un autre côté, si nous examinons les conditions de la production du fer, nous verrons que nos minerais sont plus purs que ceux de l'Angleterre, et que nos gisements de houille sont plus épais que ceux d'où l'on extrait le charbon anglais. En raison de cette productivité plus grande de nos mines de fer et de houille, la même quantité de travail peut donner un rendement plus fort en Amérique qu'en Angleterre. Ce fait est aujourd'hui généralement reconnu, même par les libre-échangistes, bien qu'il ait été nié jusqu'à ces derniers temps ! Les conditions de l'Amérique, en effet, comparées à celles de l'Angleterre, nous sont maintenant si bien connues que personne ne peut nier la supériorité de nos mines de fer et de houille au point de vue de la productivité. Cependant, en dépit de ces faits, le commerce entre les Etats-Unis et l'Angleterre tend actuellement à augmenter au profit de l'Amérique les débouchés réservés au blé, bien

(1) Environ 23 hectolitres 40 à l'hectare (N. d. Trad.).

que le blé convienne moins au sol américain qu'au sol anglais. Au contraire, il élargit au profit de l'Angleterre les débouchés ouverts au fer, bien que les mines américaines soient supérieures à celles de l'Angleterre. De telle sorte que le commerce suit de nos jours une direction tout opposée à celle qu'implique la doctrine du libre-échange, dont la fausseté se trouve par là même clairement démontrée.

Un autre argument, fréquemment invoqué par les libre-échangistes, consiste à dire que la protection diminue l'indépendance morale des peuples, qu'elle les amène à se montrer moins entreprenants et moins indépendants que s'ils vivaient sous un autre régime, qu'enfin elle développe en eux une forte tendance à compter sur l'appui de l'Etat au lieu de compter sur eux-mêmes. On a souvent prétendu jadis que si les industriels américains employaient de mauvaises machines et ne s'appliquaient point autant qu'ils l'auraient dû à faire des économies de travail dans leurs manufactures, c'était qu'ils avaient confiance que l'Etat les aiderait à maintenir les prix à un niveau élevé. Pendant longtemps, ces arguments furent au nombre de ceux dont les libre-échangistes se servaient le plus volontiers et beaucoup de faits semblaient alors en démontrer l'exactitude ; mais ce que nous savons aujourd'hui des progrès de la produc-

tion en Amérique prouve nettement la fausseté de cette affirmation. Il n'existe point de nation qui fasse des machines un meilleur emploi que la nation américaine et il n'y a point de pays où l'on soit plus porté à améliorer les moyens de production ; qu'on ne dise donc point qu'un tarif protecteur diminue en quoi que ce soit l'indépendance morale d'un peuple. Il semble, au contraire, qu'à beaucoup de points de vue, ce tarif encourage l'initiative de ceux qu'il protège, vu qu'en élevant le prix de revient du travail il pousse les producteurs à l'économiser davantage.

Le temps aussi a fait justice de cette erreur d'après laquelle les circonstances les plus favorables au travail furent les premières utilisées. L'argument que l'ancienne école tire de l'augmentation de la production et en particulier de l'augmentation de la quantité de terre cultivée consiste à affirmer que les premiers colons d'un pays donné s'établissent d'abord sur les terres susceptibles de leur donner le revenu le plus fort. A chaque période suivante et en raison de l'accroissement de la population, il leur faut mettre en culture des terres plus pauvres, et à mesure que la population s'accroît, la productivité des terres cultivables va toujours en diminuant.

Ce fut sur ce terrain que se placèrent les anciens économistes et telle est encore aujour-

d'hui la thèse qui sert de fondement au libre-échange. Si cette thèse était vraie, on aurait de bonnes raisons pour soutenir l'utilité d'une politique libre-échangiste ; mais s'il est démontré que la situation particulière dans laquelle les premiers colons se trouvent placés les contraint à employer tout d'abord, non pas les terres les meilleures, mais les plus pauvres, alors il ne sera plus possible de prétendre que le libre-échange aboutisse à la mise en valeur des terres susceptibles de donner le plus fort rendement. En fait, les premiers colons, au lieu d'occuper les meilleures terres, sont contraints de cultiver tout d'abord de larges portions des terrains les plus pauvres, qui sont faciles à mettre en culture ou qui conviennent particulièrement à la production des denrées demandées par les pays étrangers.

C'est pourquoi, avant que le sol d'un pays ne soit utilisé le plus avantageusement possible, il faut qu'il se produise un changement quelconque dans la demande des denrées alimentaires ; il faut que de nouveaux marchés soient ouverts qui fournissent un débouché aux blés nouveaux et mettent ainsi les producteurs à même de tirer de leurs terres le meilleur parti possible. A chaque extension nouvelle du marché intérieur, le sol est consacré à de nouveaux emplois ; en même temps, beaucoup de terres restées sans

valeur tant que la production se limitait aux seules denrées demandées par l'étranger deviennent désormais les plus productives. C'est ce qui ressort nettement des changements survenus dans la valeur des terres dans l'Ouest américain à la suite de l'ouverture de marchés à l'intérieur. Les terres les plus légères y furent occupées les premières, parce qu'elles convenaient mieux à la culture du blé. Elles se vendirent plus cher que les terres lourdes, tant que l'Europe fut le seul marché ouvert aux produits de cette contrée. Mais lorsque le développement des marchés intérieurs eut ouvert de nouveaux débouchés pour toutes les denrées, les terres grasses furent utilisées, et on ne tarda pas à les considérer comme les meilleures. Aujourd'hui, elles se vendent plus cher que les terres légères qu'on avait tout d'abord consacrées à la culture du blé.

Une société à l'état dynamique passe ainsi de l'exploitation des terres pauvres à celles des meilleures à mesure que sa consommation s'étend à une plus grande variété de denrées et que la production s'applique à un plus grand nombre d'emplois. C'est uniquement dans une société restée à l'état statique que la théorie du libre-échange peut trouver son application. Car c'est là seulement que les terres les plus pauvres sont successivement mises en exploitation, parce

qu'on y recherche avant tout les avantages naturels.

Par un autre argument, les libre-échangistes essaient de prouver que la protection n'a pas d'autre résultat que d'aboutir à une hausse générale des prix et qu'elle ne procure à la nation aucun avantage si elle s'étend également à tous les producteurs. Si vous augmentez les droits de douane sur un article unique, vous donnerez nécessairement un avantage aux producteurs de cet article au détriment des autres. Mettez un droit d'entrée sur un second produit, vous augmenterez alors l'avantage réalisé par les deux producteurs appelés à bénéficier du tarif douanier et cela au préjudice des autres producteurs. Mais si vous accordez une même protection à tous les producteurs, vous ne ferez que provoquer une hausse générale des prix dont aucun producteur ne retirera le moindre profit. Bien au contraire, chaque producteur subira désormais un dommage sérieux puisque les débouchés étrangers lui seront fermés à l'avenir et que les bénéfices qu'il lui sera possible de réaliser dans sa production seront moindres qu'auparavant. Chacun des habitants du pays sera donc forcé de travailler beaucoup plus pour se procurer le nécessaire et le bien-être dont il jouit. Par suite, alors que sous le régime de la liberté, l'égalité régnait entre les producteurs,

désormais la protection n'aura pas d'autre effet que d'entraver le progrès, et finalement la force productive de la nation se trouvera sensiblement diminuée.

Cette manière d'envisager les choses contient une grossière erreur ; une politique protectionniste n'aboutit point du tout à une hausse générale des prix, elle élève seulement le prix des objets dont la production est due en entier au travail et au capital, tandis qu'elle abaisse la valeur des produits des monopoles naturels. C'est précisément le libre-échange qui produit l'effet tout opposé ; lui, il tend à faire hausser le prix des produits des monopoles naturels, et comme il augmente la concurrence entre les producteurs d'objets fabriqués, la valeur de leurs produits est peu élevée par rapport à celle des produits des monopoles naturels.

Pour bien marquer l'opposition qui existe entre la hausse de la valeur des produits manufacturés et la hausse des prix des produits des monopoles naturels, suivons la marche du progrès qu'une nation statique réalise au point de vue de sa consommation aux différentes étapes de son développement et à raison de l'accroissement de sa population. Dans un pays neuf, où la production de toutes les marchandises jouit d'un régime de liberté, où les détenteurs des monopoles naturels ne perçoivent qu'une rente peu élevée, on achète

à très bas prix tous les produits provenant des ressources naturelles qui peuvent être aisément monopolisées à mesure que la population augmente. Ce qui se passe relativement à la production des denrées alimentaires nous en fournit une excellente démonstration. Dans un pays neuf, le prix de ces denrées est très peu élevé, tandis que la valeur des objets manufacturés est comparativement assez grande. Le travail est beaucoup mieux rétribué et les détenteurs de monopoles naturels ne prélèvent qu'une petite partie du total de la production nationale. Mais dès que la population commence à s'accroître, des terres plus pauvres sont mises en culture, et dès lors le prix des denrées alimentaires s'élève. En même temps, la valeur des autres produits s'abaisse, la concurrence devenant plus intense qu'auparavant. Chaque augmentation du chiffre de la population produit ainsi un double effet. Elle augmente la concurrence entre les producteurs, par suite elle abaisse le prix des produits provenant uniquement du travail : d'un autre côté elle ouvre des débouchés pour les produits des terres les moins chères, et elle fait hausser par là même le prix des denrées alimentaires. De toute façon, on voit s'accroître la part qui, dans le total de la production nationale, passe aux mains de ceux qui sont appelés à bénéficier de la hausse des prix des denrées alimentaires. Le même fait se pro-

duit à chaque augmentation de la population. Une concurrence plus intense entre les producteurs abaisse alors le prix des objets fabriqués et donne en même temps aux objets d'alimentation une valeur plus grande, jusqu'à ce qu'enfin la population ayant atteint son maximum les denrées alimentaires soient très chères et les objets fabriqués très bon marché. C'est précisément tout le contraire de ce qui existait à l'origine, alors que les produits manufacturés étaient très-chers et les denrées à bas prix. Si l'on se représente bien cette situation qui résulte du développement de la nation, on verra qu'il existe une opposition marquée entre la hausse des prix des produits manufacturés et la hausse des prix des denrées et des produits d'autres monopoles naturels. Si les objets manufacturés atteignent un prix élevé, il en résulte nécessairement une baisse du prix des produits des monopoles naturels. Au contraire, si la politique de la nation est telle qu'elle aboutisse à une hausse de la valeur des produits des monopoles naturels, le prix des autres marchandises dont la production dépend uniquement du travail se trouve fatalement abaissé.

Or, une protection systématique de toutes les branches de la production fait hausser le prix de tous les objets fabriqués et abaisse la valeur des produits des monopoles naturels ; une politique de libre-échange, au contraire, si elle est adoptée

sans restriction par la nation, aboutit à une hausse de la valeur des produits des monopoles naturels, et, en rendant la concurrence plus intense, amène une baisse du prix des autres marchandises. Il n'est donc pas vrai, comme le prétendent beaucoup d'auteurs, qu'une protection systématique de toutes les branches de la production d'un pays neutralise l'effet de la protection et rend celle-ci absolument inutile. Tous les producteurs dont les produits sont uniquement le résultat du travail profiteront d'une hausse des prix, mais les détenteurs de toutes les ressources naturelles qui peuvent être facilement monopolisées lorsque la demande s'accroît, subiront une baisse. Ainsi le fardeau d'une politique protectionniste retombe, en définitive, sur ceux qui tirent leurs revenus des monopoles naturels. Ceux, au contraire, qui luttent contre d'autres producteurs sur le marché général peuvent obtenir pour leurs produits un prix plus élevé à mesure que la protection abaisse la valeur des produits des monopoles naturels.

Tout produit susceptible de devenir, par le progrès d'une nation, l'objet d'un monopole naturel a plus de valeur s'il est exporté que s'il n'est offert que sur le marché intérieur. Ainsi, par l'effet du commerce extérieur, la richesse d'un pays est distribuée d'une manière toute différente de ce qu'elle serait si ce commerce n'existait point; car

les classes de la nation qui bénéficient du développement des monoples naturels prélèvent sur le total des bénéfices de la production nationale une part plus forte que si les ressources naturelles du pays étaient employées à produire des objets de consommation locale.

Le fait de considérer une hausse générale des prix comme un résultat nécessaire de la protection conduit naturellement à une autre erreur soutenue par les libre-échangistes, d'après laquelle les droits de douane sont un fardeau pour ceux qui cultivent le sol. On prétend que le prix des produits que les cultivateurs ont à vendre est fixé par les marchés étrangers et ne s'élève point sous l'action des tarifs douaniers, qu'au contraire ils paient plus cher les choses qu'ils sont obligés d'acheter.

Remarquez qu'en raisonnant ainsi les libre-échangistes se placent à un point de vue tout à fait différent de celui qui les occupait tout à l'heure. Ils soutiennent maintenant que la protection n'aboutit point à une hausse générale des prix, mais à une baisse du prix des produits agricoles exportés et à une hausse du prix des autres marchandises. Mais lors même que ceci serait vrai en partie, pourrait-on en conclure qu'il y ait là un fardeau pour les cultivateurs ? Je ne le pense pas ; car on ne peut constater l'effet produit par la production sur les profits

réalisés par eux, que si l'on prend en considération certains autres faits particulièrement importants pour la détermination de la productivité du travail sur une exploitation rurale. Ce n'est pas le prix d'une denrée unique qui influe sur la prospérité de l'exploitant, c'est le chiffre de la demande relativement à tous les produits qui conviennent le mieux à sa terre. Le libre-échange peut faire hausser le prix du blé, du moins pour les consommateurs. Mais vis-à-vis du cultivateur, il fait baisser le prix des produits qui ne peuvent être commodément transportés sur des marchés éloignés. A mesure que s'ouvrent des marchés à l'intérieur, de nouvelles denrées qui conviennent mieux au sol, mais à la production desquelles la terre ne pouvait être employée tant qu'il fallait transporter à de grandes distances toutes les choses récoltées sur le domaine, deviennent pour le cultivateur des produits essentiels, et c'est de leur production qu'il tire la plus grande partie de ses profits. Ici encore l'histoire du développement des Etats de l'Ouest est d'une importance toute particulière. Dans les premières phases de ce développement, le blé était l'unique céréale cultivée parce qu'on était dans la nécessité de transporter la récolte à de grandes distances pour trouver un marché. Le profit des cultivateurs dépendait donc uniquement du prix du blé. Mais qu'elle était sa

situation durant cette période? Comme le blé ne convenait pas bien à sa terre, il s'ensuivait que la quantité récoltée était peu considérable même dans les bonnes années; souvent même la récolte faisait complètement défaut. Le développement des Etats de l'Ouest ne fit pas tout d'abord de progrès très rapides. Ceux-ci ne devinrent possibles que lorsque des marchés furent ouverts à l'intérieur pour des denrées qui convenaient mieux à la nature du sol. Ainsi le maïs convenait mieux au sol que le froment, à tel point que la substitution du premier au second augmenta sensiblement le revenu brut des cultivateurs. Et lorsque, à l'une des périodes suivantes, une grande partie du sol fut utilisée pour la production du bétail, ce nouvel emploi ajouta encore un profit à l'agriculture, bien que, pourtant, le bénéfice réalisé dans la culture du blé fut moins considérable qu'auparavant.

Remarquez la connexité qui existe entre la baisse du prix d'une denrée considérée en particulier ou des quelques récoltes auxquelles le sol est consacré lorsque la culture en est à ses débuts, et l'augmentation du revenu brut qui se produit lorsque la terre vient à être employée à un grand nombre de productions. Chaque fois que le nombre des produits cultivés s'accroît, le profit réalisé par la récolte-type dans la période précédente peut se trouver réduit, et la situation

du cultivateur être cependant améliorée. Lorsqu'on en vient ainsi à faire du sol un emploi plus avantageux par l'addition de cultures nouvelles, on le met en mesure de donner un revenu plus considérable en dépit de la perte résultant de la baisse du prix des produits primitivement cultivés. Supposez que le sol soit d'abord employé à la culture du blé, puis à celle du maïs, qu'enfin on couche des prairies et qu'au bout de quelques années on plante quelques racines, quel effet produira sur le revenu chaque addition nouvelle aux modes d'utilisation du sol? Le prix du blé baissera peut-être lorsque le maïs sera mis en culture, mais les revenus tirés de la production du maïs feront plus que compenser la perte résultant de cette baisse, si bien que le cultivateur sera dans une situation plus prospère en employant sa terre à cette double récolte que s'il se contentait de produire du blé. Que si la terre est employée une partie du temps en prairies artificielles, le prix du blé pourra subir une baisse nouvelle, mais la situation du cultivateur sera encore meilleure qu'auparavant, car les bénéfices provenant de ce que la terre est cultivée en maïs et en prairies compenseront encore la perte résultant de cette nouvelle baisse. Et si l'on ajoute à tout cela la culture des racines, un résultat identique se produira ; la récolte nouvelle augmentera les

profits du cultivateur et compensera la perte résultant de la baisse du prix des produits qu'il récoltait tout d'abord.

Le travail du cultivateur devient ainsi plus productif à mesure qu'un plus grand nombre de produits nouveaux sont demandés par les producteurs nationaux. Ses intérêts sont donc en harmonie avec ceux des autres industries, bien que le développement du marché extérieur puisse faire baisser le prix de quelques-unes des denrées primitivement cultivées, à la production desquelles le sol avait été trop exclusivement consacré.

Le même fait apparaît nettement dans la transformation des conditions de l'agriculture en Angleterre à la suite de l'établissement du libre-échange. Si nous comparons le prix du blé, de l'orge, de l'avoine dans ce pays pendant la période qui finit à 1846, et pendant une seconde période finissant en 1875, nous voyons que le prix du blé a baissé tandis que le prix de l'orge et de l'avoine a haussé (1).

Il s'ensuit que la valeur totale d'une quantité donnée d'orge, de blé et d'avoine est plus grande pendant la dernière période que pendant la première. Le cultivateur anglais a perdu quelquefois sur chaque bushel de blé produit

(1) V. l'article sur le commerce des grains dans l'*Encyclopaedia Britannica*.

par lui, mais cette perte a été plus que compensée par la hausse du prix de l'orge et de l'avoine. Nous pourrions citer d'autres denrées que celles que nous avons prises pour exemple, et l'avantage obtenu par le cultivateur anglais dans la dernière période apparaîtrait plus clairement encore. La raison en est que la prospérité de l'Angleterre a ouvert des débouchés nouveaux à beaucoup de produits qui ne pouvaient être cultivés avec quelque étendue dans les périodes précédentes. Le prix de la viande, par exemple, et des produits de la laiterie a augmenté de 50 pour cent. Aussi les pertes éprouvées par les cultivateurs par suite de la baisse très faible du blé ont été plus que compensées par la hausse des prix des autres produits qu'ils peuvent maintenant obtenir, et pour lesquels il n'y avait auparavant qu'un marché très restreint. Les mêmes faits se reproduisent sur tout marché où l'on constate que des produits de plus en plus variés sont de plus en plus demandés. Les pertes que les producteurs éprouvent sur les quelques articles demandés par les personnes qui se contentent des produits primitivement cultivés sont beaucoup plus que compensées par les profits nouveaux provenant de la vente des produits que ces personnes ne recherchent point !

CHAPITRE V

LE LIBRE-ÉCHANGE FAVORISE LES MONOPOLES NATURELS

Peu de phénomènes économiques attirent autant l'attention que les monopoles. Presque toutes les théories économiques se sont modifiées d'une manière ou de l'autre sous leur influence. Les libre-échangistes ont souvent prétendu que la politique protectionniste les favorise parce qu'elle fait disparaître la concurrence étrangère. Examinons donc avec soin l'argument dans son ensemble et voyons, si possible, quelle est la cause réelle des monopoles et quelle politique leur est particulièrement favorable. Pour cela, nous devons rechercher d'abord quel rapport existe entre la valeur des biens dont la production peut être illimitée et celle des autres biens dont les produits sont l'objet des monopoles naturels.

La théorie de la valeur, dans sa première forme,

a pris naissance chez des nations primitives chez lesquelles les monopoles furent le résultat de l'intervention de l'Etat : elle se développa avant l'époque où les monopoles naturels attirèrent l'attention. Il est donc facile de voir pourquoi les premiers économistes pouvaient prendre pour type d'un état idéal celui d'une nation où n'existerait aucun monopole et où des prix peu élevés feraient regagner aux consommateurs ce qu'ils perdraient comme producteurs.

Cette conception est facile à découvrir chez tous les premiers économistes, particulièrement chez Adam Smith et ses successeurs. A une époque plus récente, on vit apparaître certains monopoles qui n'étaient pas dus à l'intervention de l'Etat, mais qui dérivaient des conditions naturelles dans lesquelles se trouvait la production. Sous un régime de conditions économiques semblables, rien ne garantit plus que les consommateurs seront dédommagés, par l'effet de la baisse des prix, des pertes subies par eux en tant que producteurs. Partout, en effet, où existent de nombreux monopoles naturels, il est probable que la baisse du prix des objets manufacturés aboutira à une augmentation du prix des produits de ces monopoles ; l'avantage profitera rarement aux consommateurs des objets manufacturés. Le raisonnement des premiers économistes était donc tout à fait défectueux, sauf

en ce qui concerne Ricardo. Celui-ci eut conscience des restrictions qu'il faut apporter à sa loi de la valeur, et du rapport existant entre le prix des produits manufacturés et celui des produits des monopoles naturels : c'est ce qui ressort de la proposition suivante : « En parlant des biens, « de leur valeur d'échange et des lois qui déter- « miment leurs prix, nous entendons toujours « par là les produits dont la quantité peut être « augmentée par l'exercice de l'industrie hu- « maine et sur la production desquels la concur- « rence agit sans restriction ». Si tous les économistes qui ont suivi avaient gardé cette restriction dans leur esprit, le développement ultérieur de la science économique aurait été plus rationnel. Malheureusement, ils ont perdu de vue cette limitation en donnant leur adhésion à la théorie plus ancienne de la valeur qui suppose que tous les biens sans exception peuvent être produits en quantité illimitée.

La doctrine de Ricardo peut être modifiée de manière à s'adapter à la situation actuelle, en tenant compte de l'opposition qui existe entre la valeur des denrées alimentaires et des matières premières et la valeur des produits manufacturés. A la première étape du développement de toute nation, le prix des denrées et des matières premières est peu élevé et reste proportionnel à la quantité de travail nécessaire à leur produc-

tion. A ce moment aussi, le prix des produits manufacturés est très élevé et l'on en donne une petite quantité en échange d'une grande quantité de denrées et de matières premières. A mesure que s'accroît la population d'une nation qui n'augmente pas en même temps la diversité des produits qu'elle consomme ni la variété de ses cultures, des terres moins fertiles et des ressources naturelles moins importantes sont mises en exploitation, et le prix des denrées et des matières premières s'élève progressivement. Mais par le fait de l'accroissement de la population, la concurrence se fait plus ardente entre les producteurs d'objets manufacturés, et par suite les prix s'abaissent. Toute augmentation de la population qui se produit dans la suite ajoute à ce contraste entre la valeur des denrées et des matières premières et celle des produits fabriqués. Toutes les ressources naturelles étant limitées en quantité, leur exploitation ne peut suffire à occuper tout l'excédent de population qui doit chercher du travail en faisant concurrence aux ouvriers déjà employés à la fabrication des objets manufacturés. C'est pourquoi, lorsque, dans une société statique, les prix se modifient sous l'action de l'augmentation de la concurrence, ce n'est point un changement purement nominal. Toute baisse du prix des produits manufacturés n'aboutit pas nécessairement à un avantage pour les consom-

mateurs. Le bénéfice qui en résulte est retenu par ceux qui profitent de la hausse du prix des denrées et des matières brutes. La concurrence abaisse les salaires et le taux de l'intérêt ; elle prend ainsi une partie de leur revenu à ceux qui ne sont point à l'abri de sa puissance écrasante et élève en même temps, dans une égale proportion, le profit des détenteurs de monopoles.

La politique libre-échangiste produit sur une nation neuve et qui progresse comme l'Amérique un effet identique à celui qui résulterait d'une forte augmentation de sa population. Les pays étrangers avec lesquels elle est en concurrence pour la production des objets manufaturés jouissent d'un taux d'intérêt et de salaire moins élevé. Nos producteurs nationaux doivent donc abaisser le prix de leurs produits pour pouvoir lutter avec l'étranger. La valeur des matières premières et des denrées s'élève et une partie plus considérable du total de la production nationale profite à ceux qui jouissent de la rente ou du produit d'autres monopoles naturels ou qui se livrent au transport ou à l'exportation de denrées. Avec le libre-échange, on mettra en culture des terres propres à la production des denrées demandées par l'étranger, mais on choisira pour cela des terres plus pauvres que si le sol du pays était employé uniquement à produire les denrées nécessaires à ses propres habitants.

Par suite, la production du sol diminuant, la rente haussera, et par là même tous les consommateurs de denrées à l'intérieur seront dans une condition pire qu'ils ne l'auraient été si les denrées avaient été moins demandées et si on avait fait un emploi plus restreint des terres pauvres du pays.

Si le développement du commerce extérieur accroît la part revenant aux monopoles naturels proportionnellement à l'augmentation dans la demande de denrées, nous ne pouvons apprécier les avantages de ce commerce d'une manière aussi simple qu'on le fait d'ordinaire. A notre époque, on n'envisage la question qu'au point de vue des exportateurs de denrées alimentaires. Quiconque exporte des produits de cette nature et importe en retour des produits étrangers réalise un gain : mais ce gain ne doit pas être considéré comme un profit pour la nation, puisque l'intérêt de l'exportateur ne peut être en harmonie avec l'intérêt public. Pour apprécier avec exactitude les résultats du commerce extérieur, deux autres éléments doivent être pris en considération. Le premier est la perte éprouvée par le public sur les produits alimentaires consommés à l'intérieur par suite de la hausse des prix que provoque l'augmentation de la demande des denrées d'exportation : l'autre est la perte résultant pour les classes rurales de ce que les cultures sont moins

variées qu'auparavant. Le marché étranger n'ouvre pas de débouchés aux produits agricoles volumineux ; seuls les produits légers, compacts, comme le blé, le tabac, ou le coton sont demandés à l'Amérique par les consommateurs étrangers. Tant qu'on se contentera de cultiver notre sol pour donner satisfaction aux demandes de l'étranger, le bénéfice que nous pourrions retirer de la vente des produits volumineux sera totalement perdu pour nous, et cette perte subie par le cultivateur devra s'ajouter à celles que les consommateurs de denrées à l'intérieur supportent à raison de la hausse des prix, hausse résultant des demandes de denrées alimentaires faites par l'étranger.

A première vue, il peut sembler étrange que je mette les cultivateurs au nombre de ceux qui subissent une perte du chef de l'exportation des denrées alimentaires et de la hausse des prix que les consommateurs paient à l'intérieur ; mais l'on se trompe lorsqu'on regarde les prix payés par les consommateurs pour ces denrées comme s'identifiant avec les prix obtenus par les cultivateurs. S'il s'agissait du marché local, de telle sorte que le cultivateur fût en rapport direct avec les consommateurs, les deux prix coïncideraient. Mais lorsque le consommateur est éloigné du cultivateur, ce rapport direct n'existe plus. Le consommateur paie ses aliments très cher, alors

même que le cultivateur vend très bon marché. Dans les conditions actuelles, l'Amérique supporte tous les inconvénients résultant de ce que les produits alimentaires sont à un prix élevé (par là j'entends toujours un prix élevé pour les consommateurs), sans jouir des avantages que les cultivateurs pourraient retirer de cette situation. Cette cherté augmente seulement la part revenant aux nombreux monopoles intermédiaires entre le cultivateur et le consommateur.

Pour faire ressortir plus clairement la connexité qui existe entre la politique libre-échangiste et le développement des monopoles naturels, supposons deux nations isolées, voisines l'une de l'autre, possédant les mêmes ressources naturelles, mais de population inégale. Dans la nation la plus peuplée, les produits manufacturés auront une valeur minime, tandis que les produits provenant des monopoles naturels se vendront très cher. Par suite de cet état social, les salaires et l'intérêt seront peu élevés, et la force de la concurrence n'enlèvera aux producteurs que le strict minimum. Dans la nation la moins peuplée, au contraire, le prix des objets fabriqués sera beaucoup plus élevé et les produits des monopoles naturels resteront très bon marché. Les salaires et le taux de l'intérêt seront très élevés, tandis que la valeur des produits des monopoles naturels sera minime. Supposons

maintenant que les deux nations qui, si longtemps, au cours de leur développement sont restées isolées, viennent à entrer en relations commerciales l'une avec l'autre. Le bon marché des produits fabriqués dans la première nation rendra avantageuse pour elle l'exportation d'un grand nombre de produits chez la seconde ; par contre, le prix élevé des denrées alimentaires y amènera une importation considérable de ces produits de la part de la seconde qui, par là même, verra baisser le taux des salaires et de l'intérêt. Les produits alimentaires seront tellement demandés que les habitants seront forcés de les payer eux-mêmes beaucoup plus cher : d'un autre côté, la possibilité d'importer les produits fabriqués d'un pays où ils sont à bon marché réduira leur prix, et une nouvelle part sera prélevée à la fois sur les salaires et sur l'intérêt.

Prenons maintenant, pour second exemple, deux autres nations : l'une est à l'état statique, les denrées et les matières premières y sont chères et les produits fabriqués à bas prix, parce que la population augmente et que les occasions de travail offertes par la nation à ses habitants sont très limitées. L'autre est dans un état dynamique dû à ce que l'énergie du peuple est telle que de nouveaux emplois s'offrent au travail à mesure que la population s'accroît. Là

le prix des objets fabriqués est élevé et la valeur des produits des monopoles naturels est minime. Supposons que les deux nations entrent en relations commerciales l'une avec l'autre, quel en sera le résultat ? Une demande considérable de denrées de la part de la nation statique n'en fera-t-elle pas hausser le prix dans la nation dynamique, et le bon marché des objets fabriqués dans la première ne provoquera-t-il point une baisse de prix de ces mêmes produits dans la seconde ? Evidemment, il ne saurait y avoir d'autre issue. Le développement de la nation en progrès se trouvera entravé, peut-être même sera-t-elle ramenée à l'état statique par suite de la diminution de la prospérité de ses habitants et de l'augmentation considérable de la part qui, dans le total de ses produits, reviendra désormais aux détenteurs de monopoles naturels.

Lorsque la question se pose de savoir quelles causes s'opposent à la création de nouveaux emplois pour le travail et forcent une nation à demeurer dans l'état statique, il faut, avant de répondre, embrasser le sujet dans son ensemble. Si tous les emplois offerts au travail n'avaient entre eux aucun rapport direct de sorte que ceux qui en créent de nouveaux ne pûssent venir s'interposer entre les bénéficiaires des emplois primitivement ouverts, rien ne s'opposerait sérieusement à une marche rapide dans

la voie du progrès universel. C'est ce qui se rencontre dans une nation disposant de vastes étendues de terrains neufs qui peuvent être acquis par simple occupation. Dès qu'on ne peut plus trouver dans des régions nouvelles des occasions additionnelles de travail et qu'il faut chercher emploi dans les portions du territoire déjà occupées, le bénéficiaire actuel des sources productives de travail primitivement utilisées barre la route au nouvel arrivant et l'empêche de faire de ces sources l'emploi plus avantageux auquel il pourrait prétendre.

On peut prendre comme exemple caractéristique le fait de l'introduction de la betterave à sucre comme culture nouvelle dans un pays quelconque. L'agriculteur qui se propose de cultiver la betterave ne peut trouver aucune terre nouvelle ; il est obligé de faire des offres aux propriétaires des terres anciennes actuellement employées à d'autres cultures et de payer, à titre de rente, pour ces terres une somme égale à la valeur que le sol peut avoir pour ses détenteurs actuels. De ce chef, une lourde charge pèse sur l'industrie nouvelle et retarde son développement jusqu'à ce qu'elle devienne plus avantageuse qu'elle n'aurait besoin de l'être si l'occupation des terres n'était l'objet d'aucune concurence.

Ainsi le peuple le moins civilisé barre la route

à la nation parvenue à un plus haut degré de civilisation. Une civilisation plus avancée ne peut se substituer sans transition à une civilisation plus arriérée, dès que, grâce à une meilleure méthode, le profit réalisé par sa production est supérieur à celui que rapporte la production plus informe de celle qu'elle remplace. La substitution de l'une à l'autre n'est possible que lorsque le bénéfice résultant de la production nouvelle est devenu tellement supérieur à celui de l'ancienne qu'il met la nation la plus civilisée en mesure d'acheter la terre et les autres richesses naturelles de la nation moins avancée qui la précédait.

De même, partout où deux nations sont en relations commerciales l'une avec l'autre, le peuple de l'une d'elles ne peut prétendre conserver pour lui tout le profit résultant de la supériorité de ses moyens de production. Avant que les Américains ne puissent employer le sol de leur pays pour donner satisfaction à leurs propres besoins, ils sont obligés d'en payer la valeur totale aux Européens. Si une exploitation agricole de l'Irlande donne actuellement une rente de dix dollars par acre par la culture du blé destiné au marché anglais, les consommateurs Irlandais ne pourront obtenir que cette terre soit employée à la production des denrées dont ils ont besoin eux-mêmes, s'ils ne consentent

point à payer une rente au moins égale. Tel est le fardeau qui, en réalité, résulte de la liberté du commerce. Les nations les plus progressistes doivent continuellement payer aux détenteurs des monopoles naturels une somme égale à la valeur totale de leurs ressources naturelles comparées à celles des nations les moins civilisées avec lesquelles elles entrent en relations. Tant que la concurrence étrangère produira ce résultat, la liberté du commerce sera un obstacle au développement des nations les plus avancées, et entravera les progrès rapides que le monde entier pourrait faire si les peuples les plus civilisés tiraient de toutes leurs ressources le meilleur parti possible.

Note. — Je n'ai point l'intention de rechercher ici l'origine et les causes de la rente. Je les ai examinées dans mes *Premisses of Political Economy* et dans mon ouvrage intitulé *Stability of Prices.* Mais il peut être utile de rappeler quels sont mes principes sur ce point. Selon moi, dans une société statique, la rente a pour cause la nécessité de cultiver les terres les plus pauvres pour pourvoir aux besoins d'une population qui s'accroît. Dans une société dynamique, au contraire, nous trouvons également une rente, mais provenant d'une autre cause; les terres les meilleures sont alors successivement mises en culture, mais leur productivité n'augmente pas aussi rapidement que celle des autres facteurs de la production. Et précisément le facteur qui augmente le plus lentement prend, dans les profits de plus en plus considérables que le progrès apporte à la production, une part plus grande que celle de tous les autres. Si, par exemple, la force productive d'une nation augmente de vingt

pour cent pendant que le revenu de la terre augmente de dix pour cent seulement, l'augmentation de la rente sera égale à celle qui se produirait dans une nation statique si les terres d'un revenu inférieur à dix pour cent étaient mises en culture.

Les exemples que je donne des changements survenus dans le taux de la rente sont tirés de l'histoire des sociétés statiques, parce que les propositions de Ricardo sont les plus familières aux lecteurs.

CHAPITRE VI

COMMENT SE FIXE LE TAUX DES SALAIRES

Dans les discussions relatives au taux des salaires, on a généralement envisagé d'une manière trop simple les causes qui le déterminent. On a supposé qu'il existe une étroite connexité entre ce taux et la force productive d'une nation. En fait, on argumente souvent comme si les salaires absorbaient la totalité des produits de l'industrie. Si cette manière de voir était exacte, en décidant si oui ou non une politique donnée est de nature à augmenter la force productive d'une nation, on déterminerait également quels seraient ses effets sur le taux des salaires. Sans doute, s'il n'existait point de monopoles naturels absorbant une part considérable du revenu provenant de l'augmentation de la force productive, il y aurait bien connexité entre la force productive de la nation et le taux des salaires dans un même pays. Mais dans une

nation où se rencontrent un grand nombre de monopoles naturels, ce taux est déterminé non pas par la moyenne obtenue en divisant le produit brut par le nombre des travailleurs, mais par le revenu du moins productif des travaux en usage dans la nation. Prenez, par exemple, un certain nombre de travailleurs occupés à la culture du blé. Si chacune des terres exploitées est également productive, ce sera le revenu moyen de toutes les terres réunies qui déterminera le taux des salaires. Si, au contraire, elles présentent des degrés différents de fertilité, il n'en sera plus de même; des travailleurs exploitant la terre la plus productive devront désormais payer pour elle une rente égale à la différence entre sa fertilité et celle de la plus pauvre des terres cultivées. Supposez, par exemple, qu'il y ait trois classes de terres, l'une produisant 30 *bushels* par acre, (27 hl. 20 à l'hectare) l'autre 25 (23 hl. 25 à l'hectare) et la troisième 20 (18 hl. à l'hect.) ; une partie seulement des ouvriers pourra trouver emploi sur la terre qui produit 30 *bushels* par acre, et, par suite, la concurrence qu'ils se feront pour l'obtenir donnera aux propriétaires, sous forme de rente, toute la différence existant entre sa fertilité et celle des terres les plus pauvres susceptibles d'être mises en culture. Si tous les cultivateurs ne peuvent trouver emploi soit sur la

terre qui rapporte 30 *bushels* par acre, soit sur celle qui en produit 25, la troisième, la plus pauvre, ne donnera au travailleur occupé à son exploitation que 20 *bushels*. Or, tant qu'une partie du travail devra être consacrée à la culture de ce sol le moins productif, les exploitants des terres les meilleures devront payer une rente égale à la différence entre la fertilité des unes et celle de l'autre, autrement dit les détenteurs de la terre rapportant 30 *bushels* devront payer, par acre, une rente de 10 *bushels*, tandis que les possesseurs de la terre qui produit 25 *bushels* en devront payer une de 5 *bushels* par acre.

Supposons maintenant que chaque exploitant puisse cultiver soixante acres de terre (environ 25 hectares) et que, des trois exploitants précédents, l'un, sur la terre qui rapporte 30 *bushels*, obtienne une récolte de 1800 *bushels* (environ 650 hectolitres) que le second, sur la terre qui produit 25 *bushels* par acre, récolte en tout 1500 *bushels* (environ 550 hectolitres), tandis que le troisième, sur la terre qui ne rapporte que 20 *bushels* à l'acre, ne récolte que 1200 *bushels* (environ 430 hect). Si les salaires des exploitants étaient égaux au revenu moyen de toutes les terres réunies, chacun d'eux recevrait 1500 *bushels*. Mais, dans l'espèce, aucun des exploitants ne peut recevoir autant. L'exploitant de la

terre la plus pauvre ne peut recevoir plus de 1200 *bushels*, puisque c'est là tout ce que sa terre peut rapporter. Mais les exploitants des autres terres ne peuvent recevoir plus que lui, parce qu'autrement il viendrait les concurrencer pour la possession de ces terres. Aussi sont-ils forcés de payer une rente égale à 6 *bushels* par acre pour le cultivateur de la terre la meilleure et à 3 *bushels* pour le cultivateur de la terre du second rang. De sorte que sur chacune des trois terres, chaque exploitant reçoit 1200 *bushels*, tandis que une part égale à 900 *bushels* du produit des deux meilleures terres est versée aux propriétaires à titre de rente.

Cette réduction des salaires, toutefois, n'est pas une nécessité économique : elle est seulement le résultat d'une mauvaise politique. La baisse des salaires et la hausse de la rente qui l'accompagne habituellement coïncident avec l'augmentation des revenus moyens du travail dans tous les emplois. La réduction des salaires a pour cause une politique de non-intervention de la part de la nation, politique qui contraint la population nouvelle à trouver emploi sur les terres les plus pauvres, au lieu d'ouvrir, comme cela devrait être, de nouveaux débouchés au travail à mesure que la population s'accroît. L'expérience du monde entier a prouvé surabondamment que ce ne sont pas les emplois les plus avantageux

pour les travailleurs qui sont les premiers utilisés. Ce fait peut être très clairement démontré relativement à l'ordre dans lequel les terres sont occupées. Lorsque, en effet, un pays est ouvert pour la première fois à la colonisation, les colons ne mettent pas en exploitation les terres les meilleures. Ils recherchent tout d'abord les sols légers qui conviennent au blé, denrée qu'on peut facilement exporter sur les marchés éloignés. C'est seulement lorsque la terre est quelque peu épuisée, qu'on a recours aux terres plus lourdes, qui sont aussi les meilleures. Ce changement est rendu possible par l'augmentation de la population et le développement des marchés intérieurs. Car de nouvelles denrées peuvent alors être cultivées et les propriétaires du sol peuvent désormais obtenir pour leur travail un revenu plus élevé. En Californie, par exemple, les premiers colons ne furent attirés que par l'appât de l'or, et le peuple ne chercha pas d'autre emploi tant que furent exploitées les mines, qui augmentaient le revenu du travail. Le même fait se vérifie en ce qui concerne les richesses naturelles des autres Etats. Le Michigan, par exemple, a été dépouillé de ses forêts par l'action de la même loi et les terres à coton des Etats du Sud aussi bien que les terres à tabac de la Virginie et du Kentucky ont perdu beaucoup de leur fertilité par l'effet de cette mauvaise politique.

Une politique passive, qui laisse chacun libre d'employer et d'exploiter à son profit exclusif les ressources primitives du pays, conduit nécessairement à une réduction du taux des salaires.

Dans ce cas, en effet, les emplois les plus avantageux sont les premiers utilisés, et à mesure que la population s'accroît, les nouveaux travailleurs sont forcés de recourir à des emplois analogues à ceux qui sont déjà en usage, mais moins productifs qu'eux, Lorsque, au contraire, la nation adopte une politique active, le taux des salaires ne tarde pas à hausser et non à baisser, car l'exploitation des ressources primitives se trouve par là sérieusement entravée, tandis que la création de nouveaux emplois est aussi favorisée que possible.

L'ensemble des consommations de la nation, le nombre et la variété des emplois offerts à ses habitants exercent aussi une action directe sur le taux des salaires. Si la nation se contente d'un petit nombre de produits pour sa subsistance journalière, une partie seulement des terres du pays suffit à produire les denrées nécessaires. Dès que la population s'accroît dans une mesure telle que les besoins de la consommation rendent nécessaire une production supérieure à celle que peut supporter cette portion restreinte du sol, le taux des salaires doit baisser ; car les terres

nouvellement mises en culture, étant les plus pauvres, sont beaucoup moins fertiles que celles qu'on cultivait auparavant. Or le taux des salaires, nous l'avons montré, est précisément déterminé par le revenu obtenu sur les terres les moins productives. Il en est de même relativement aux emplois offerts à la nation ; suivant qu'ils sont plus ou moins variés, le taux des salaires s'élève ou s'abaisse. S'il n'y a, pour le travail, qu'un petit nombre de débouchés, l'accroissement de la population force bientôt les habitants à faire usage d'emplois nouveaux moins productifs que ceux qui étaient primitivement utilisés. Si, par exemple, la nation se consacre exclusivement à la production du fer et du charbon, des mines moins riches devront être ouvertes à mesure que la population augmentera : par suite, on verra le taux des salaires baisser progressivement. Si, au contraire, la population nouvelle trouve du travail non dans l'exploitation de ces mines, mais dans d'autres emplois spécialement créés, les travailleurs nouveaux utiliseront les ressources non encore exploitées du pays et empêcheront ainsi que les salaires ne baissent. Il faut donc que toute augmentation de la population aboutisse à un accroissement de la diversité des consommations et du nombre des emplois offerts au travail, sans quoi une réduction du taux des salaires se produira certainement.

Il existe aussi une étroite connexité entre le taux des salaires et les profits obtenus par les détenteurs des monopoles naturels. Tout ce qui rend plus productif l'un quelconque des moyens de production aboutit à une augmentation des profits de ces privilégiés. Si, par exemple, de nouvelles mines de houille sont ouvertes qui soient moins productives que les premières mines exploitées, le prix du charbon s'élèvera nécessairement ; par suite, tous les propriétaires des mines les meilleures recevront une rente égale à la différence de productivité existant entre les mines anciennes et les mines nouvelles. En supposant que d'autres mines plus pauvres encore soient mises en exploitation, il s'ensuivra bientôt une nouvelle hausse du prix de la houille et, par suite, tous les propriétaires des mines les meilleures recevront une rente plus forte encore. Ce qui est vrai des mines de houille l'est également de tous les autres moyens de production. A chaque augmentation dans la demande de matières premières ou de denrées alimentaires dans une nation statique, des ressources moins productives sont utilisées. Les profits des propriétaires de monopoles naturels se trouvent par la même accrus, et cela aux dépens de ceux qui vivent uniquement de leurs salaires.

Seule une politique active de la part d'une

nation peut arrêter cette tendance de la concurrence à faire baisser les salaires, en modifiant le milieu économique du pays de manière à rendre l'influence de celle-ci moins puissante. Beaucoup de ressources productives existent à l'intérieur du pays, qui pourraient être utilisées si une politique nationale plus active écartait les obtacles qui s'opposent à leur emploi. Si une nation veut que le taux des salaires payés à ses ouvriers reste élevé, si elle tient à empêcher, autant qu'il est possible, que les détenteurs des monopoles naturels ne soient pas seuls à jouir de tout le profit résultant de l'augmentation du revenu, elle doit s'efforcer de procurer à ses habitants de nouvelles ressources, et employer les terres à de nouveaux usages, de manière que le peuple entier puisse trouver un emploi et se procurer des aliments sans recourir aux travaux les moins productifs ou à des cultures qui ne conviennent que médiocrement au sol du pays.

Les relations commerciales d'une nation sont aussi un facteur prépondérant dans la fixation du taux des salaires. Si, en effet, deux nations échangent librement leurs produits avec une troisième, c'est le travail le moins productif dans l'une ou l'autre de ces nations qui détermine ce taux. Pour mieux faire ressortir la vérité de cette proposition, prenons deux nations isolées, dont l'une vit sous un régime de politique active,

s'efforçant d'augmenter les emplois offerts au travail aussi rapidement que la population s'accroît elle-même, dont l'autre pratique une politique passive, qui force la population nouvelle à se consacrer à l'un des travaux moins productifs utilisés depuis longtemps.

Dans l'un des deux pays, le taux des salaires haussera constamment, parce que tout profit résultant de l'accroissement dans la force productive sera loyalement réparti entre tous les travailleurs par l'effet de la création de nouveaux emplois. Dans l'autre nation, au contraire, le taux des salaires baissera sans cesse, parce que l'utilisation des ressources naturelles les moins productives sera nécessairement suivie d'une hausse de la rente. Si ces deux nations, après être restées longtemps isolées, viennent à entrer en relations commerciales, le taux des salaires s'abaissera dans la nation en progrès, tandis que la rente s'élèvera proportionnellement. Il ne peut, en effet, exister deux prix pour les mêmes produits sur un même marché, et comme les denrées et les matières premières se paieront très-cher dans la nation la moins avancée, elles seront au même prix dans l'autre pays. Tant que durera cet état de choses, le taux des salaires sera déterminé par le travail le moins productif dans le pays le moins en progrès. Une nation ne peut donc adopter une politique de libre-échange sans

que le taux des salaires y soit déterminé par le moins productif des pays avec lesquels elle entre en contact : elle ne peut empêcher, non plus, la hausse du prix de toutes les denrées et de toutes les matières premières, de telle sorte que les propriétaires des richesses naturelles jouissent seuls de la part qui, dans le produit annuel, revient actuellement aux détenteurs des monopoles naturels existant dans les pays avec lesquels la nation fait le commerce. Le travail à bon marché implique un prix élevé des denrées et des matières premières, et aucune nation ne peut commercer librement avec un pays où le travail est à bas prix sans s'imposer à elle-même une inégalité dans la répartition des richesses identique à celle dont souffre cet autre pays.

Je dis, remarquez-le, que cette concurrence avec une nation où le travail est à bas prix abaissera le taux des salaires des ouvriers les meilleurs jusqu'au niveau des salaires des ouvriers qui sont le moins payés, et non pas qu'elle égalisera les salaires des ouvriers dont le travail est productif et ceux des ouvriers dont le travail est improductif. C'est qu'en effet le taux des salaires est déterminé par les conditions objectives dont les travailleurs sont eux-mêmes entourés. Les différences existant entre les salaires proviennent de différences subjectives existant entre les travail-

leurs eux-mêmes, ou de conditions objectives particulières affectant seulement une partie des ouvriers. Les économistes, depuis Smith jusqu'à Mill, lorsqu'ils se sont occupés des salaires, ont tous adopté le même principe. Ils ont mis l'habileté au nombre des causes qui font que les salaires diffèrent entre eux et non au rang des causes qui en fixent le taux. Or, les salaires sont au même niveau dans deux pays différents non pas lorsque tous les travailleurs obtiennent la même rémunération par journée de travail (ce qui ne peut jamais arriver) mais lorsque les différences existant entre les salaires proviennent uniquement de ce que l'habileté des ouvriers ou les conditions objectives affectant certaines classes particulières de travailleurs ne sont pas les mêmes. Les salaires, dans les deux pays, sont égaux si les prix des denrées et des matières premières y sont identiques, si l'on fait également usage des machines, et si les autres conditions objectives qui déterminent la productivité de l'industrie nationale y sont les mêmes. Quand nous disons que les salaires en Angleterre et en Ecosse sont au même niveau, cela signifie que les salaires de chaque classe de travailleurs en Ecosse sont vis-à-vis de ceux des autres catégories d'ouvriers de ce pays dans le même rapport que les salaires de la même classe des ouvriers anglais le sont à l'égard des autres, et qu'aucun

ouvrier ne pourrait augmenter son salaire en faisant la même espèce de travail dans l'autre pays. De même, quand nous disons que les salaires en Amérique sont plus élevés qu'en Angleterre, nous entendons par là qu'un ouvrier venant en Amérique pourrait, dans le même emploi, et avec une égale habileté, obtenir, pour son travail, une rémunération plus forte. En d'autres termes, nous entendons que les conditions objectives de l'Amérique sont plus favorables que celles de l'Angleterre, parce que nos mines, nos terres, nos machines sont plus productives. Je ne prétends pas que le travail à bon marché prive les meilleurs ouvriers du surplus de salaire dû à leur habileté, mais je soutiens qu'il leur enlève la portion de leur salaire due à la supériorité des terres, des mines, des machines, etc. Le travail à bon marché est préjudiciable aux ouvriers les plus adroits, tant parce qu'il leur enlève le bénéfice résultant de la supériorité des ressources naturelles que parce qu'il réduit leur nombre par rapport à celui des ouvriers peu payés dans tous les genres de travaux.

Supposons que, dans une nation isolée, l'habileté de tous les ouvriers soit doublée. De combien les salaires hausseront-ils ? Si les libre-échangistes ont raison, ils devront doubler. Pour moi je prétends que l'augmentation sera beaucoup plus considérable, qu'elle sera triple au moins.

Sans doute, si tous les ouvriers sont deux fois plus habiles, on pourra obtenir un revenu deux fois plus considérable dans les mêmes mines, sur les mêmes terres, et avec les mêmes machines. Mais l'emploi d'ouvriers plus habiles dans les mines et sur les terres les meilleures mettra hors d'usage les terres et les mines les plus pauvres et permettra en même temps d'user de meilleures machines. De cette manière, non seulement le revenu du travail sera plus que doublé, mais la répartition des richesses sera modifiée de telle sorte que la rente diminuera et que les salaires hausseront. Que si nous observons les effets de l'augmentation de l'habileté et de l'intelligence des ouvriers sur la consommation, nous rencontrerons encore d'autres causes de hausse des salaires. Il arrivera, en effet, que la consommation se portera davantage vers les denrées alimentaires et les produits de luxe qui épuisent le moins les ressources naturelles, et ce changement, coïncidant avec une économie plus grande dans le travail, mettra la nation à même de pourvoir à ses besoins sans recourir à autant de mines et de terres pauvres qu'il lui serait nécessaire de le faire dans d'autres conditions.

Ainsi, l'exemple d'une nation isolée nous fournit une base excellente pour la détermination du chiffre de la perte causée à la nation par un travail à bon marché ; mais lorsque les salaires

à l'étranger sont peu élevés, l'effet produit n'est pas moins désastreux. On l'aperçoit moins, sans doute, quand on s'en tient aux circonstances qui servent de fondement aux erreurs libre-échangistes. Mais prenez un exemple dans lequel l'intérêt ou le préjudice éprouvé n'obscurcisse pas la vue, et il deviendra évident que la concurrence du travail à bas prix réduit le taux des salaires en même temps qu'elle rend plus inégale la répartition des richesses en imposant à la nation l'emploi de terres et de mines plus pauvres. Pour sauver leur doctrine favorite de la critique, les libre-échangistes prétendent amoindrir le bénéfice résultant pour la nation de l'augmentation de l'habileté et de l'intelligence des ouvriers, mais ils ne sauraient empêcher un penseur éclairé de voir que cette augmentation produit sur le revenu de l'industrie un double effet, en vertu duquel le revenu s'accroît plus vite et dans une proportion plus considérable que l'habileté elle-même.

CHAPITRE VII

LE PRIX DE REVIENT DU TRAVAIL

Lorsqu'on recherche les causes qui déterminent le choix de l'emplacement actuel des industries nationales, deux éléments essentiels doivent entrer en considération. L'un est le taux du salaire payé à l'ouvrier, l'autre est la productivité de son travail. Un producteur ne transporterait pas sa fabrique de la Nouvelle Angleterre dans le Sud de l'Amérique uniquement pour pouvoir s'y assurer des ouvriers à des salaires moins élevés. Si, par exemple, dans la Nouvelle Angleterre, il paie deux dollars par jour, lors même qu'il aurait la certitude de pouvoir abaisser le salaire d'un dollar dans le Sud, il ne saurait être tenté de changer l'emplacement de son usine. Les ouvriers du Sud de l'Amérique, en effet, ne sont pas habitués au travail de fabrique et ne possèdent point la dextérité nécessaire pour se servir des ma-

chines avec profit. Par suite, à la fin de chaque journée, il n'y a pas autant de travail d'effectué que l'entrepreneur pourrait en obtenir dans le Nord. Quant à la qualité du travail, elle peut aussi être très inférieure. Sans doute, les ouvriers du Nord sont plus payés que ceux du Sud, mais dans beaucoup de cas, la productivité du travail des premiers est tellement supérieure qu'il est encore plus avantageux de les employer. Aussi, la considération du prix de revient du travail fait-elle souvent écarter un ouvrier moins productif, lors même qu'il se montre disposé à travailler pour un salaire moins élevé.

L'abaissement du prix de revient du travail résultant de l'emploi de travailleurs productifs sert souvent d'argument pour montrer qu'un très bon ouvrier n'a nullement besoin d'être protégé contre le taux peu élevé des salaires des ouvriers étrangers.

Quand on examine les causes de la prospérité industrielle de l'Angleterre, on présente toujours, comme l'élément essentiel de cette prospérité, la modicité du prix de revient du travail comparativement à celui qu'on rencontre sur le continent ou chez les peuples moins civilisés. On ne peut nier que pour ceux qui jouissent du bénéfice provenant de la baisse des prix sans être eux-mêmes producteurs, ce taux minime du prix de revient du travail ne soit un

grand avantage. Ceux-là, en effet, recueillent tout le profit de la productivité du travail sans partager les inconvénients résultant de l'intensité de la concurrence ; car, lorsqu'il y a lutte entre les producteurs pour obtenir le meilleur marché possible, il est toujours avantageux de pouvoir dire aux autres « à chacun le sien », et tant que dure cet état de choses, il importe peu de savoir si les ouvriers reçoivent des salaires moins élevés ou s'ils font plus d'ouvrage.

Mais devons-nous porter le même jugement si nous considérons le problème au point de vue du travailleur? La formule « à chacun le sien » ne signifie-t-elle pas alors que l'ouvrier doit renoncer à toute prétention sur les avantages naturels de son pays et les abandonner aux autres classes de la société ? S'il en est ainsi, personne certainement ne devrait se plaindre lorsque l'ouvrier se contente simplement de ce qui lui est dû à raison de son travail ; mais voyons s'il doit s'en contenter.

Supposons qu'un pays possède des terres fertiles, de belles forêts, d'immenses gisements de houille et de fer, tous les avantages résultant de ces ressources naturelles devront-ils passer dans les mains des autres classes qui sont protégées contre la concurrence, ou faudra-il qu'une partie en revienne à l'ouvrier sous forme d'élévation de salaire ? Supposons, en

outre, qu'une seconde nation possède des champs, des forêts et des mines moitié moins fertiles ; un ouvrier de ce pays devra-t-il obtenir le même salaire qu'un ouvrier appartenant à la première nation ? Si, par exemple, de deux ouvriers, dont le travail est également productif, l'un travaille en Angleterre dans une mine deux fois plus productive que celle dans laquelle l'autre est employé en France, auront-ils droit à la même rémunération ? A première vue, il peut sembler que oui ; c'est même, en somme, à cette vue superficielle que s'en tiennent les libre-échangistes, et c'est l'erreur qu'elle suppose qui sert de base à leur augmentation sur le prix de revient du travail.

Mais étudions le problème d'une manière plus complète. Le revenu total d'une nation dépend de deux facteurs : les avantages naturels et la productivité du travail de ses ouvriers. Si les exploitations agricoles et minières d'une nation sont plus productives que celles d'une nation voisine, la richesse de la première s'accroît d'une manière plus considérable que celle de la seconde. De même, si le travail des ouvriers du premier pays est plus productif que celui des ouvriers du second, la différence entre la richesse des deux nations augmentera. Supposons que la première reçoive, par l'effet des avantages naturels qu'elle possède, mille mil-

lions de dollars de plus que la seconde, et que mille autres millions lui proviennent de la productivité plus grande du travail de ses ouvriers. Lorsque cette somme sera partagée entre ceux qui ont participé à la production, qui en profitera ? De deux choses l'une : ou bien les ouvriers recevront uniquement la partie du revenu dûe à ce que leur travail est plus productif, ou bien ils recevront en outre une partie du revenu dûe aux avantages naturels. Si nous nous arrêtons à la première solution, les ouvriers auront augmenté leurs salaires uniquement en rendant leur travail plus productif, mais ils ne profiteront en rien des avantages résultant des ressources naturelles, et ne prendront point part à la répartition des mille millions de dollars auxquels est égale la valeur de leurs produits.

Or, cette solution est celle que les libre-échangistes donnent lorsqu'ils soutiennent qu'il est bon pour une nation que le prix de revient du travail y soit peu élevé. Ce prix, dans le pays le plus productif, ne peut être aussi bas que dans les autres pays, à moins que la différence dans la productivité du travail des ouvriers des deux nations ne soit exactement balancée par la différence existant entre les salaires. A cette condition, l'ouvrier, dans la première nation, voit son salaire augmenter uniquement par l'effet du rôle plus utile qu'il joue dans l'augmentation du

revenu de l'industrie, mais il ne gagne rien du fait des avantages naturels ! Supposons qu'il émigre dans le pays le moins favorisé, son travail étant plus productif, la différence entre son salaire et celui de l'ouvrier indigène moins adroit que lui sera exactement la même que s'il était resté dans son pays d'origine. Par exemple, si son salaire, chez lui, était double de celui de l'ouvrier travaillant à l'étranger, un entrepreneur du pays le plus pauvre pourra, sans inconvénient, lui donner le double du salaire qu'il paie habituellement s'il consent à travailler pour lui. Car il produira alors deux fois plus, et recevra deux fois plus de salaire, sans que pourtant son employeur y perde. Donc l'ouvrier du pays le plus productif reçoit exactement les mêmes salaires que s'il faisait un travail identique dans le pays le moins favorisé. Comment donc participe-t-il aux avantages naturels de son pays d'origine ? Si un homme, exploitant un domaine fertile, fait moitié plus de travail et reçoit moitié plus de salaire qu'un homme travaillant sur une terre plus pauvre, retire-t-il quelque avantage de la plus grande fertilité du sol sur lequel il travaille? Quel avantage procure une mine abondante à un mineur qui travaille et reçoit pour salaire 20 0/0 de plus qu'un ouvrier travaillant dans une mine plus pauvre ? Le salaire, dans tous ces cas, dépend uniquement de la produc-

tivité du travail de l'ouvrier, et tous les bénéfices provenant de la supériorité des ressources naturelles passent dans d'autres mains.

Lorsque les libre-échangistes montrent avec orgueil le taux peu élevé du prix de revient du travail en Angleterre, qu'est-ce que cela signifie? Simplement ceci, que les ouvriers anglais consentent à ce que les classes de la société anglaise, qui sont à l'abri de la concurrence, jouissent à elles seules de tous les bénéfices provenant de la supériorité des ressources naturelles du pays! Par l'effet de l'application sur les marchés étrangers de la formule « à chacun le sien », les ouvriers renoncent à toute prétention sur les résultats des bénéfices réalisés à l'intérieur. Les ouvriers des mines de houille ne gagnent pas plus que ce que pourrait leur rapporter un travail d'égale productivité dans les mines plus pauvres de France et d'Allemagne. Si les cultivateurs de terres à blé d'Angleterre gagnent trois fois plus que ceux qui travaillent dans les plaines stériles de la Russie, c'est à la condition de faire trois fois plus de travail, et pas autrement. Quant aux fileurs de coton ils ne peuvent gagner des salaires deux fois plus élevés que ceux qui sont payés dans les manufactures italiennes qu'à la condition de surveiller un nombre de broches deux fois plus grand.

L'avantage des ouvriers américains sur les

ouvriers européens consiste dans le bon marché des matières premières. Les salaires, en Amérique, entrent pour une part considérable dans la valeur des produits manufacturés ; les matières premières, au contraire, en forment une portion moindre qu'en Europe. De ce chef, le prix de revient du travail, dans notre pays, est assez élevé, mais il en résulte que l'ouvrier est admis à la répartition des bénéfices résultant de la supériorité des ressources naturelles.

La charge qui pèse sur l'ouvrier américain résulte du prix élevé des articles d'exportation, des objets d'importation exempts de droits, et du terrain dans les villes. C'est le prix auquel se paient le pain et la viande, le thé, le café et le loyer qui a augmenté et qui absorbe une partie si considérable de ses salaires. Ce sont les sucres de Cuba et les cafés du Brésil qui se vendent à des prix de monopole, et non pas la laine de l'Ohio ni le fer de Pensylvanie.

Le coton, les lainages, la soie, l'acier et les autres articles protégés sont vendus aux ouvriers à meilleur marché qu'avant même l'établissement des tarifs protecteurs. En somme, l'ouvrier, aussi bien que les autres consommateurs, a gagné partout où la politique nationale a été active, et il a perdu partout où elle a été passive. Avoir une confiance aveugle dans le libre-échange, c'est amener une hausse des prix ; au

contraire donner ses préférences et ses encouragements à la production nationale, c'est assurer le bon marché des produits. La première politique développe les monopoles naturels ; la seconde les fait disparaître.

Si les libre-échangistes sont parvenus à rendre quelque peu plausible leur théorie du prix de revient du travail, c'est qu'elle repose sur un double sophisme. Quand ils veulent démontrer que le développement naturel de l'industrie ne saurait être en opposition avec cette théorie, ils soutiennent que ce sont les avantages naturels qui déterminent le choix de l'emplacement de chaque industrie et que la productivité serait réduite si cet emplacement venait à être changé. Peut-on, demandent-ils, récolter des oranges et produire du sucre dans le Wisconsin, ou cultiver la pomme de terre dans la Floride sans gaspiller, en quelque sorte, la puissance productive du pays ! Lorsque, au contraire, ils se préoccupent uniquement de la répartition des richesses, ils prétendent que toute cette puissance est due à la productivité du travail des ouvriers. Comment, demandent-ils alors, les ouvriers américains, pourraient-ils être lésés par le bas prix du travail alors que la productivité de leur travail est telle que le prix de revient en est inférieur à ce que coûte le travail pourtant moins payé des étrangers moins productifs.

Sans doute, on ne peut pas parler de dommage si les salaires des ouvriers américains dépendent uniquement de la productivité de leur travail. Mais si une partie de ces salaires provient de la supériorité des ressources naturelles utilisées, il pourrait se faire que la concurrence étrangère les en privât.

Ainsi, quand on envisage l'industrie nationale dans son ensemble, les libre-échangistes prétendent que les ressources naturelles déterminent seules la productivité de l'industrie et, d'autre part, lorsque le problème de la répartition des profits de l'industrie est seul en question, ils affirment que la puissance productive d'une nation dépend exclusivement de la productivité du travail de ses ouvriers ; de cette manière ils semblent tenir un raisonnement plus juste que le nôtre. Les erreurs sur lesquelles ils s'appuient ne deviennent manifestes que lorsqu'on envisage l'influence des ressources naturelles et de la productivité du travail des ouvriers tant au point de vue de la production des biens qu'à celui de la répartition. Réunissez ces deux points de vue, et vous comprendrez pourquoi les ressources naturelles n'influent pas toujours sur la productivité de l'industrie et pourquoi la concurrence, en faisant baisser les prix, peut être préjudiciable aux meilleurs ou-

vriers, lors même que le prix de revient de leur travail serait peu élevé.

Ce n'est donc pas donner une subvention aux ouvriers dans un pays fertile que de leur payer des salaires plus élevés parce que leur travail est plus productif que celui des ouvriers des pays moins favorisés. C'est à bon droit qu'ils prétendent à une part du revenu dû à la supériorité des ressources naturelles. Or, cette part, ils ne pourront l'obtenir s'ils sont obligés de lutter chacun pour soi contre des étrangers travaillant pour de moindres salaires. C'est bien plutôt le libre-échange qui donne une subvention à ceux qui ne la méritent pas. Car il enlève la plus-value dûe à la fertilité du sol et à l'existence de mines productives aux ouvriers auxquels elle appartient, et il la donne aux classes qui retirent déjà certains profits de ce qu'elles n'ont point à lutter contre des rivaux moins favorisés. On ne peut donc pas prendre le prix de revient du travail comme un critérium des bénéfices que la nation retire de son industrie sans un grave dommage pour les ouvriers et pour les autres classes productives qu'il est du devoir de l'Etat de protéger et d'encourager.

CHAPITRE VIII

CE QUE COÛTE UNE POLITIQUE PASSIVE

Jusqu'ici nous avons considéré uniquement les conditions objectives qui déterminent le taux des salaires. A ce point de vue, les salaires sont réglés par la productivité des ressources naturelles que les hommes utilisent. Si des hommes ont besoin de blé, de coton ou de café, le taux des salaires ne peut excéder la valeur du blé, du coton ou du café, produits sur les plus pauvres des terres cultivées ; que si une plus grande quantité de ces produits est demandée, des terres plus pauvres seront mises en culture, et les ouvriers recevront des salaires moins élevés. Mais ce point de vue objectif n'est pas fondamental, et il fournit tout au plus une approximation sur les conditions actuelles qui règlent la production dans une nation à l'état statique. En réalité, la direction de la production est déterminée par l'intensité des besoins humains

6.

et nous ne pouvons saisir les causes dernières du phénomène qu'en montrant comment notre théorie s'harmonise avec les lois de la consommation. J'essaierai donc d'établir l'existence de la loi des salaires que j'ai présentée, en montrant comment elle s'accorde avec les nouvelles théories de la valeur fondées sur les différences dans l'intensité de nos besoins.

Nous donnons d'abord satisfaction à nos besoins les plus intenses, et c'est lorsque ceux-ci sont satisfaits que nous consacrons notre énergie à la production des choses qui nous sont moins immédiatement nécessaires. Les diverses unités de quantité d'un même article ont également pour nous des utilités très-différentes. Un simple petit pain pour déjeuner nous procure une grande jouissance; un second nous procurerait une jouissance moindre, et chaque pain qui suivrait nous en apporterait encore moins, jusqu'à ce qu'enfin nous n'éprouvions plus aucun plaisir à manger.

Ayant ainsi décrit la gradation de nos besoins, je montrerai la connexité qui existe entre l'intensité de nos besoins et la valeur qu'ont pour nous les divers produits susceptibles de leur donner satisfaction. Un premier pain, par exemple, aurait pour nous une grande valeur, parce que nous serions privés d'une grande jouissance s'il nous manquait; un second nous procurerait moins de

jouissance, sa valeur serait moindre, et le prix de l'un et de l'autre ne pourrait dépasser le double de la valeur que le second a pour nous. Si nous en consommions un troisième, la jouissance que nous en éprouverions serait moins grande encore, et sa valeur serait moindre aussi. Par suite, si nous étions pourvus de trois pains, la valeur de chacun d'eux serait moindre que si nous n'en n'avions que deux.

Je tiens à insister sur ce fait que la valeur d'un objet ne peut excéder la valeur que nous attribuons à la portion la moins utile de la quantité que nous possédons de cet article. Si nous sommes largement pourvus de viande, cet aliment aura pour nous une valeur moindre que si nous n'en avions qu'une petite quantité à consommer. Ainsi, plus nos besoins sont satisfaits, moins nous attribuons de valeur aux objets destinés à les satisfaire.

Appliquons ces principes aux conditions qui déterminent le taux des salaires. Tant que nos besoins ne sont que très incomplètement satisfaits, le travail conserve à nos yeux une valeur très grande, parce que les besoins auxquels il peut donner satisfaction ont une grande intensité. Dès qu'une satifaction un peu plus complète leur a été donnée, le travail a pour nous une moindre valeur, parce que les objets qu'un travail additionnel peut nous fournir ne donnent

satisfaction qu'à des besoins moins urgents. Or, de même que la valeur ne peut excéder la jouissance que nous procure la portion de chaque objet qui nous est le moins utile, de même les salaires ne peuvent excéder la valeur du moins utile des biens que le travail est employé à produire.

Pour rendre claire cette proposition, supposons que le travail d'une société soit employé à la production de quatre articles : dans la production du premier, un travail de deux heures donnera huit unités de jouissance ; dans le second, sept unités ; dans le troisième, six unités ; dans le quatrième, cinq unités seulement. Si l'on travaille huit heures par jour, quatre ouvriers faisant chacun un de ces articles produiront en tout 104 unités de jouissance, et la part de chaque ouvrier, si la répartition est égale, sera de 36 unités par jour. Mais cette égale répartition ne saurait avoir lieu. Si, en effet, A fabrique l'objet qui procure 8 unités de jouissance, il produira en un jour un équivalent de 32 unités de jouissance ; B qui produira l'objet donnant 7 unités de jouissance, donnera 28 unités ; C, faisant l'objet qui rapporte 6 unités de jouissance, produira 24 unités ; enfin D, qui fabrique l'objet donnant 5 unités de jouissance n'en produira par jour que 20 unités. Quel devra donc être dans ce cas le taux des sa-

laires ? S'il y a concurrence, le taux des salaires ne pourra excéder 20 unités de jouissance par jour, puisque telle est la valeur pour les consommateurs des objets que D produit en un jour, et qu'ils s'en passeront plutôt que de payer davantage. Si D ne gagne par jour que l'équivalent de 20 unités de jouissance, A, B, et C ne pourront gagner plus, parce que, par le fait de la concurrence, ils perdront tout ce qui, dans la valeur de leurs produits, excède la valeur produite par D. Le taux des salaires sera donc l'équivalent de 20 unités de jouissance par jour, bien que la valeur du travail moyen de quatre ouvriers soit de 36 unités. Ils n'obtiendront ainsi au total que l'équivalent de 80 unités de jouissance et les 24 unités de surplus, par suite de la consommation que les ouvriers eux-mêmes font des divers produits, seront acquises par d'autres.

Naturellement le résultat serait différent si chaque homme travaillait pour lui-même et donnait satisfaction à tous ses besoins propres au lieu de faire des échanges avec ses voisins ; si, par exemple, chacun des ouvriers précédents travaillait deux heures pour produire le premier article, consacrant deux heures au second, deux heures au troisième, et deux heures au quatrième, il pourrait obtenir pour lui-même un équivalent de 104 unités de jouissance, c'est-à-

dire la totalité de ce que son travail a produit. Mais quand le travail est divisé, chaque individu se consacre à la production d'un seul article. Un premier ouvrier produit un objet auquel la société accorde une haute valeur, un second met son énergie à fabriquer un article regardé comme moins utile, tandis que quelques autres travaillent à des objets très peu recherchés ; le travail étant ainsi divisé, le taux des salaires doit être assez bas pour ne pas dépasser la valeur qu'a, pour la société, la journée de travail donnant satisfaction au moins urgent des besoins auxquels il faut pourvoir. C'est exclusivement la valeur des objets servant à la satisfaction de ces besoins les moins urgents qui détermine le taux du salaire d'un certain nombre d'ouvriers ; quant aux autres, par l'effet de la concurrence, ils voient leurs salaires réduits au même niveau que celui de leurs camarades moins heureux, dont le travail donne satisfaction à ces besoins moins intenses. Les salaires baissent donc nécessairement lorsque la société est en mesure de donner satisfaction à des besoins de cette nature, et, partout où une partie des ouvriers est obligée de se livrer à des travaux permettant d'atteindre ce résultat, tous les ouvriers sans exception subissent une réduction de salaires.

Ces faits, me semblent-ils, fournissent une

excellente explication de la théorie de la surproduction à laquelle on a prêté une si grande attention et qu'on a essayé d'expliquer de tant de manières différentes. Toute invention sérieuse entraîne un déplacement d'ouvriers. Ainsi l'introduction des machines et des autres perfectionnements industriels a amené une telle économie dans la production d'un grand nombre d'articles qu'une partie seulement des ouvriers existant antérieurement peut maintenant trouver un emploi dans les industries primitives. Quelques-uns sont obligés de chercher un emploi dans de nouveaux travaux ; ils se voient ainsi contraints de travailler à produire ce qui peut donner satisfaction à des besoins auxquels les consommateurs n'avaient pas pourvu jusque-là. Mais ces besoins nouveaux sont moins urgents que les anciens, et par suite, la valeur que les consommateurs attachent aux articles propres à les satisfaire est moindre que celle des produits susceptibles de donner satisfaction aux besoins plus intenses.

La valeur des objets destinés à pourvoir aux besoins nouveaux étant moindre, les salaires de ceux qui les produisent sont nécessairement moins élevés que si les ouvriers qui les reçoivent étaient employés aux travaux anciens, et la rémunération des autres ouvriers concurrents se trouve réduite par là même, sans pouvoir

dépasser la valeur d'une journée de travail employée à la production dans les industries nouvelles. Ainsi une série de perfectionnements dans l'industrie amène une baisse de tous les prix et des crises difficiles à supporter ; le bénéfice qui en résulte profite aux classes que n'atteint pas la concurrence. Aussi, bien que ces perfectionnements aient accru le revenu moyen du travail, cependant le taux des salaires s'est abaissé, donnant ainsi un double avantage à ceux qui n'ont point à lutter sur un pied d'égalité avec leurs concurrents.

Et de même que l'occupation de terres plus pauvres fait hausser la rente et baisser les salaires, de même, lorsque des ouvriers viennent à changer d'emploi pour se consacrer à des travaux destinés à donner satisfaction à des besoins moins urgents, il en résulte un accroissement de bénéfice pour les classes privilégiées et une baisse des salaires. Lors même que les terres nouvellement emblavées seraient aussi productives que les terres primitivement cultivées, les salaires de ceux qui les cultivent seront réduits, si le blé qu'elles produisent sert à donner plus complètement qu'auparavant satisfaction au besoin de pain éprouvé par les consommateurs. En outre, les perfectionnements industriels n'aboutissent pas simplement à une augmentation de production des objets à bon marché, ils conduisent aussi

à une production plus variée grâce à laquelle la nation peut satisfaire quelques-uns de ses besoins les moins intenses. La consommation des vêtements n'augmente pas proportionnellement à la réduction de leur prix ; par suite, une partie des ouvriers est forcée de se consacrer à des travaux nouveaux destinés à pourvoir à des besoins moins urgents, dans lesquels la valeur de leur travail sera moindre qu'auparavant. Supposons, par exemple, que le taux des salaires, dans le travail primitif, fût d'un dollar (5 fr.), et que la valeur du produit d'une journée de travail dans les emplois nouveaux soit de 90 cents (4 fr. 50) ; supposons, en outre, que la force productive dans le travail primitif augmente de 20 pour cent et que, par suite de la baisse des prix, la demande des objets ainsi produits s'accroisse assez pour rendre nécessaire l'emploi de la moitié des ouvriers évincés. Les neuf dixièmes des ouvriers produiront maintenant 8 pour cent de plus qu'ils ne produisaient tous ensemble avant les perfectionnements apportés à la production. Il semble donc que les salaires devront hausser. Mais cette hausse est impossible, car un dixième des ouvriers reste sans emploi, et ceux-ci sont contraints de chercher du travail dans de nouvelles industries où la valeur du produit d'une journée de travail n'excèdera pas 90 cents. Tant qu'un dixième des ouvriers sera ainsi forcé

de travailler pour 90 cents par jour, les neuf dixièmes de surplus, au lieu d'obtenir l'augmentation que devrait leur procurer l'accroissement de la force productive, verront également leurs salaires quotidiens réduits à 90 cents par l'effet de la concurrence.

Ainsi, les perfectionnements industriels tendent tout d'abord à abaisser plutôt qu'à augmenter la valeur de la journée de travail.

Il y a toujours, en effet, un certain nombre de besoins nouveaux qui ne sont pas tout à fait assez intenses pour rendre la jouissance des consommateurs égale à ce que coûte réellement la production des choses qui permettent de leur donner satisfaction. Le prix que le public consent alors à payer n'est point suffisant pour donner un juste salaire. Par l'effet de l'augmentation de la population, par suite aussi du déplacement du travail résultant des perfectionnements apportés à la production, une partie des classes ouvrières est constamment obligée de chercher un emploi dans les travaux propres à satisfaire ces besoins nouveaux. La seule question à résoudre est celle-ci : Devons-nous favoriser ou arrêter ce mouvement des ouvriers vers de nouveaux emplois ? Tant que les industries nouvelles ne sont point encouragées par l'Etat, les salaires qu'elles paient doivent forcément, pendant un certain temps au moins, rester très

faibles. Elles sont si coûteuses à créer que les salaires payés par elles sont, nécessairement et pendant longtemps, très inférieurs à ceux des autres industries. Le reste de la production nationale, dans une proportion relativement plus considérable, est obligée de suivre le même mouvement, et, dans quelque mesure que les perfectionnements aient accru la productivité de notre industrie, le taux des salaires tendra toujours à baisser, tant qu'une partie des ouvriers sera forcée de recourir à ces emplois nouveaux dans lesquels, pendant un certain temps tout au moins, leur rémunération restera peu élevée.

Lorsque nous aurons réadapté nos besoins aux conditions économiques actuelles, nous finirons par triompher de cette difficulté. Mais jusque là les salaires resteront relativement bas ; et une grande partie des progrès de l'industrie profitera à ceux qui, d'une manière ou de l'autre, sont à l'abri des effets déprimants de la concurrence.

Les salaires ne pourront remonter à leur premier niveau ou le dépasser que lorsque ces besoins nouveaux seront devenus plus intenses ; mais cette augmentation d'intensité est elle-même impossible jusqu'à ce que les objets nouvellement produits soient devenus des articles de consommation usuelle. Alors seulement les besoins nouveaux auront une intensité égale à

celle des besoins actuellement satisfaits et cesseront d'agir d'une manière nuisible sur le salaire des ouvriers. Mais tant que la politique nationale restera passive, tant qu'on ne fera rien pour encourager une partie des ouvriers à se consacrer à de nouveaux emplois, le cours des prix et des salaires restera tel que je l'ai indiqué.

On peut mesurer ce que coûte à la nation une politique passive par la perte de travail et de capital subie pendant la période de transition où l'on constate des différences considérables dans l'intensité des besoins divers auxquels les objets produits par les ouvriers donnent satisfaction. Une politique passive fait obstacle à ce que le nombre des emplois offerts au travail augmente en proportion de l'accroissement de la population, et devient ainsi la cause des effets écrasants de la concurrence. Sans doute, un petit excédent d'ouvriers reste seul sans emploi rénumérateur ; mais ces quelques hommes suffisent à faire baisser les salaires. Changez le rapport existant entre la population et les emplois offerts au travail, et les salaires hausseront rapidement, en même temps que diminuera l'influence des monopoles naturels que développent une politique passive et l'augmentation des besoins de la population.

On pourrait, sans doute, empêcher la baisse des salaires en abrégeant la durée du travail, de

manière à rendre possible l'emploi de tous les ouvriers dans les industries primitivement établies ; mais alors on ferait en même temps obstacle au développement des besoins nouveaux. Ceux-ci ne peuvent, en effet, augmenter d'intensité tant qu'il ne leur est pas donné régulièrement satisfaction ; par suite, en abrégeant la durée du travail, on ne ferait qu'ajourner le remède extrême qui seul peut apporter une solution durable à nos difficultés. Mieux vaudrait produire les objets propres à satisfaire les besoins nouveaux à meilleur marché que les articles destinés à donner satisfaction aux besoins primitifs et constants auxquels le public attache actuellement une haute valeur. Une politique active doit toujours, d'une manière ou d'une autre, encourager cette solution. Elle fait donc supporter à la nation entière sa part du fardeau provenant de ce que quelques ouvriers se consacrent à de nouveaux emplois. Une politique nationale est inefficace si elle ne détermine pas des conditions économiques de nature à augmenter le nombre des débouchés offerts au travail à mesure que la population s'accroît. Une politique passive, au contraire, rejette sur les classes laborieuses tout le fardeau résultant de la réadaptation de la société aux conditions nouvelles.

Bien plus, elle rend le fardeau beaucoup plus

lourd qu'il ne devrait l'être, puisqu'elle force un dixième des ouvriers, peut-être plus, à chercher un emploi dans les nouveaux travaux dont les produits n'ont pas encore, sur le marché, une valeur d'échange assez grande pour permettre de payer de justes salaires. Le libre-échange nuirait beaucoup à cette réadaptation de la nation à des conditions nouvelles, parce qu'il nous forcerait à attendre que l'Europe ait, aussi bien que l'Amérique, modifié sa consommation de manière à permettre à tous les ouvriers de trouver un emploi rémunérateur. La période de transition vers des formes nouvelles de consommation serait considérablement augmentée, et le fardeau qu'elle impose aux classes laborieuses se trouverait singulièrement accru.

Nous avons de sérieuses raisons de croire que la société américaine est dans une situation plus dynamique que les nations d'Europe, et qu'elle avancera plus vite et d'elle-même dans la seule voie qui puisse conduire une nation à proportionner exactement le nombre des emplois offerts au travail au chiffre de la population. Mais, s'il en est ainsi, notre intérêt exige que nous nous écartions autant que possible des conditions économiques de l'Europe, pour que notre société puisse s'adapter aux conditions nouvelles plus rapidement qu'elle ne le ferait si nous étions en relations commerciales étroites avec les nations moins progressives de l'Ancien Continent.

CHAPITRE IX

LE COMMERCE EXTÉRIEUR PEUT PARFOIS PRÉJUDICIER A LA NATION

Il y a, entre les différents pays, une grande diversité au point de vue des avantages naturels. Le sol, le climat, la situation géographique et les richesses minérales de deux nations quelconques ne sont jamais identiques. Tel pays présente des avantages pour la récolte du raisin et des oranges, mais il ne possède pas de charbon ; tel autre possède de bonnes terres à blé, mais il est en état d'infériorité en ce qui concerne les fruits. Un troisième convient au maïs et au tabac, mais non au sucre ni au riz. En outre de ces différences physiques, les habitants de ces pays sont séparés par de grandes diversités de goûts, d'habitudes et d'intelligence, qui leur donnent des aptitudes ou des inclinations pour des travaux différents. C'est de ces divergences, existant dans la nature et dans les hommes, qu'elles soient originelles ou acquises, que dépend tout le commerce extérieur. Si elles

n'existaient pas, nous ne construirions point de longues voies ferrées, nous ne creuserions point de canaux, nous ne verrions pas nos océans couverts de flottes et de vaisseaux naviguant dans toutes les parties du monde et d'un pays à l'autre.

On peut distinguer, dans le commerce extérieur, trois sortes d'échanges, suivant la nature des causes qui rendent le trafic avantageux. En premier lieu, certains échanges se font entre deux nations très différentes l'une de l'autre par le sol et par le climat; dans ce cas, les produits de l'une ne peuvent se développer chez l'autre, ou du moins ne s'y développeraient qu'à des conditions très désavantageuses, en sorte que le même travail serait beaucoup moins productif. De son côté, la seconde nation, pour ses propres produits, jouit sur la première d'un avantage identique. L'Angleterre, par exemple, convient mieux que Cuba à la culture du blé; mais Cuba peut produire du sucre à bien meilleur marché que l'Angleterre. Si le commerce entre ces deux pays venait à cesser, tous les deux seraient contraints de dépenser plus de travail pour obtenir la même quantité de blé et de sucre. Si donc on les empêchait d'échanger leurs produits, il en résulterait une perte de travail que rien ne saurait compenser.

Dans une seconde catégorie d'échanges, l'avantage obtenu est purement relatif. Supposons

que, dans une semaine de travail, on produise à Cuba soixante livres de sucre ou qu'on récolte quinze livres de café, tandis qu'au Brésil le même travail donne soixante-quinze livres de sucre et vingt-cinq livres de café; dans ce cas, le Brésil a avantage à produire tout à la fois du sucre et du café. Cependant, si le commerce est libre, des relations s'établiront entre les deux pays pour l'échange de leurs produits. Le Brésil, en effet, tirera profit de la production du café; Cuba, au contraire, subira une perte dans la production de l'ensemble des deux articles, mais retirera un avantage relatif de la production du sucre : car, pour une livre de café au Brésil, on aura seulement trois livres de sucre, tandis que, prise à Cuba, la même quantité de café achètera quatre livres de sucre : un commerce avantageux pour les négociants pourra donc s'établir en raison du coût relatif de production de ces deux articles. Que si le commerce venait à être intercepté, les deux nations en souffriraient-elles toujours, ou pourraient-elles s'adapter à leur nouvelle situation, et compenser ainsi la perte résultant de la diminution de leur commerce extérieur ? C'est là une question qui peut être discutée.

Enfin, une troisième catégorie d'échanges résulte des différences existant entre les habitants des diverses parties du monde. Dans un pays

donné, l'habileté, la force et l'intelligence des ouvriers, c'est-à-dire ces qualités mêmes qui démontrent leur aptitude ou leur adresse vis-à-vis de tel ou tel travail déterminé, peuvent différer essentiellement de celles qu'on rencontre dans une autre contrée, sous l'action de ses conditions historiques ou des avantages naturels qu'elle possède.

Chaque nation acquiert une habileté particulière pour exécuter tels ou tels travaux manuels avec une productivité plus grande que celle à laquelle les ouvriers des autres pays ne peuvent atteindre. Ainsi là Chine est particulièrement renommée pour son thé, l'Italie pour son industrie de la soie, la France pour son vin, le Portugal pour ses fruits, l'Angleterre pour son industrie métallurgique et pour ses cotonnades. Ce sont ces conditions qui font naître le commerce entre les différentes nations, à raison des avantages relatifs qu'elles possèdent pour certains articles particuliers que leurs ouvriers sont plus habiles à produire. Lorsqu'un commerce semblable s'est établi, il y a lieu aussi de se demander si les nations subiraient ou non une perte irréparable en cas de cessation des échanges. Là encore il y a matière à discussion.

Toute discussion sur le commerce extérieur gravite donc autour du point de savoir quel usage une nation doit faire des avantages rela-

tifs quelle possède sur les autres peuples. Les libre-échangistes prétendent que, lorsque le commerce s'établit entre deux nations à raison de l'avantage relatif qu'il leur procure, il est toujours utile et aboutit à la prospérité de l'une et de l'autre. Un protectionniste, au contraire, serait hostile à l'échange dans ce cas, et encouragerait la production indigène ; car il saurait qu'une nation ne peut arriver à la prospérité, si elle ne fait, de toutes ses ressources, l'emploi le plus avantageux, en même temps qu'elle développe aussi complètement que possible toutes ses qualités industrielles.

La suite des déductions auxquelles les libre-échangistes ont recours est très simple. Pour eux, le commerce qui se fonde sur les avantages relatifs qu'il procure est une source de profits pour les individus qui s'y livrent. Or, ce qui est une bonne politique pour les individus ne saurait être une politique mauvaise pour l'Etat. Le raisonnement des protectionnistes est plus long et moins direct, mais touche au fond même du problème. C'est que la question de la prospérité nationale est un problème beaucoup plus vaste et beaucoup plus complexe que celle de la prospérité des individus qui forment la nation à un moment donné. La nation, en effet, n'est pas simplement un groupe d'unités dont la prospérité peut être déterminée par l'observation des faits con-

temporains. Sa prospérité dépend des lois naturelles qui règlent la demande des matières premières et des qualités industrielles du peuple. Une nation en progrès ne doit pas se préoccuper de savoir uniquement si ses habitants font un commerce avantageux, mais si les qualités latentes des hommes et du sol se développent progressivement. Il faut aussi veiller à ce que, par l'effet du commerce extérieur, la nation ne soit point amenée prématurément à un état statique ; car, pour faire de bonne politique nationale, il est aussi nécessaire de s'efforcer de maintenir la nation dans un état dynamique que de se préoccuper de sa prospérité actuelle.

A ce point de vue, une erreur manifeste des libre-échangistes résulte de ce qu'ils ne connaissent point les conditions de la prospérité agricole. Ils parlent toujours d'employer chaque partie du sol comme s'il s'agissait d'une machine construite pour une destination particulière. Ils considèrent telle portion de terrain comme propre à la culture du blé, telle autre comme convenant aux pâturages. Une troisième serait bonne pour le maïs, tandis qu'une quatrième conviendrait au riz et une cinquième au sucre. C'est ainsi que Ricardo a envisagé la terre dans tous ses écrits, et tous les libre-échangistes qui l'ont suivi ont accepté cette manière de voir. Mais, en réalité, cette manière de concevoir le

sol est aussi abstraite et encore plus fausse que la conception ricardienne de l'homme économique, si discréditée par les récents progrès de la science économique. Prétendre que certaines terres sont bonnes pour la culture du blé et que d'autres conviennent exclusivement à telle ou telle autre denrée, c'est une conception fausse qui doit être remplacée par une meilleure théorie, si l'on veut pouvoir discuter le problème d'une manière intelligente.

La véritable conception qu'il faut se faire de la terre, c'est de la considérer comme un instrument de production convenant à tout un ensemble de cultures. Toute terre est pauvre par rapport à une espèce donnée de production. Elle ne s'améliore que si on a soin de lui demander une plus grande variété de produits, et elle ne devient supérieure que si un assolement convenable vient faire ressortir toutes ses qualités. Sans doute, il peut se faire que, par l'effet de la direction prise par le commerce extérieur, il devienne plus avantageux de consacrer à une culture unique et exclusive une terre déterminée pendant un certain temps; mais, si le propriétaire en retire alors quelque profit, c'est aux dépens des qualités productives du sol. Le libre-échange fait donc obstacle au développement logique de l'ensemble des industries qui pourraient tirer du sol le meilleur parti possible.

Supposons deux nations placées dans la même situation par rapport au marché du monde : l'une d'elles laisse les propriétaires fonciers se préoccuper uniquement de réaliser le plus fort revenu actuellement possible, et employer la terre à quelques-unes des cultures susceptibles de leur procurer l'avantage relatif le plus considérable : l'autre, au contraire, décourage tout commerce de nature à faire obstacle à ce que le sol soit consacré à toutes les cultures pour lesquelles il est spécialement approprié. Le sol de la première de ces nations s'épuisera graduellement sous l'action de la culture continue d'une seule et même céréale. Celui de la seconde, au contraire, s'améliorera grâce au développement de ses qualités latentes sous l'action d'un assolement convenable. N'est-il pas évident que ce sera cette seconde nation qui possèdera la population la plus forte et la plus grande richesse, à la fin d'une période donnée ?

Nous ne pouvons, toutefois, mesurer par là la valeur réelle des avantages de la seconde nation. Sur une superficie donnée, où telle culture donne un avantage relatif, beaucoup de terres n'y seront point appropriées. Pendant que le sol de l'Illinois, par exemple, était employé exclusivement à la production du blé, une portion de chaque champ, variant d'un quart à la moitié, était laissée sans labour, parce que cette cé-

réale ne lui convenait pas. De cette manière, la partie de l'Etat qui était cultivée ne formait qu'une fraction minime du sol tout entier. Lorsque, au contraire, à une époque plus récente, le maïs et les prairies artificielles devinrent les cultures principales, une grande partie de ce sol inexploité jusque-là forma la meilleure portion des terres du pays. Il se produisit alors toute une révolution dans l'évaluation de la propriété foncière dans l'Etat tout entier, et les terres qui jadis étaient considérées comme les meilleures furent désormais régardées comme les plus pauvres.

Ainsi, lorsque le sol est employé à des cultures variées pour lesquelles il offre un désavantage relatif, toutes les terres du pays deviennent plus productives que si elles étaient consacrées à une culture unique pour lesquelles cependant elles offrent un avantage relatif. Mais en outre, la surface des terres cultivées se trouve par là-même augmentée.

De plus, l'avantage relatif résultant d'une culture dépend de la distance qui sépare la terre du marché. Plus cette distance est grande, plus est considérable l'avantage relatif obtenu dans la production du blé ou des autres denrées faciles à transporter. Un marché extérieur augmente l'avantage résultant de la production des matières encombrantes comme le maïs et l'herbe. Il est impossible de dire quelle culture offre le plus grand

avantage relatif tant qu'on ignore à quelle distance le marché est situé. Prenons encore l'Illinois pour exemple. Tant que l'Angleterre fut le seul marché ouvert au monde, le blé seul y fut cultivé; mais dès que le développement des villes américaines et l'établissement des chemins de fer eurent créé un marché intérieur pour le maïs et les produits des prairies, le blé cessa immédiatement d'être cultivé dans le nord de l'Etat. Les cultivateurs eux mêmes l'achètent aujourd'hui aussi régulièrement que leur sucre ou leur café. Pourquoi ? Ce n'est pas parce que l'Angleterre n'en a plus besoin, mais parce que les marchés locaux permettent d'employer la terre à la culture pour laquelle elle est le mieux appropriée.

Les libre-échangistes oublient que la prospérité de cette région dépend de la culture du maïs et des prairies, qui ont besoin d'un marché local, et non de la production du blé et du coton, qui ne trouvent un avantage relatif que dans le commerce extérieur. Le Nord serait aussi pauvre que le Sud et ses villes aussi petites, si les terres du Nord étaient cultivées en blé comme celles du Sud sont employées à la culture du coton. Si notre nation toute entière s'était préoccupée uniquement de son avantage relatif, politique dont les libre-échangistes se font les avocats, notre pays serait partagé en trois bandes paral-

lèles, l'une consacrée à la production du coton, l'autre à la culture du tabac, la troisième à la culture du blé. Or, les deux sections consacrées, par application de cette politique, à la production du coton et du tabac sont pauvres et peu peuplées ; dans la troisième, où l'on a recherché de préférence le profit absolu, la nation est restée prospère et elle est devenue populeuse et riche.

C'est parce qu'elles ont recherché avant tout le profit absolu que toutes les autres nations sont devenues prospères, et l'Angleterre elle-même ne fait point exception à cette règle. L'Angleterre trouve un avantage relatif dans l'exploitation de ses gisements de houille, l'Espagne et la Suède dans celles de leurs gisements de fer. Mais l'Angleterre a-t-elle jamais soutenu qu'elle devait fermer ses mines de fer de manière à acquérir tout l'avantage relatif qu'elle pourrait obtenir en échangeant son charbon avec le minerai de fer des autres nations ? De même, elle trouve un plus grand avantage dans la production des articles de coton que dans celle des lainages ; mais lequel de ses hommes d'Etat a jamais consenti à fermer ses filatures de laines, sous prétexte que l'augmentation des profits réalisés par ses filatures de coton ferait plus que contrebalancer la perte résultant de cette fermeture ?

Si la production exclusive d'un seul article procure à une nation des avantages particuliers, ce ne peut être une cause de prospérité comme les libres-échangistes voudraient nous le faire croire, mais plutôt un obstacle au progrès. Lorsque, en effet, les habitants d'un pays concentrent leur énergie à mettre à profit quelques avantages particuliers, ils négligent les autres travaux comme ils ne le feraient point si les bénéfices réalisés par les différentes industries étaient à peu près égaux.

Ainsi, nous pouvons apprécier, par les effets qu'a produit la culture du coton dans le Sud, le dommage qui résulte pour une nation de ce qu'une culture unique donne un profit trop considérable. Si le blé avait procuré dans le Nord le même avantage que le coton dans le Sud, le développement des Etats du Nord eût été grandement retardé, sinon tout à fait entravé. Heureusement pour la nation, les terres de l'Ouest étaient, en réalité, pauvres comme terres à blé, de sorte que le profit relatif obtenu par le blé sur les marchés étrangers était largement compensé par la supériorité du sol au point de vue de la culture du maïs et des prairies. La conséquence de cet état de choses fut qu'un tarif pourtant modéré rendit la production du maïs et des prairies artificielles plus avantageuse que celle du blé, et fut ainsi le point de départ du déve-

loppement de l'agriculture dans les régions de l'Ouest. Au contraire, le coton dans le Sud et le tabac dans la Virginie donnaient des bénéfices si considérables que le même tarif ne réussit pas à rendre également productives d'autres cultures dont les produits n'étaient point demandés par l'Europe. Aussi, l'unique culture à laquelle était employée la terre de chacune de ces régions épuisa le sol et maintint la nation dans la pauvreté.

Le même fait s'est produit dans d'autres pays. Cuba, par exemple, serait plus prospère si la terre y était moins fertile pour la production du sucre ; car alors la domination espagnole serait impossible. Le café n'a pas rendu le Brésil ou Java riches ni prospères. De même encore, si une maladie de la vigne venait à forcer la nation portugaise à employer le sol du pays aux cultures variées qui lui conviennent très bien, tout en gardant désormais le profit relatif qu'ils obtenaient jusqu'ici dans la culture de la vigne, les habitants, dans l'ensemble, n'en réaliseraient pas moins un bénéfice. L'histoire de l'Angleterre nous fournit aussi une confirmation de la même vérité. A une époque très reculée, l'élevage des moutons y donnait des bénéfices si considérables que la quantité des terres cultivées et la demande de travail se trouvaient notablement réduites, ce qui entravait le progrès de la nation. Mais si

le nombre des moutons allait toujours en augmentant, ce n'était pas que l'industrie de la laine réalisât dans le pays des bénéfices particuliers : seul l'état de trouble qui régnait sur le continent rendait impossible partout ailleurs le pacage de ces animaux. Ainsi, le fait que l'Angleterre avait assez d'avance sur les autres nations pour protéger la propriété rurale entravait le développement de la population et de la richesse, en donnant un profit relatif à l'élevage du mouton. C'était uniquement à raison de ce profit réalisé par une industrie qui ne pouvait fournir de travail qu'à une partie de la population que le peuple souffrait, et le bénéfice relatif ainsi obtenu par les producteurs de laine faisait perdre à l'Angleterre tout l'avantage que la paix dont elle jouissait à l'intérieur aurait pu garantir à des industries variées.

Si une nation ne peut devenir prospère en se consacrant à une industrie unique, encore moins peut-elle y prétendre en développant son commerce avec des races inférieures ou en recherchant les avantages que procure le commerce à l'intérieur avec des hommes moins civilisés. Mettez des hommes d'intelligence supérieure en relations commerciales avec des individus moins intelligents, et des échanges s'établiront qui n'auraient pas lieu si le « *Standard of living* » était le même pour tous. L'adresse, l'intelli-

gence, les habitudes de chaque race et de chaque individu sont le produit du milieu social. Un individu en particulier peut ne pas être répréhensible pour manquer de qualités industrielles supérieures, maïs la nation dont il fait partie est de ce chef responsable à sa place. Toutes les qualités industrielles, en effet, peuvent être acquises, pour peu que la nation encourage leur développement. On ne peut, par exemple, distinguer les ouvriers anglais des ouvriers italiens autrement que par les caractères dûs au développement historique des deux nations. Mais placez la nation italienne dans le milieu social où vit la nation anglaise, et elle deviendra bientôt aussi productive. Une nation en progrès ne doit jamais consentir à ce que ses habitants restent à tout jamais dénués d'une qualité industrielle quelle qu'elle soit. Car tout commerce qui a pour cause une infériorité de cette nature est préjudiciable à la nation aussi bien qu'aux individus.

Si une nation ne peut trouver chez elle aucune compensation à la perte que lui cause le commerce extérieur, lorsque le commerce a pour but de réaliser un profit relatif, chaque famille, dans ce cas, a également avantage à être entourée de voisins pauvres et ignorants, plutôt que d'individus d'une intelligence égale. Car, dans tout échange avec ses voisins, la famille réalise un

profit relatif égal à celui qui résulte pour la nation de son commerce avec des peuples moins civilisés. De deux jurisconsultes dont l'un a pour clients des individus aussi intelligents que lui, dont l'autre prodigue sa science à des personnes d'une intelligence moindre, lequel a le plus grand profit ? Si un médecin intelligent est trois fois plus habile que ceux qui l'entourent, aura-t-il un revenu plus considérable que s'il vivait dans un milieu où tous les hommes seraient aussi intelligents que lui? Dans la société la plus civilisée toutes ses ressources pourraient être utilisées d'une manière si avantageuse que le taux moyen de son revenu s'élèverait. Sans doute, dans la société où il vit, notre médecin sera dans une situation relativement meilleure que son voisin moins fortuné ; mais, dans un sens absolu, il éprouvera moins de jouissances que s'il était un homme d'intelligence moyenne dans un milieu intelligent. De même, un cultivateur pourra sans doute se procurer du maïs à meilleur marché si ses voisins, usant d'un système de culture moins avantageux que le sien, ne drainent pas leurs terres ou n'élèvent pas de bétail ; mais le bas prix du maïs dans le pays ne compensera pas la perte résultant pour lui de ce que ses voisins sont moins intelligents ; ceux-ci, en effet, produiront si peu de denrées que la population restera éparpillée un peu partout, et que lui-

même ne profitera point de la plupart des avantages que les grands centres offrent au commerce. En outre, il n'aura ni chemins de fer, ni écoles, ni églises. Peut être restera-t-il dans une meilleure situation que ses voisins ; mais, malgré cela, il gagnera beaucoup moins que s'il était un citoyen de valeur moyenne dans une société plus intelligente.

Ce n'est pas seulement parce qu'ils produisent certains articles à meilleur marché que nous ne pouvons le faire nous-mêmes que nos voisins peuvent être pour nous une source de profits. Pour peu aussi qu'ils consomment les mêmes produits que nous, nous pourrons acheter ceux-ci meilleur marché. Car le prix des marchandises s'abaisse aussi bien lorsque la demande augmente que lorsque le travail est à bas prix. Que les hommes avec lesquels nous faisons le commerce soient intelligents ou non, nous avons toujours quelque profit à en retirer ; mais ces profits seront beaucoup plus considérables dans un cas que dans l'autre. Au second cas, en effet, ils pourront être proportionnellement plus forts, mais le produit brut sera toujours moins élevé.

Dans le commerce extérieur, on rencontre des faits identiques très simples mais très décisifs ; mais il est bien moins facile d'apercevoir les maux que ce commerce engendre, le problème étant beaucoup plus complexe.

Les Américains soutiennent volontiers que le système militaire de l'Allemagne diminue la force productive de la nation et nuit aux progrès du monde ; pourtant, c'est ce système qui a donné au peuple allemand ces qualités particulières qui rendent si avantageux pour nous aujourd'hui notre commerce avec lui. Nous sommes donc forcés de nous contredire nous-mêmes, en affirmant que notre prospérité dépend du maintien d'un état de choses que nous jugeons nuisible à l'Allemagne, ou bien nous devons admettre que notre commerce actuel avec cette nation pourrait diminuer ou même cesser sans qu'il en résultât pour nous aucun dommage de quelque durée.

Le même raisonnement s'applique au commerce avec les autres nations. Sommes-nous prêts à affirmer que l'ignorance italienne et l'oppression turque soient avantageuses pour l'Amérique? Si non, nous sommes obligés d'admettre que nous ne subirions aucune perte, si notre commerce extérieur, basé sur la recherche du profit relatif, venait à être interrompu, puisque ce commerce est, par sa nature, une conséquence de l'ignorance et de l'oppression dans laquelle vivent ces deux nations. Sans lui, nous pourrions établir de nouvelles relations commerciales avec toutes les nations avec lesquelles le profit est absolu ; notre travail aussi bien que le leur serait alors beaucoup plus productif.

Représentons-nous, pour un instant, une civilisation idéale dans laquelle on fait de toutes les terres l'emploi le plus avantageux et où toutes les qualités industrielles des habitants sont pleinement développées. La répartition de la population n'y est pas déterminée par des considérations historiques et sociales, mais par les qualités productives du sol et des agents naturels. Si une région y est plus fertile qu'une autre, la population s'adaptera d'elle-même à ce milieu, de manière à ce que le nombre des habitants y soit proportionné à la force productive. Le commerce n'aura plus pour cause la recherche du profit relatif, puisque la population sera complètement adaptée aux avantages naturels du pays.

Supposons que cette société soit mise en contact avec une nation contemporaine pouvant être prise pour type, dans laquelle les habitants, sous l'action des conditions économiques du passé, ne sont pas parvenus à leur complet développement, où le sol est consacré à une culture unique et exclusive qui ne lui convient nullement ; qu'en résultera-t-il pour notre société idéale ? Le bon marché relatif des quelques objets que les habitants de la nation inférieure fabriquent pour en retirer profit ne troublera-t-il pas l'équilibre de cette société, en offrant en quelque sorte une prime à la constitution

d'une classe d'hommes dont les qualités industrielles ne seront pas harmonieusement développées? La culture unique à laquelle la nation inférieure consacre sa terre n'aura-t-elle point aussi une action funeste sur le prix des produits agricoles, et n'agira-t-elle point comme une seconde prime encourageant la nation idéale à cultiver son sol d'une manière préjudiciable à sa productivité ? L'affirmative n'est pas douteuse.

Tout homme auquel une qualité industrielle quelconque fait défaut exerce sur ses voisins une pression qui les oblige à ne se développer que d'un seul côté, de telle sorte que les qualités industrielles de ceux-ci viennent compléter les siennes. De même, toute terre, consacrée à une culture exclusive ou sur laquelle il n'existe qu'un assolement incomplet, exerce une pression identique qui contraint les propriétaires d'autres terres à cultiver certaines denrées plus souvent qu'il ne le faudrait pour qu'on tirât du sol le parti le plus avantageux possible.

La force productive de chaque nation est bien inférieure à ce qu'elle pourrait être si l'action déprimante des hommes inférieurs et des terres mal cultivées était écartée. C'est l'effort fait par la nation pour utiliser, dans le commerce extérieur, les avantages relatifs dont elle jouit

qui est la cause principale de cette action néfaste (1).

Les bénéfices ainsi réalisés sont de la même nature que ceux qui, à l'intérieur, proviennent de l'exploitation du sol. L'intérêt passager de quelques-uns est alors regardé comme supérieur à l'intérêt permanent de la nation entière. Une saine politique nationale doit donc faire disparaître ces sources de profit pour les individus, et forcer les particuliers, dans leur propre intérêt, à coopérer au bien commun de tous.

(1). « Le revenu du monde entier serait plus considérable ou son travail serait moindre si toutes les choses étaient produites là où se rencontrent les plus grandes facilités absolues de production. » (J. S. Mill, Livre III, Ch. 17, Sect. 8.)

CHAPITRE X

LES OBSTACLES AU PROGRÈS ÉCONOMIQUE

Pour déterminer quelle est, pour une nation, la meilleure politique à suivre, il est nécessaire de l'examiner dans son milieu et de voir quelles conditions sont favorables et quels obstacles s'opposent à son développement. Tel économiste se fera-t-il l'avocat d'une politique active ou le champion d'une politique passive pour une nation déterminée, en présence des obstacles que cette nation rencontre sur le chemin de son développement économique ? Cela dépendra beaucoup de l'idée qu'il se fait du progrès économique lui-même. On peut, à cet égard, distinguer deux conceptions diamétralement opposées, et tout économiste, consciemment ou inconsciemment, adopte l'une ou l'autre.

En premier lieu, il y a une conception que j'appellerai statique. C'est celle de tous les défenseurs convaincus d'une politique passive de la part de l'Etat. Elle suppose que la nation fournit tout d'abord au travail les emplois les

plus avantageux, (c'est-à-dire qu'elle exploite d'abord les meilleures terres, les meilleures mines, etc.), puis, qu'à mesure que la population augmente, les ressources naturelles les moins productives doivent être utilisées pour procurer du travail à la population nouvelle. Dans ce cas, le revenu moyen du travail s'abaisse,et la nation se trouve, en quelque sorte, resserrée dans des conditions économiques de plus en plus étroites, à mesure que la population s'accroît. Concevoir ainsi la société, c'est raisonner comme s'il s'agissait d'un lac isolé, qui se remplit graduellement à mesure qu'augmente la quantité d'eau qui se déverse en lui : le niveau des eaux s'élève sans cesse, mais l'eau ne s'écoule dans aucune direction.

La conception opposée à celle-ci peut être appelée dynamique. Elle suppose que les individus composant une nation se transforment sans cesse, en même temps que la société qui les entoure, qu'ils éprouvent de nouveaux besoins par l'effet de conditions économiques nouvelles, et qu'ainsi s'offrent constamment à eux de nouveaux emplois pour un travail plus avantageux que celui auquel ils se consacraient tout d'abord.

La société, alors, progresse peu à peu ; elle passe d'un état économique pauvre à un état plus prospère, et le revenu moyen du travail s'élève graduellement à chaque transformation

survenue dans le milieu économique. Cette marche en avant, toutefois, n'est point régulière. Il faut, en effet, renverser un à un toute une série d'obstacles qui entravent le progrès économique pour que la société puisse se développer d'une manière régulière. Dès qu'une nation rencontre un obstacle sur la route de son développement, le phénomène, si apparent dans une société statique, se manifeste par une diminution graduelle du revenu moyen du travail et par une plus grande inégalité dans la distribution des biens. La nation a donc de plus en plus d'intérêt à renverser cet obstacle, et finit toujours par le surmonter, tant le mobile qui la guide devient puissant. Alors commence pour elle une période de prospérité croissante, jusqu'à ce qu'un nouvel obstacle économique se dresse encore et que les mêmes étapes soient à nouveau franchies.

Concevoir ainsi le progrès social, c'est comparer la nation à un fleuve traçant sa route vers l'Océan après que des bouleversèments géologiques l'ont forcé à changer son cours. L'eau descend dans une vallée et l'emplit peu à peu, jusqu'à ce qu'elle ait pris son niveau ; alors elle s'ouvre un passage, franchit l'obstacle qui l'avait arrêtée et son niveau s'abaisse. En continuant sa route, elle emplit une seconde vallée, jusqu'à ce qu'elle atteigne une hauteur suffisante pour s'ouvrir un passage à travers ce qui

l'arrête à nouveau. Ainsi la marche du fleuve est entravée par une série d'obstacles qui la retardent pendant quelque temps, mais qui ne sont point assez forts pour l'empêcher de s'ouvrir peu à peu un passage à travers tout ce qu'il rencontre sur sa route, et finalement l'eau peut couler jusque dans l'Océan.

Lorsqu'on représente ainsi le progrès social, il est indispensable de bien faire ressortir les conditions économiques qui forcent la nation à surmonter beaucoup d'obstacles et retardent sa marche en avant comme les différences de niveau du sol arrêtent l'eau du fleuve dont je viens de parler. De même que le niveau de ce fleuve s'abaisse dès qu'un obstacle est renversé, de même la nation peut offrir au travail des emplois plus avantageux à mesure qu'elle surmonte chaque obstacle économique qu'elle rencontre ; car elle abandonne alors l'exploitation des ressources peu productives qu'elle utilisait primitivement pour profiter des ressources plus productives qui s'offrent à elle à mesure qu'elle avance dans la voie du progrès.

Ainsi, nous autres Américains, nous ne retirons pas de notre pays tout ce qu'il pourrait produire. Notre sol n'est point consacré aux cultures qui lui conviennent le mieux et nous ne l'exploitons point comme il le faudrait pour le rendre aussi productif que possible. De tous

côtés, nous gaspillons les ressources matérielles dont nous jouissons : beaucoup d'entre elles ne sont même pas utilisées du tout.

On ne peut donc pas dire que nous ayons tout d'abord mis à profit nos meilleures ressources, et que notre développement soit conforme à la conception statique du progrès social. Ce qu'on pourrait dire, avec plus de raison, c'est que nous utilisons toutes nos ressources d'une manière aussi peu avantageuse que possible. Nous pouvons donc encore faire de grands progrès dans toutes les directions. Mais que rencontrons-nous sur cette route du progrès ? Une série d'obstacles qu'il nous faudra surmonter un à un, à mesure que nous avancerons dans notre marche vers la civilisation.

Je ne pense pas que personne puisse nier que le peuple américain ne se soit développé dans le passé en renversant un à un toute une série d'obstacles. Le sol de l'Amérique, par exemple, lorsqu'il fut occupé pour la première fois, exigea d'immenses efforts pour être mis en état de produire, et quand il eut été rendu productif, la nation eut encore de sérieuses difficultés à surmonter pour créer des débouchés à ses produits agricoles sur les marchés du monde. Puis, lorsque les besoins de l'agriculture eurent ainsi reçu satisfaction, il fallut développer l'industrie nationale. C'est ainsi que l'industrie du coton et

celle de la laine durent, elles aussi, à l'origine, surmonter de grosses difficultés qui, pendant longtemps, retardèrent leur heureux développement. Vint ensuite une période pendant laquelle ce furent surtout les frais du transport des marchandises de l'intérieur jusqu'aux côtes qui entravèrent le progrès de la nation. Finalement, nous avons pu heureusement triompher de ce nouvel obstacle, grâce au développement de notre système de canaux et de voies ferrées. Mais nous avons encore devant nous une longue suite de difficultés à vaincre, dont notre nation ne pourra venir à bout que par une politique active, de manière à éviter une inégale répartition des biens préjudiciable à tout progrès social.

A l'origine, nous avons été contraints de protéger et d'encourager des industries dans l'enfance, parce que les conditions économiques nécessaires pour réussir d'une manière continue dans l'industrie textile et dans la métallurgie nous faisaient encore défaut. Mais, tant qu'une nation reste dans un état dynamique, elle possède toujours et nécessairement des industries dans l'enfance. Si, au contraire, elle passe à l'état statique et se contente de consommer les quelques produits que, dans le passé, ses ancêtres possédaient déjà naturellement, elle n'a besoin alors de développer aucune industrie nouvelle. Mais

dès qu'il survient un changement quelconque dans les conditions économiques du pays, à mesure que les goûts du peuple se développent et deviennent plus variés, il faut faire appel à de nouvelles industries pour procurer à la nation les nouveaux produits qu'elle demande. Or, ces industries ont besoin d'être protégées et encouragées comme celles qui se sont développées dans le passé. En ce qui nous concerne, nous ne pourrons obtenir que notre nation progresse et que ses ressources se développent d'une manière régulière et constante si nous n'adoptons pas une politique nationale de nature à encourager l'établissement d'industries nouvelles, à mesure que se modifient nos goûts, nos habitudes ou notre milieu social.

Il faut en outre remarquer ceci : pour donner satisfaction à un certain nombre de besoins qu'elle éprouve, notre nation fait appel aujourd'hui à l'industrie étrangère ; mais notre industrie nationale pourrait tout aussi bien, et même avec profit, leur donner satisfaction. Notre climat et notre sol conviennent fort bien, en effet, à la production d'un grand nombre de denrées qui, actuellement, nous viennent de l'étranger. Quant à nos mines, qui ne sont pas encore suffisamment exploitées, elles nous fourniraient facilement beaucoup de métaux pour lesquels aujourd'hui nous sommes également tributaires de l'étranger.

Pour confirmer ma thèse, prenons quelques exemples typiques qui nous seront fournis par l'histoire des Etats du Sud, dont les conditions économiques sont encore incomplètes. Ces Etats sont situés dans une région semi-tropicale et conviennent bien à toutes les denrées que nous tirons actuellement des régions similaires de l'étranger. Si ces denrées n'y sont pas produites, c'est uniquement parce que l'état social de cette contrée oblige les habitants à restreindre leur activité industrielle à la production du coton et du tabac. Heureusement, ces conditions sociales sont maintenant disparues, et rien ne s'oppose désormais à ce que de nombreuses industries puissent se développer et prospérer dans ces régions, dès qu'on aura surmonté les obstacles qui s'opposent encore à leur établissement. Prenons, par exemple, la production du thé. Dans une grande partie des Etats du Sud, le thé peut être produit avec un travail aussi peu considérable que dans n'importe quelle partie de la Chine. Le seul obstacle qui s'y oppose encore provient de ce que les habitants de la contrée ignorent les méthodes qui conviennent à la culture des arbres à thé, et de ce que la nation n'encourage point comme elle devrait le faire ceux qui s'efforcent d'en cultiver. Si nous voulions consentir à faire les sacrifices nécessaires pour écarter les obstacles qui s'opposent à l'introduction des arbres à thé dans le

Sud, nous serions bientôt en mesure de produire cette denrée à aussi peu de frais que dans n'importe quelle autre partie du monde.

Un second exemple nous est offert par la production de la soie grège. Aucune partie du monde ne peut surpasser certaines régions de notre pays au point de vue des conditions favorables à la production de la soie. Ici encore, si nous ne pouvons introduire cette industrie avec succès chez nous, c'est qu'il nous faut vaincre toute une série de difficultés au moins passagères avant qu'elle ne puisse prospérer. Mais il faudra bien que finalement nous fassions les sacrifices nécessaires pour que cette transformation s'opère ; et lorsque la nation y aura consenti, il en résultera un immense accroissement de l'industrie nationale, et cela pour le plus grand profit du peuple tout entier.

La situation actuelle de la Floride nous fournit peut-être la meilleure démonstration qui puisse être donnée de ma thèse. La Floride et Cuba sont dans les mêmes conditions climatériques. Elles sont situées sous la même latitude, entourées par d'égales étendues d'eau, qui les maintiennent à une température uniforme et les rendent également propres à la culture des plantes semi-tropicales dont les produits sont actuellement si recherchés. Cuba, pourtant, possède un avantage qui en fait l'une des parties du monde

les plus productives, et que la Floride n'a pas, ce qui en fait un désert. Cuba possède un système naturel de drainage et ses eaux se déversent librement et facilement dans l'Océan. Dans la Floride, au contraire, par l'effet de sa constitution géologique, toute une série d'obstacles entravent l'écoulement des eaux vers la mer. Ecartez ces obstacles, drainez le pays dans toute son étendue et nous cesserons bientôt d'être tributaires de Cuba. Nous pourrons alors chercher notre sucre et notre tabac en Floride et les produire à meilleur marché que nous ne les achetons actuellement de Cuba. Nous pouvons même, sans aucune exagération, affirmer que, si le Floride était mise en état d'être cultivée avec succès, tous ces produits pourraient y être obtenus à moitié prix de ce qu'ils coûtent actuellement. Cuba, en effet, étant un pays peu civilisé, l'introduction des machines n'y est guère possible, et le peuple s'y maintient dans un état social si peu élevé qu'il ne possède pas la moitié de la force productive qu'aurait une race plus civilisée. Au contraire, avec le gouvernement stable que la Floride possède actuellement, ces conditions peu avantageuses, qui existent à Cuba, pourraient facilement être écartées ; la force productive de cette contrée surpasserait alors de beaucoup celle de Cuba, et elle deviendrait d'autant plus utile pour le pays tout entier.

Dans le Far-West, avec ses plaines arides, ce sont d'autres séries d'obstacles qui entravent le progrès. Cette vaste région restera relativement inutile pour le peuple américain tant que l'établissement d'un système d'irrigation très-étendu ne rentrera pas dans le programme de notre politique nationale.

Ainsi, ce qui entrave l'heureux développement de l'agriculture apparaît plus clairement dans le Sud et dans le Far-West que dans les autres régions de notre pays. Mais, en réalité, ces obstacles ne sont pas plus sérieux que ceux qu'on rencontre ailleurs.

Le sol de l'Amérique convient peu à la culture du blé, et nous serons obligés de surmonter les obstacles qui nous empêchent de cultiver avec succès les autres denrées avant que notre agriculture puisse devenir aussi productive qu'elle devrait l'être. Les racines, par exemple, peuvent, dans notre pays, donner un rendement si considérable que le développement de leur culture est une condition importante de notre prospérité agricole. De même, les races de bétail actuellement existantes chez nous ont besoin également d'être développées et transformées pour mieux s'adapter au climat et aux conditions économiques de notre pays. Nos bêtes à cornes, nos moutons et nos porcs ne sont pas des animaux d'origine américaine ; ce sont des types de races

importées récemment de l'étranger. La nourriture à laquelle ils sont accoutumés se compose de produits qui conviennent au climat et au sol de l'Europe, et pour que nous puissions en tirer un revenu très sérieux, il faut qu'ils se transforment de manière à s'adapter au climat américain et à pouvoir se nourrir des produits auxquels notre sol convient le mieux.

Le développement de la production du sucre de betterave, en Allemagne, nous montre bien comment une industrie parvient à surmonter les obstacles qu'elle rencontre. Le climat de l'Allemagne ne convient pas aussi bien à la production du sucre que celui des régions plus méridionales ; mais l'Allemagne est le centre d'une civilisation très développée ; ses habitants se fatiguaient de payer très cher le sucre qu'ils tiraient des pays du Sud. Ce prix élevé était dû à l'état informe des procédés de fabrication en usage dans tous les pays producteurs de sucre de canne. Si ces pays avaient été complètement civilisés, si leurs industries avaient été pleinement développées, l'industrie du sucre de betterave n'aurait pas réussi en Allemagne. Mais, étant données les conditions économiques actuelles, la productivité du travail du peuple allemand est entrée en conflit avec la supériorité des conditions climatériques des pays producteurs de sucre de canne. Dans cette lutte, la produc-

tivité de son travail donne au peuple allemand la suprématie, et, par suite, nous achetons le sucre moins cher que nous n'aurions pu le faire si nous avions dû compter uniquement sur la production des régions semi-tropicales, habitées par des peuples à moitié civilisés.

Un autre fait identique peut encore servir à illustrer ma thèse d'une manière plus complète. Lorsque l'Allemagne commença à cultiver la betterave, celle-ci ne contenait qu'une faible proportion de sucre. Il fallut cinquante ans de recherches et d'expériences scientifiques attentives avant qu'on ne pût arriver à produire une betterave contenant une proportion plus forte de sucre et s'adaptant très bien en même temps aux conditions climatériques du pays. Mais on rencontra encore d'autres difficultés. On trouva, en effet, qu'une betterave qui, dans un temps donné, fournirait une forte quantité de sucre, donnerait souvent un rendement bien inférieur si on la transplantait dans d'autres terrains, fût-ce même seulement à une petite distance ; tout au moins put-on constater que, dans ce cas, le sucre se trouverait combiné avec des éléments chimiques tels que son extraction cesserait d'être avantageuse. Il fallut donc se livrer à de nouvelles expériences pour chaque région, et la culture de la betterave s'étendit peu à peu à mesure que des recherches scientifiques minutieuses

venaient à bout des difficultés rencontrées dans chacune d'elles. La même récompense serait réservée à notre nation si nous prenions seulement moitié moins de soin pour acclimater de nouvelles cultures dans notre pays.

Jusqu'ici, je me suis occupé uniquement des obstacles qui entravent le libre développement de nos ressources naturelles. Mais il en existe d'autres plus importantes encore qui doivent être surmontées avant que notre industrie ne soit aussi productive qu'elle pourrait l'être. Non seulement il est nécessaire que les habitants de l'Amérique développent les ressources de leur sol, mais il faut, en outre, qu'ils s'adaptent eux-mêmes aux conditions et au climat du pays. Nous ne sommes, pour la plupart, que des émigrés récemment arrivés de l'étranger, et nos goûts comme nos habitudes sont, dans une large mesure, le produit de la civilisation européenne au milieu de laquelle nos ancêtres vécurent pendant si longtemps. Quand nos aïeux vinrent en Amérique, ils se trouvèrent transportés dans un milieu économique nouveau, auquel, depuis lors, nous nous sommes lentement adaptés.

Mais notre progrès a été très lent, parce que les mœurs et les habitudes que nos aïeux avaient apportées avec eux avaient été acquises dans des époques de développement peu rapide et

qu'il fallait plus d'une génération pour les transformer.

Il est indispensable, en effet, que le peuple américain en arrive à se nourrir des produits auxquels le sol du pays convient le mieux, et qu'il cesse de consommer en quantités aussi considérables qu'il le fait actuellement les denrées auxquelles ce sol n'est guère approprié. Peu à peu, de nouvelles denrées alimentaires seront consommées, des habitudes et des mœurs nouvelles se développeront grâce auxquelles l'Américain de l'avenir utilisera toutes les ressources de son pays.

L'histoire de l'Amérique nous fournit beaucoup de preuves des résultats désastreux de la politique passive que nous avons suivie et qui nous a empêchés de surmonter, aussi vite que nous aurions dû le faire, les obstacles qui s'opposaient à notre progrès économique. Lorsqu'en effet une nation n'a point recours à de nouvelles ressources, à mesure que sa population s'accroît, la population nouvelle se voit forcée de se contenter de ressources plus médiocres si elle n'abandonne pas celles qui furent primitivement utilisées ; et de là résulte une perte considérable de capital et de force productive. C'est ce qui s'est produit chez nous entre 1825 et 1840. A cette époque, toutes les meilleures ressources des Etats de l'Est étaient déjà développées. Une

question se posa alors : Fallait-il encourager la population nouvelle dans sa marche vers les Etats de l'Ouest, dont les ressources n'étaient pas encore exploitées, ou convenait-il de lui procurer un emploi dans l'exploitation des ressources plus médiocres et non utilisées encore des Etats de l'Est ? Un parti national s'efforça activement de mettre en valeur les ressources des Etats de l'Ouest ; mais, malheureusement pour notre nation, il fut battu et le parti favorable à une politique passive resta maître du pouvoir. Quel en fut le résultat ? La population nouvelle, au lieu de se diriger vers l'Ouest comme elle aurait dû le faire, mit en culture des terres plus pauvres dans toutes les régions de l'Est.

D'énormes quantités de travail furent alors dépensées pour mettre ces terres en état, enlever les pierres, abattre les forêts, ouvrir des routes, entreprendre toutes sortes d'améliorations indispensables à la prospérité agricole. Heureusement, pendant les vingt dernières années, les obstacles qui empêchaient la population de se répandre dans les Etats de l'Ouest furent enfin surmontés, et le trop plein de la population se transporta facilement et rapidement dans ces régions plus neuves. Le travail des habitants qui s'y établirent fut si productif qu'ils purent vendre leurs produits meilleur marché que les cultivateurs de l'Est ; par suite, le prix des denrées

agricoles s'abaissa au point qu'il ne fut plus possible de cultiver avec profit une grande partie des exploitations de l'Est. Beaucoup d'entre elles cessèrent même d'être cultivées ; et les énormes quantités de travail et de capital que leur mise en culture avait nécessitées furent par là même perdues pour la nation.

Si, au lieu de consacrer autant de travail et de capital à mettre en culture toutes les terres pauvres de l'Est, nous en avions dépensé une partie à ouvrir les régions de l'Ouest aux colons de l'Est vingt ans plus tôt que nous ne l'avons fait, le peuple américain tout entier n'en aurait-il pas tiré grand profit ? N'aurions-nous pas, du moins, évité cette perte de capital et de travail rendue indispensable par la mise en culture des terres pauvres de l'Est et dont le seul résultat a été de laisser ensuite ces terres sans emploi?

CHAPITRE XI

LES MATIÈRES PREMIÈRES DANS L'AVENIR

Dans l'histoire de la production des matières premières, nous rencontrons toute une longue période de lutte de l'homme contre la nature. Partout ailleurs que chez nous, l'homme civilisé est désormais le maître, et il a définitivement rompu les liens qui le forçaient à faire appel au concours de la nature. Chez les nations primitives, la production se trouve confinée là où l'action de la nature est telle que les hommes même ignorants et grossiers peuvent facilement faire le reste. Quand il s'agit de produits manufacturés, au contraire, cette influence du milieu est réduite au minimum. Le développement du capital, l'adresse et l'intelligence ont peu à peu débarrassé les nations modernes des formes primitives de la production qui confinaient chaque industrie dans telle ou telle contrée déterminée, où l'action de la nature était particulièrement puissante. La force motrice de l'eau, par exemple, a cessé d'être indispensable à la prospérité

des nations, les bateaux à vapeur ont remplacé les navires à voile, on n'envoie plus la toile se faire blanchir en Hollande, et les chemins de fer ont procuré aux pays situés à l'intérieur des continents les avantages primitivement réservés aux contrées situées sur le rivage de la mer. En un mot, les pays auxquels certaines combinaisons de forces et d'agents naturels donnaient une réelle supériorité ont vu considérablement diminuer, sinon complètement disparaître, les avantages qu'ils possédaient jadis. Sans doute, l'homme est encore tributaire des forces de la nature, mais sa prospérité ne dépend pas autant qu'autrefois de la configuration naturelle des pays et des lieux ; car toute utilisation nouvelle de forces naturelles diminue notre dépendance vis-à-vis des procédés de production auxquels les qualités productives de la nature apportent un appoint nécessaire.

Avant que notre civilisation ne puisse atteindre le terme vers lequel elle s'avance, il faut que l'homme cesse d'être tributaire de la nature pour la production des matières premières, comme il a déjà cessé de l'être pour les autres formes de la production. Le capital et l'intelligence de l'homme finiront par découvrir de nouvelles méthodes pour la production des matières premières qui ruineront pour toujours le monopole dont jouissent encore certaines régions particu-

lières. En étudiant avec soin les conditions de la production et de la constitution physique des autres pays,nous verrons quels obtacles rencontrent actuellement la production de chaque espèce de matières premières, et comment ces obtacles peuvent être surmontés. Rester tributaires de la production grossière d'hommes ignorants, dans un pays favorisé par la nature, c'est s'exposer à payer des prix très élevés et développer les monopoles. Au contraire, encourager, par une politique active, l'emploi du capital et de l'intelligence à l'intérieur, c'est développer des industries nouvelles, c'est ouvrir de nouvelles régions dans lesquelles des hommes civilisés pourront atténuer les effets de la production naturelle des pays qui fournissent actuellement les matières premières au monde entier.

La production des matières premières est, de nos jours, dans une situation telle que les races les plus civilisées ont plus que jamais besoin de faire tous leurs efforts pour écarter les derniers obstacles qui s'opposent encore au progrès économique. Le développement rapide de la population et des besoins nouveaux a fait augmenter considérablement la demande de toutes espèces de matières premières, et cette demande tend à s'accroître plus rapidement que la population n'augmente elle-même dans les régions dont nous tirons ces matières.

Je vise spécialement ici les produits que nous allons acheter dans les contrées semi-tropicales. Ils sont actuellement obtenus dans des conditions de production très-insuffisantes, par des nations très peu progressives. Aussi la production du sucre, du café, des épices et des autres denrées de même nature est-elle limitée à quelques pays favorisés, où la nature fournit pour cela tous les éléments nécessaires. Seules, quelques îles ou quelques régions favorisées du continent possèdent à la fois le climat et le sol indispensables pour obtenir facilement ces denrées. Il faut, en effet, que ces contrées jouissent d'une grande salubrité pour que leurs habitants puissent éviter les inconvénients du climat tropical. Or, toutes ces conditions se trouvent rarement réunies dans un même lieu. Aussi est-ce seulement une petite partie de la région semi-tropicale toute entière qui offre quelque utilité pour l'homme civilisé. Mais ces produits sont maintenant demandés par le monde civilisé dans une telle proportion que les pays les plus favorisés par la nature ne peuvent plus suffire à donner satisfaction à toutes les demandes nouvelles. C'est pourquoi nous payons encore des prix de monopole pour toute cette catégorie de denrées. Je n'entends point, d'ailleurs, par là que leur prix se soit sensiblement élevé, mais simplement que nous payons pour les obtenir deux fois ou

peut-être trois fois plus que si elles étaient produites par des nations civilisées.

Il ne peut y avoir qu'une seule manière d'éviter cette difficulté. Il faut que ces denrées, qui actuellement sont produites dans des conditions naturelles, soient cultivées par les peuples civilisés avec des moyens artificiels. En d'autres termes, elles doivent être cultivées dans les endroits où la nature leur est moins favorable et fait moins pour leur production, mais où ce désavantage est contrebalancé par la productivité plus grande du travail, coïncidant avec un emploi plus large du capital, dans des pays civilisés. Ce conflit entre la production naturelle et la production artificielle se manifeste clairement dans la concurrence entre l'industrie du sucre de betterave, dont j'ai déjà parlé, et celle du sucre de canne. L'Allemagne possède des capitaux et de l'habileté, mais elle travaille au milieu de tous les désavantages qui résultent d'un climat défavorable. Cuba, au contraire, jouit de toutes les conditions climatériques nécessaires, mais elle manque de savoir-faire et de capitaux. Sans doute, la civilisation allemande ne peut abaisser le prix du sucre au niveau qu'elle pourrait atteindre si la même habileté et le même travail étaient employés à Cuba. Mais elle peut l'abaisser bien au-dessous de ce qu'il serait si nous étions totalement tributaires de Cuba

pour le sucre que nous consommons actuellement.

Peut-être est-ce dans notre pays même qu'on peut trouver la meilleure démonstration de tout ceci. Il n'ya pas, en effet, un pays au monde qui convienne moins à la culture des céréales et spécialement du blé que les grandes étendues de terres labourables de l'Illinois du Nord et des Etats voisins. Pourtant, la culture du blé dans cette région a révolutionné sa production. Le désavantage résultant pour les Etats de l'Ouest de la possession d'un sol qui ne convient que médiocrement au blé a été plus que contrebalancé par l'adresse et l'intelligence des habitants. Toutes les grandes inventions qui diminuent les frais indispensables de la production, qui permettent de moissonner, de mettre en gerbes et de battre le blé à moindre frais, ont été le résultat du conflit entre l'adresse et l'intelligence des Américains travaillant sous des conditions naturelles défavorables et l'intelligence des cultivateurs les moins avancés exploitant des terres plus favorisées de la nature. Là encore, la production naturelle et la production artificielle furent aux prises l'une avec l'autre, et le succès de la seconde prouve, ce qui d'ailleurs n'a besoin d'être démontré que pour combattre les erreurs libre-échangistes, que l'adresse et l'in-

telligence sont des facteurs de la prospérité nationale plus puissants que la nature ou le climat.

Ces exemples, toutefois, ne sont qu'une simple démonstration d'une idée qui peut trouver son application dans beaucoup d'autres cas. Le coût de production du café, par exemple, est également aujourd'hui supérieur à ce qu'il devrait être, comme le fut jadis le prix du sucre. Des capitaux et un travail intelligent, employés dans des contrées moins favorisées que Java ou le Brésil, permettraient de produire le café à un prix beaucoup moins élevé que celui auquel nous le payons actuellement. On peut en dire autant du tabac, du riz, du thé, ou de chacun des produits et des fruits semi-tropicaux pour lesquels la demande des pays civilisés s'accroît si rapidement et augmentera nécessairement plus vite encore dans l'avenir, à mesure que nos besoins deviendront plus variés.

La même difficulté se présente dans la production des autres espèces de matières premières. Nos forêts naturelles cesseront bientôt de nous donner la quantité de bois qui nous est nécessaire. Pour que le prix du bois se maintienne à un taux raisonnable, il faudra donc qu'une production artificielle vienne combler l'insuffisance de la nature, et qu'on plante un grand nombre d'arbres dans beaucoup de régions de notre pays. Car, si l'on s'en tient à ce que nous donne

la nature, le bois de construction sera bientôt chez nous à un prix excessif, qui s'élèvera encore à chaque étape de notre histoire.

La laine nous fournit aussi une autre preuve de ce que nous avançons. A notre époque, la plus grande partie de la laine que nous employons est produite par des nations à demi-civilisées, dans des régions éloignées, comme l'Australie ou les parties du Far-West qui ne sont pas encore très peuplées.

Or, il est absolument impossible que ces sources naturelles puissent suffire à donner satisfaction à la demande toujours croissante, sans que le prix de la laine s'élève. La superficie de l'Australie est bornée, et, qui plus est, la portion de son territoire consacrée à la production de la laine ira toujours en diminuant graduellement.

Le développement de l'agriculture doit, en effet, avec le temps, réduire la superficie du terrain employé exclusivement à l'élevage des moutons. Les habitants de l'Australie se plaignent autant d'être obligés de se consacrer à la production de la laine que les peuples du Nord souffraient, jadis, d'être enchaînés à la nécessité de cultiver le blé. Ils savent quelle part considérable des forces productives de leur sol est gaspillée, tant que l'élevage des moutons reste leur industrie principale. Aussi, le développement de la vie nationale et l'esprit d'indépen-

dance feront bientôt naître en eux le désir d'une politique plus active, grâce à laquelle leurs industries seront diversifiées et leur sol employé à de meilleurs usages. Par suite, l'offre de laine provenant de cette contrée sera de plus en plus limitée, et nous devons nous attendre à payer ce produit à un prix de plus en plus élevé, jusqu'à ce que les races les plus civilisées se décident à mettre l'élevage du mouton en rapport avec leur agriculture.

C'est dans la production de la laine qu'une confiance aveugle dans le libre-échange constitue l'erreur la plus grave. L'Angleterre a exempté la laine de tout droit pour l'obtenir à meilleur marché ; cependant, au bout de 30 ans, le prix en avait augmenté de 50 0/0. Même au taux relativement peu élevé où elle est aujourd'hui, elle est encore aussi chère qu'avant l'établissement du libre-échange. Tous les pays du globe qui ne peuvent se livrer qu'à l'élevage des moutons ne sont pas suffisamment étendus pour fournir toute la laine nécessaire à la consommation du monde, et c'est une illusion que de s'attendre à payer ce produit moins cher tant qu'il nous viendra de semblables sources.

La même vérité se révèle dans la production du fer aussi bien que dans celle du charbon. Les mines de l'Angleterre qui, dans le passé, ont fourni au monde entier une partie si consi-

dérable du fer dont il avait besoin, commencent maintenant à s'épuiser ; du moins ont-elles atteint l'extrême limite de leur productivité. Nous devons donc nous attendre à une hausse constante du prix des articles de quincaillerie, à moins que de nouvelles régions ne se développent en Amérique, jouissant de toutes les conditions favorables à l'industrie du fer. Il est en effet, indispensable que les hauts-fourneaux se développent dans notre pays pour que le prix du fer se maintienne à son taux actuel ou pour qu'il subisse une baisse quelconque.

Ainsi, le progrès de notre civilisation dépend de la baisse du prix des denrées et des matières premières ; mais c'est commettre une grande erreur que de prétendre que le libre-échange et une politique passive puissent conduire à ce résultat. Ce n'est pas seulement, en effet, la hausse des prix qui force les producteurs à recourir à de meilleures méthodes de production. Le libre-échange a séparé si complètement leurs intérêts de ceux des consommateurs que, lors même que ceux-ci demanderaient davantage de denrées alimentaires et de matières premières, les producteurs n'en seraient pas plus portés qu'auparavant à améliorer la production. Aujourd'hui, sans doute, les producteurs réalisent un petit bénéfice en raison des prix très élevés que les consommateurs sont obligés de payer ; mais

ce sont les monopoles qui absorbent la différence entre le prix de production et les prix de consommation, et qui empêchent ainsi que la production des denrées et des matières brutes ne se transforme comme elle le ferait si un juste prix lui était assuré.

Une politique active, au contraire, peut obtenir ce qu'un taux élevé des prix ne peut réaliser à lui seul. Elle peut faire, en effet, que de nouveaux produits soient demandés, et mettre ainsi la terre à même d'être consacrée aux usages auxquels elle convient le mieux. Augmentez, par exemple, la variété des produits, et l'agriculture pourra devenir plus prospère, lors même que les prix actuels seraient maintenus. Forcez, au contraire, par le libre-échange, le cultivateur à consacrer sa terre à une culture unique, et les prix les plus élevés ne compenseront pas la perte résultant pour lui de la diminution de fertilité du sol. Car le cultivateur a tout intérêt à vendre à leur juste prix un grand nombre de produits, et non pas à vendre à des prix très élevés un produit unique : son intérêt s'harmonise donc avec celui du consommateur. La seule politique qui puisse apporter la prospérité à l'un et à l'autre, c'est celle qui ouvre de nouveaux débouchés pour toute espèce de denrées et de matières brutes, dans des conditions telles que les hommes civilisés puissent

les produire. Fermez la porte à la production naturelle et grossière, et nos voisins nous vendront denrées et matières premières à un taux beaucoup moins élevé qu'auparavant.

Un devoir impérieux s'impose donc aux nations du monde les plus avancées en civilisation. Si, en effet, elles négligent de prendre les mesures nécessaires pour établir dans les pays civilisés toutes les productions actuellement détenues par des races qui ne sont civilisées qu'en partie, nous devons nous attendre à ce que le prix des matières premières s'élève graduellement et à ce qu'une part de plus en plus grande de la production totale du monde entier revienne aux propriétaires des ressources naturelles actuellement exploitées.

Il faut que toutes les industries passent aux mains des nations civilisées par l'introduction d'une production plus scientifique. Nous autres Américains, par exemple, nous devons enlever aux propriétaires du sol de ces régions favorisées et aux peuples qui les habitent tout le revenu qu'ils retirent actuellement de leur terre, avant que les régions semi-tropicales ne voient se développer en elles les conditions favorables à une culture plus scientifique.

La meilleure manière de civiliser ces contrées c'est, en effet, de remplacer leurs industries par celles des races plus civilisées. Seule, cette po-

litique peut rompre l'association des propriétaires fonciers et de l'Etat, qui maintient les peuples en état d'infériorité, et permettre aux nations d'atteindre au plus haut degré de civilisation par l'utilisation de l'intelligence et des capitaux qui sont indispensables pour les rendre, elles et les pays qu'elles occupent, plus utiles au montier entier.

CHAPITRE XII

LA CONSOMMATION DES RICHESSES

Dans les chapitres précédents, nous nous sommes préoccupés d'étudier les conditions matérielles au milieu desquelles vit le peuple américain et les moyens de rendre ces conditions plus avantageuses pour lui. Mais il existe un autre côté du développement économique de notre nation qui n'est pas moins important. Notre devoir, en effet, ne consiste pas seulement à tirer de toutes nos ressources matérielles le meilleur parti possible, pour obtenir du milieu dans lequel nous vivons tout ce qu'il est susceptible de nous donner. Nous devons aussi, dans une large mesure, nous adapter nous-mêmes à ce milieu, de manière que nos plaisirs et nos besoins puissent être aisément satisfaits à l'aide des ressources matérielles dont nous sommes entourés. Pour une nation comme la nôtre, qui n'a pour ainsi dire pas conscience de l'importance des forces productives du pays dans lequel elle vit, il est extrê-

mement important de rechercher les causes qui, actuellement, empêchent que la consommation des richesses ne soit plus variée. Il importe beaucoup de prouver que la nation américaine n'agit pas, au point de vue de la consommation, aussi bien qu'elle le pourrait faire. Pour que la consommation soit vraiment avantageuse pour le pays, il faut, en effet, qu'elle provoque, à l'égard des produits du sol, une demande assez abondante pour permettre à la culture de faire de la terre le meilleur emploi possible. Si, en utilisant pleinement toute la force productive d'une terre cultivable, on peut en retirer 200 *bushels* de blé et 500 *bushels* de maïs, alors que 500 *bushels* de blé et 200 *bushels* de maïs seulement sont demandés, il est certain que cette terre sera trop souvent consacrée à la production du blé, et ne rapportera pas tout ce qu'elle pourrait donner si la demande de blé et de maïs venait à être modifiée. La somme totale de la production du sol étant ainsi diminuée, il faudra que la nation travaille beaucoup plus pour s'approvisionner des denrées dont elle a besoin.

Il est nécessaire, aussi, d'appeler l'attention sur ce fait que notre consommation actuelle n'est point ce qu'elle restera toujours. Les aliments que nous mangeons, les vêtements que nous portons ne sont, dans une large mesure, qu'un legs du passé, transmis par nos ancêtres

alors qu'ils vivaient dans un autre milieu et sur d'autres terres. Les habitudes qu'ils avaient acquises ont fait naître en nous un goût particulier pour certaines catégories de denrées alimentaires, et sont pour nous une source de dommages en tant qu'elles nous empêchent de consommer certains produits dont la culture pourrait être aujourd'hui très avantageuse pour nous. Or, nous sommes, à l'heure actuelle, en train de transformer complètement notre alimentation. Il suffit, pour s'en convaincre, d'entrer dans une épicerie quelconque. Il y a vingt ans, les magasins ordinaires ne contenaient que quelques articles courants, consommés par toutes les classes du peuple. Ces articles, avec la viande, les pommes de terre et le pain, formaient alors la seule nourriture en usage dans le pays. Aujourd'hui, chaque épicerie contient une grande variété d'articles qu'on n'y trouvait point dans la période précédente. Or, la variété des produits mis en vente n'augmenterait point aussi rapidement si notre nation ne demandait pas en même temps pour son alimentation une quantité toujours plus grande de denrées nouvelles.

Ces changements survenus dans l'alimentation sont dûs surtout à la baisse considérable des prix d'un grand nombre d'articles que, jadis, le peuple ne consommait qu'en petite quantité,

en raison de leur cherté. Tels sont, surtout, les sucres. Les transformations survenues dans ces dernières années ont réduit le prix du sucre d'au moins cinquante pour cent. Aujourd'hui le sucre peut être produit à aussi bon marché que la farine. Il est facile d'en juger les conséquences; c'est pour cela que, de nos jours, une grande partie de notre nourriture est accommodée avec du sucre, et nombre de denrées sont ainsi rendues agréables au goût qui, jadis, paraissaient détestables. La rapidité des transports, par exemple, due à l'emploi de la vapeur, a considérablement abaissé le prix de tous les fruits dans notre pays, ce qui a permis à tous les habitants d'en faire entrer beaucoup d'espèces dans leur alimentation. Or, on en consomme d'autant plus que le sucre est à meilleur marché : car les fruits sucrés sont beaucoup plus faciles à conserver et plus agréables à manger.

Pendant longtemps, l'état de nos relations commerciales nous a empêchés de conformer notre consommation, comme il l'aurait fallu, aux conditions du milieu dans lequel nous vivons. Les premiers colons d'un pays sont obligés de produire avant tout ce qu'ils peuvent exporter, — articles ayant une grande valeur sous un petit volume. Ainsi, tant que les principales denrées cultivées en Amérique furent le maïs, le tabac, et le blé, notre nation ne put faire que de très

faibles progrès dans la voie de son adaptation aux conditions du pays.

Il était naturel aussi que les premiers colons venant des autres contrées dussent donner la préférence aux produits consommés dans leur pays d'origine, et qu'ils eûssent des préventions contre toute autre espèce de nourriture que celle à laquelle ils étaient habitués. C'est ce qui fait que la consommation du maïs est encore si peu considérable en Amérique.

Il est vraiment regrettable qu'une denrée qui convient si bien à notre sol soit restée si complètement en dehors de notre consommation, par suite des habitudes et des mœurs que nos ancêtres avaient acquises ailleurs, dans des régions où le maïs ne peut être cultivé avec profit. Si nos ancêtres étaient venus d'un pays producteur de maïs, ils n'auraient point été ainsi prévenus contre lui, et notre consommation se fût plus rapidement adaptée aux conditions particulières de notre sol.

L'influence des habitudes contractées en Europe se manifeste aussi bien dans notre manière de nous vêtir que dans notre alimentation. Nos ancêtres furent élevés dans des régions où l'on produisait beaucoup de laine et où l'on ne connaissait pas le coton. Or, de nos jours, la valeur relative de la laine et du coton s'est complètement modifiée. La laine est devenue beau-

coup plus chère, tandis qu'au contraire l'emploi des machines a considérablement fait baisser le prix des articles de coton. Mais nous, nous sommes habitués à nous vêtir comme nous le faisions à l'époque où la laine était à bon marché, ou pour mieux dire était l'unique produit en usage. Si nos ancêtres étaient venus d'une contrée où le coton eût été couramment employé, c'eût été avec des étoffes de coton et non pas avec des étoffes de laine que nos vêtements de dessus eûssent été confectionnés. Ainsi, c'est sous l'action des habitudes et des mœurs que nous nous servons d'étoffes de laine, alors que nous pourrions être convenablement et chaudement habillés à bien meilleur marché. Je parle ici spécialement de nos vêtements de dessus. Nous pourrions aussi bien obtenir la chaleur qui nous est nécessaire pour supporter notre climat si rigoureux pendant l'hiver en employant de la laine uniquement dans nos vêtements de dessous : car ce genre de lainages est encore très bon marché et peut être facilement fabriqué en Amérique. Nous pourrions donc obtenir à peu de frais une chaleur plus grande. Au contraire, les laines longues avec lesquelles nos vêtements de dessus sont confectionnés sont devenues très chères. Aussi ces vêtements finiront-ils forcément par être remplacés par d'autres qui nous coûteront moins cher, probablement

par des vêtements de coton, à moins toutefois que l'avenir ne nous apporte des étoffes mieux en rapport avec le bon goût. Déjà cette transformation de notre habillement a été en partie réalisée. Ainsi les femmes se servent davantage qu'autrefois de calicot et de mousseline, et les ouvriers eux-mêmes ont trouvé que la chaleur et le bon marché peuvent très-bien se combiner en employant des vêtements de dessous en lainage, recouverts d'un veston et d'un pantalon de coton. Ceux-ci protègent ceux-là contre l'usure et la boue, et peuvent être remplacés à peu de frais quand ils sont usés. Il est, en effet, très faux de croire, comme on le fait communément, que les vêtements de coton ne peuvent être chauds. Jadis, lorsque le coton fut introduit pour la première fois dans le commerce, on l'employa à la place du lin; et pour le rendre aussi complètement semblable que possible à ce dernier produit, on eut soin de lui donner un très grand fini. Sans doute, la manière dont il est tissé et filé rend froids les vêtements qu'il sert à confectionner. Mais le coton ressemble à la laine encore plus qu'au lin, et toute étoffe qui, fabriquée avec du coton, est restée moëlleuse, ressemble tout à fait à une étoffe de laine. Aussi emploie-t-on de plus en plus le coton pour nos vêtements d'hiver, et le jour n'est pas très éloigné où la laine entrera beau-

coup plus de nom que de fait dans la confection de la plupart d'entre eux.

Quant au développement de la tempérance et à ses effets sur l'alimentation du peuple Américain, il peut encore fournir une preuve excellente des transformations qui s'opèrent de nos jours dans notre consommation. Autrefois, alors que nos ancêtres avaient pris en Europe l'habitude de boire beaucoup, le prix de l'orge et du seigle, qui servaient à fabriquer la plus grande partie des boissons consommées, restait très peu élevé. Le peuple, en effet, n'avait pas d'autre moyen d'utiliser ces denrées que d'en faire des liquides. Peu à peu, l'augmentation sensible survenue dans la demande de denrées alimentaires a élevé le prix de tous les produits dont la bière et l'eau-de-vie sont extraits.

Par suite, les liquides, qui étaient les moins chers de tous les produits que nos ancêtres consommaient, sont devenus aujourd'hui un produit coûteux, comparativement au prix des autres objets d'alimentation. Aussi, lors même que nous ne serions pas devenus plus sobres, le changement dans le prix des produits qui entrent dans la composition des liquides aurait suffi à faire diminuer la consommation. Et c'est même parce que le prix des produits consommés par les buveurs sont devenus plus chers que les denrées servant à l'alimentation des hommes sobres,

que nous avons été de plus en plus portés à pratiquer la tempérance. Les hommes sobres, en effet, jouissent aujourd'hui d'un avantage économique considérable sur les consommateurs de boissons, et cet avantage ira toujours en augmentant, à mesure que notre nation consommera davantage de denrées à bon marché.

Peut-être serait-il possible de montrer mieux encore ce que j'entends par l'influence du milieu économique dans lequel nous vivons sur notre consommation en observant les transformations qui se produisent de nos jours dans les différentes races de bétail. Les porcs, les moutons, les bêtes à cornes, aussi bien que les hommes, sont chez nous d'importation européenne. Mais les animaux n'ont pas à surmonter les habitudes ni les préventions des hommes avant de pouvoir être adaptés aux conditions nouvelles qui leur sont faites. Des races nouvelles se sont donc très rapidement développées, surtout en ce qui concerne les chevaux, les porcs et le gros bétail : aussi nos animaux sont-ils aujourd'hui mieux appropriés que jadis aux conditions de notre pays. Ceci est vrai particulièrement pour le porc. Le porc de l'Ouest, par exemple, est un animal très différent de celui qu'on rencontre partout ailleurs. Il s'est adapté très vite au climat en se nourrissant de maïs. Il en est de même pour le gros bétail, mais à

un degré moindre. Quant à ce qui concerne l'élevage du mouton, il présente des difficultés, vu que le mouton ne s'est pas encore adapté aux conditions de notre pays : nous n'avons pas, jusqu'ici, une race de moutons proprement américaine qui puisse s'habituer à notre climat et se nourrir des produits qui conviennent le mieux à notre sol.

Il n'est pas jusqu'à la couleur de nos vêtements qui ne nécessite des modifications considérables pour que notre adaptation aux conditions de notre pays soit complète. Les conditions du sol et du climat, en effet, déterminent la couleur qu'il est préférable d'adopter. Les couleurs variées que les compagnies de chemins de fer emploient pour peindre leurs wagons et leurs contructions en sont une preuve manifeste. Dans chaque région, il faut une couleur différente pour que les wagons soient en état de mieux supporter les changements de température et de climat auxquels ils sont soumis.

Remarquez aussi les changements qui ont été apportés dans la peinture de nos maisons et de nos fermes. Jadis le blanc était considéré comme la seule couleur qui pût convenir à une maison d'habitation. Mais le blanc est la couleur qui convient le moins au climat sec et poussiéreux de l'Amérique, et l'économie aussi bien que le goût nous ont forcés à faire usage d'autres cou-

leurs mieux appropriées aux conditions de notre climat. Même dans nos vêtements, il faut que nous arrivions à diminuer peu à peu la quantité de blanc que nous portons. L'usage des vêtements blancs convenait bien, en effet, au climat humide de l'Europe sous lequel habitaient nos ancêtres et auquel ils s'étaient habitués : ce fut là ce qui nous fit préférer le blanc tout d'abord. Mais, peu à peu, nous avons remplacé cette couleur par d'autres qui convenaient mieux aux conditions de l'Amérique, et tous nos vêtements blancs finiront par céder la place à d'autres qui s'harmoniseront mieux avec les conditions de notre milieu économique.

En outre, pour que nous fassions de l'ensemble de notre sol l'emploi le plus avantageux, il faut nécessairement que nous consommions une plus grande variété de produits. Actuellement, d'immenses étendues de terres ne peuvent être utilisées parce que la nation ne consomme aucune des denrées qui leur conviennent le mieux. Tant que, sur notre marché intérieur, il ne sera pas demandé d'autres denrées alimentaire que les produits très simples auxquels nos ancêtres étaient accoutumés en Europe, nous ne pourrons utiliser autrement que dans une faible mesure toutes les parties de notre territoire auxquelles la culture du blé et l'élevage du bétail ne conviennent pas très-bien. A l'heure

actuelle, notre population est agglomérée dans les régions les mieux appropriées à la production des céréales, et, dans ces régions mêmes, il n'y a de bien cultivées que les parties auxquelles convient ce genre de production. Quand nous aurons sérieusement modifié la nature de nos consommations, de manière à ce qu'elles portent sur une variété beaucoup plus grande de denrées appropriées à notre sol, des centres de population s'établiront dans des régions nouvelles. qui sont actuellement peu peuplées. Quant aux contrées qui sont dès maintenant occupées, leur productivité sera aussi sensiblement accrue par l'établissement d'une rotation des cultures plus conforme au but à atteindre.

Il est très important de montrer spécialement ici comment la demande des denrées alimentaires que nous consommons peut être considérablement accrue sans que les prix s'élèvent; car nous verrons ainsi comment, à mesure que notre population s'accroît, des aliments peuvent être fournis aux nouveaux arrivants sans que pour cela il y ait, dans la répartition des biens, des inégalités telles que tout progrès en soit entravé. Il est regrettable, à ce point de vue, que la nation américaine, prenant à son compte, sans s'en douter, une opinion venue d'Europe, mette exclusivement sa confiance dans l'accroissement du machinisme pour favoriser le progrès,

sans voir combien il serait utile, à cet égard, d'apporter des modifications dans la consommation des richesses. En réalité, en adaptant notre consommation aux conditions de notre pays, nous pourrions améliorer la situation de notre nation beaucoup plus qu'à l'aide de toutes les machines qu'il est possible d'inventer. Assurément, une grande amélioration a déjà été réalisée, lorsque le développement de notre système de voies ferrées a permis d'employer les terres de l'Ouest à la culture du blé. Mais des changements dans notre consommation peuvent faire plus encore, à cet égard, que n'a pu donner le développement de nos chemins de fer. Quand notre sol sera consacré à la production de denrées autres que le blé, sa productivité sera grandement accrue ; par suite, on verra s'élever le revenu moyen du travail, lors même que la population continuerait à augmenter rapidement. Ainsi, les parties de notre territoire qui sont actuellement employées à la culture du tabac conviennent également bien à différentes espèces de denrées. Supposons que la nation américaine vienne à modifier ses goûts et à demander des fruits au lieu de tabac, ce qui permettrait d'utiliser ces régions à la production des fruits et non plus à celle du tabac, combien la force productive de la nation n'en serait-elle pas accrue ? Sans aucun doute, une population dix

fois plus considérable que la population actuelle pourrait être supportée par les mêmes régions, si le sol y était employé à la production des fruits et d'autres denrées similaires, au lieu d'être réservé à la culture du tabac.

Supposons encore qu'il se produise un changement dans la demande de la nation relativement à l'eau-de-vie de grain, le sucre étant désormais plus demandé que le whisky. Les mêmes terres qui fournissent actuellement le grain nécessaire à la fabrication du whisky conviennent également bien au sorgho d'où l'on tire le sucre. N'est-il pas facile de voir dès lors combien serait accrue la force productive de la nation si nous venions à cesser de consommer du whisky, et si nous adoptions, en échange, un régime dans lequel le sucre prendrait une plus large place.

Si l'on veut bien peser toutes ces considérations, on verra clairement quels changements considérables notre nation doit réaliser dans sa consommation avant d'être définitivement adaptée aux conditions du pays. En nous efforçant de rester Européens, et en conservant, aussi longtemps que possible, nos vieilles habitudes et nos mœurs d'autrefois, nous diminuons la productivité du sol de l'Amérique, et nous abaissons le taux moyen du revenu du travail à un niveau beaucoup plus bas qu'il ne devrait être. En

outre, cet attachement tenace aux vieilles coutumes tend aussi, d'une manière très sensible, à conduire prématurément la nation américaine vers un état statique, auquel elle resterait si fortement enchaînée par ses habitudes et ses mœurs qu'elle ne pourrait surmonter ensuite les obstacles de nature à l'empêcher de tirer de son sol le meilleur parti possible. Tant que prévaudra cette tendance, nous gaspillerons une grande partie de notre capital et de notre travail, en utilisant notre sol à des cultures qui nous deviendront inutiles plus tard, lorsque nous serons mieux adaptés à notre milieu. Un grand nombre des terres des Etats de l'Est, par exemple, n'auraient jamais été cultivées si notre alimentation était bien en harmonie avec les conditions de notre sol. Les terres légères de nos collines conviennent souvent mieux aux céréales que les vallées les plus fertiles de ces régions. Ce sont donc les terres les plus pauvres qui sont actuellement les plus utilisées, et les sommes considérables de capital et de travail qu'il a fallu dépenser pour les mettre en culture seront totalement perdues quand d'autres denrées, mieux appropriées au sol des vallées, viendront à être demandées par la nation.

La civilisation américaine a donc devant elle toute une série de problèmes à résoudre avant que le prix de tous les produits alimentaires

qu'elle consomme ne puisse s'abaisser. Il faut que la production naturelle et grossière dont nous faisons si grand usage actuellement soit remplacée par une production scientifique dans toutes les régions, les unes après les autres. A mesure qu'un article quelconque, produit à l'aide de procédés naturels et grossiers, vient à être plus demandé, son prix s'élève jusqu'à ce qu'il existe des motifs assez puissants pour que la production scientifique triomphe des obstacles placés sur sa route et prenne la place de cette production naturelle.

Une politique passive de la part de la nation ne peut empêcher la hausse du prix des articles ainsi produits. Elle ne fait que retarder l'avènement de la production scientifique et prolonger la période pendant laquelle les prix restent élevés. Nous aurions, en définitive, un grand avantage à ce qu'une politique active de la part de notre gouvernement fît hausser les prix des produits agricoles que nous obtenons actuellement par des moyens naturels, de manière à encourager davantage la production scientifique. Il n'est pas probable que notre nation modifie de sitôt, en quelque manière que ce soit, la nature des produits alimentaires qu'elle consomme, ni qu'elle abandonne les denrées obtenues par des moyens naturels pour en consommer d'autres mieux appropriés à notre sol

et nécessitant une production plus scientifique ; pour qu'il en soit ainsi, il faudra que le prix actuel de ces produits s'élève considérablement, soit par l'action du gouvernement, soit par l'effet d'une augmentation de la demande provenant elle-même de l'accroissement de la population. Heureusement, cette période de hausse des prix finira fatalement par arriver, et il appartient à la nation américaine de décider si elle veut attendre, par une politique passive, qu'une inégale répartition des richesses rende indispensables les changements dans la consommation par lesquels elle doit nécessairement passer, ou si elle préfère, par une politique sage, hâter l'avènement de cette période et écarter les obstacles qui barrent encore la route à ces transformations.

Toute hausse du prix des principaux produits consommés rend plus rapides les changements qui se réalisent dans la consommation elle-même.

Lors même que des droits viendraient à être imposés sur ces produits, notre développement s'en trouverait favorisé.

Ces droits, en effet, retomberaient sur la partie la moins progressive de la société, qui ne modifie point sa consommation.

Car la partie la plus progressive fait usage des produits nouveaux mieux appropriés aux conditions du pays ; par là, elle évite les droits,

et, de plus, en réalité, elle augmente la productivité de son travail. Les droits sur le tabac et les liquides ont une valeur particulière à ce point de vue ; ils ont beaucoup contribué à faire diminuer la consommation non seulement de ces produits eux-mêmes, mais aussi de toutes les denrées consommées par ceux qui en font usage.

Nous pouvons maintenant opposer plus complètement qu'auparavant les différentes conceptions que supposent l'état dynamique et l'état statique d'une nation. L'état statique implique une diminution constante du taux du revenu du travail, provenant de ce que les emplois auxquels la nation a recours sont de moins en moins avantageux.

Dans une société dynamique, au contraire, la hausse temporaire des prix de certains produits est suivie de tels changements dans la consommation et dans la production que, peu à peu, on arrive à produire à meilleur marché, grâce à l'emploi des méthodes scientifiques. Tout mouvement de hausse des prix renverse ainsi quelques-unes des vieilles barrières qui s'opposent aux transformations de la production et de la consommation, transformations qui permettraient à la nation de mieux s'adapter aux conditions économiques du pays. Dans l'état statique, les prix haussent lentement, mais ils ne

baissent jamais ensuite d'une manière permanente. Dans l'état dynamique, au contraire, ils montent plus rapidement, mais cette hausse est suivie de changements dans la production et la consommation qui les font de nouveau descendre plus bas qu'auparavant. Il existe donc toute une longue période pendant laquelle les tendances de ces deux états sociaux différents sont en opposition complète. Dans l'état statique, on constate une hausse constante des prix de tous les articles qui tendent à devenir des monopoles naturels ; dans l'état dynamique, au contraire, ces mêmes articles, par l'effet des changements survenus dans la consommation et la production, subissent une baisse constante, bien que, pour hâter la réalisation de ces changements, il soit indispensable que leur prix reste élevé pendant un temps plus ou moins long.

CHAPITRE XIII

LE CRITÉRIUM D'UNE PRODUCTION EFFICACE

Une politique nationale doit tendre, comme le veut la nation elle-même, à rendre le travail aussi productif que possible. Il est donc indispensable de trouver à quelles conditions la production devient efficace, pour bien montrer quel est l'avantage relatif de ses différents modes. Ordinairement on prend pour base, à ce point de vue, les résultats dont le prix des produits donne la mesure. Mill a prétendu, et d'autres économistes se sont rangés à son avis, que lorsqu'un industriel peut vendre ses produits meilleur marché que ses concurrents, c'est une preuve infaillible que sa production est plus efficace, qu'il fait un meilleur emploi de l'habileté de ses ouvriers et qu'il obtient un produit plus considérable pour un même travail. Mais cette preuve n'est bonne que dans une société à l'état statique. Là, en effet, où la productivité de chaque ouvrier et les modes de production en usage

sont des quantités fixes, l'adaptation de la société à des conditions telles que le bon marché s'ensuive conduira peut-être aux meilleurs résultats. Mais si nous prenons en considération une société à l'état dynamique, cette preuve ne suffit plus, une autre nous est certainement nécessaire. Dans une société semblable, en effet, nous ne pouvons considérer la productivité actuelle des différentes classes de travailleurs comme une quantité permanente et fixe, pas plus que la productivité du sol ou des autres ressources naturelles. Là tous les éléments qui tendent à augmenter le total de la production sont en perpétuel changement, et nous ne devons pas seulement avoir égard à l'état actuel de la production et aux moyens de rendre plus productif le travail des ouvriers d'aujourd'hui : il nous faut aussi prendre en considération les meilleurs moyens d'augmenter, pour l'avenir, la force productive du travail et la puissance productive du sol et des autres richesses naturelles.

Par le bon marché, on peut apprécier les résultats de la production ; lorsque, au contraire, la nécessité d'un état dynamique se fait sentir, c'est une preuve de la puissance de produire que la nation possède. Nous devons donc mettre en opposition la puissance productive et l'efficacité de

la production, de manière à trouver un critérium différent pour chacune.

Il faut évaluer le taux de productivité d'après les résultats obtenus dans chaque industrie particulière, et la force productive d'après le revenu moyen de toutes les industries réunies. Sans doute, si la force productive augmente, c'est que les qualités industrielles de la nation se développent, ou qu'un plus grand nombre de ces qualités sont mises à profit. La nation fait peut être un plus grand usage d'adresse, d'intelligence, de prévoyance, de capital, de tout ce qui témoigne d'une civilisation plus avancée : mais cette civilisation, dont bénéficient les différentes industries, ne leur donne pas à toutes une égale augmentation de revenu. Telle augmentation de la force productive peut avoir pour résultat un accroissement considérable de l'efficacité de la production dans une industrie déterminée, et un accroissement beaucoup moins sensible dans une autre. Pour évaluer la force productive, nous devons donc avoir égard au taux moyen de son augmentation dans l'ensemble des industries de la nation, et non pas à l'augmentation obtenue par chaque industrie particulière, comme nous le faisons pour l'efficacité de la production. Elle ne saurait être, en effet, calculée d'après les résultats de chaque industrie prise séparément, parce qu'il n'est

pas toujours facile de constater les résultats qu'elle produit dans une industrie considérée en particulier. Elle est, en somme, une conséquence du degré de civilisation générale de la nation : c'est donc d'après le degré de civilisation de la nation qu'elle doit être évaluée. C'est, en effet, la civilisation qui est la cause efficiente de l'intelligence, et c'est l'intelligence qui donne la force productive. Si ce raisonnement est juste, alors la capacité et l'intelligence de la nation, autrement dit le degré de civilisation auquel elle est parvenue, sont un critérium de l'efficacité de sa production bien plus exact que le bon marché des objets qu'elle produit.

Ce n'est point dans le prix que se manifeste l'augmentation de la force productive, sauf dans les cas où elle accroît la productivité du travail dans une industrie plus que dans une autre. Les prix, en effet, ne baissent pas, si les salaires s'élèvent aussi vite que l'augmentation de la force productive le permet. Si, par exemple, le travail nécessaire à la production de toutes les marchandises est diminué de 15 pour cent, les prix ne changeront pas. Mais si, avec la même moyenne, la diminution du travail est égale à 20 pour cent dans la production d'une partie des marchandises tandis que, dans la production des autres, elle

est seulement de 10 pour cent, le prix des produits de la première catégorie baissera de dix pour cent. C'est donc que le bon marché permet seulement d'apprécier dans quelle mesure l'augmentation de la force productive varie entre les différentes industries : il ne nous fait pas connaître l'augmentation totale.

Si nous supposons la nation parvenue à un degré de civilisation plus élevé, le prix de quelques-uns de ses produits haussera, mais en même temps la force productive, dans son ensemble, sera tellement accrue que la nation pourra garder pour elle une plus grande quantité de ces produits, même s'ils sont plus chers. Le prix de certains articles s'élevera parce que, de l'augmentation dans la force productive de la nation, il ne résulte pas un accroissement de la productivité du travail égal dans toutes les industries.

Sans doute, à mesure que la force productive augmente, on constate un progrès dans la productivité relative des différentes industries. Mais quelle que soit l'époque du développement de la nation, la productivité du travail, dans quelques industries considérées en particulier, augmente très rapidement, tandis que, dans d'autres, elle reste stationnaire. Ainsi, il peut se faire qu'à une étape quelconque de ce développement la productivité du travail dans la fabrication des

articles de coton soit doublée, tandis que des changements à peine sensibles se manifestent dans l'industrie du fer ou de la soie. Que la force productive vienne à augmenter de nouveau, pendant une seconde période, et la productivité du travail dans l'industrie du fer pourra s'accroître rapidement, tandis qu'elle restera à peu près la même dans l'industrie de la soie et dans celle du coton. Viendra ensuite une troisième période dans laquelle, peut-être, l'augmentation de la force productive aura son plein effet uniquement dans la production de la soie. La productivité du travail des ouvriers occupés à cette industrie s'accroîtra rapidement, tandis que, chez des ouvriers employés à d'autres travaux, elle ne sera pas sensiblement modifiée, bien qu'ils aient dans l'ensemble une force productive plus grande.

A titre d'exemple, supposons qu'une nation ait à traverser toute une série de transitions industrielles, et que chaque fois qu'elle passe d'une étape à une autre sa force productive augmente de 15 pour cent. Supposons, en outre, que, lorsqu'elle passe de la première à la seconde étape, on fasse l'évaluation de la productivité du travail et qu'on obtienne les résultats suivants : le travail donnant un produit A augmente en productivité de 5 pour cent, celui auquel est dû un second article

B de 10 pour cent, celui qui fournit l'article C de 15 pour cent, celui qui produit un article D de 20 pour cent, enfin celui qui donne un cinquième produit E de 25 pour cent, ce qui fait une augmentation moyenne de 15 pour cent. A la seconde étape, les produits A et B coûteront donc plus cher qu'auparavant, C se paiera le même prix, tandis que D et E se vendront meilleur marché. Remarquez que cette augmentation de la force productive placerait la nation dans une situation désavantageuse par la production de A et de B, tandis qu'elle augmenterait son profit par la fabrication de D et de E.

Supposons encore que, par une nouvelle augmentation de la force productive de la nation, la productivité du travail auquel est dû l'objet A s'élève de 40 pour cent au-dessus de ce qu'elle était à la première étape du progrès industriel, qu'en même temps la productivité du travail produisant l'article B s'élève de 20 pour cent, tandis que celle du travail qui donne le produit C augmente de 30 pour cent, celle du travail produisant D de 25 pour cent, enfin celle du travail produisant E de 30 pour cent, ce qui donne une seconde augmentation moyenne de 15 pour cent. Le produit A sera maintenant moins cher que dans la première période du développement industriel, C et E seront au même prix, tandis que B et D seront plus chers qu'aupara-

vant. Dans la seconde période, la nation était en perte en produisant A et B : dans cette troisième période, au contraire, elle sera en perte en produisant B et D, parce que la force productive ainsi accrue ne donne pas, quand elle est appliquée à ces articles, des résultats aussi considérables que dans la production des autres objets. Ainsi, pendant la seconde période, la nation aurait avantage à produire D et E, tandis que, dans la troisième, elle gagnerait beaucoup plus en fabriquant A. En d'autres termes, le passage de la seconde à la troisième période changerait la direction du travail de la nation, qui se porterait de la production de D et de E à celle de A. Aussi, bien qu'à chaque période nouvelle quelques-uns des articles soient plus chers qu'auparavant, cependant, comme il y a eu en même temps augmentation de la force productive, la nation n'en a pas moins, dans l'ensemble, réalisé un bénéfice ; car la moyenne des habitants peut maintenant acheter un plus grand nombre de produits.

Peut-être pourra-t-on mieux saisir ma pensée, si l'on veut bien se reporter au petit tableau suivant :

Moyenne de l'augmentation	I	II	III	IV	V	VI
	......	15 %	30 %	45 %	60 %	75 %
A..........	100	105—	140	145	150—	178
B..........	100	110—	120—	160	170	180
C..........	100	115	130	135—	165	170—
D..........	100	120	125—	140—	160	185
E..........	100	125	135	145	155—	165—

Dans ce tableau, les chiffres romains indiquent les étapes successives du développement industriel dans chacune desquelles la force productive a augmenté de 15 0/0. Les lettres représentent les différents articles produits par le travail de la nation.

Dans la première période, la force productive de celle-ci, pour chaque article, est calculée sur la base de 100 pour 100, et le tableau permet de constater dans quelle proportion elle augmente dans les périodes suivantes, en examinant quelle est, à chaque étape successive, la mesure de cette augmentation pour chaque marchandise. Remarquez, en effet, que la productivité du travail, appliquée à la fabrication des différents objets, varie à chaque période du développement industriel. Ces changements se

produiront nécessairement tant que la force productive de la nation continuera à s'accroître, parce que chacune de ces augmentations donne des résultats différents pour chaque espèce de travail.

Pour montrer plus clairement dans la production de quels articles le travail à chaque période se fait à perte, j'ai placé le signe *moins* à côté du chiffre représentant ces articles, dans chaque colonne où le travail est relativement le moins productif. De cette manière, on peut voir que, pendant les cinq périodes successives, chaque article est, à deux reprises différentes, produit à perte, ce qui prouve très clairement quelle action considérable est exercée, dans un état dynamique, pour faire passer le travail d'un emploi à un autre.

Supposons encore, en prenant deux sociétés pour exemple, que l'une d'elles reste à l'état statique, pendant la première période, tandis que la seconde est à l'état dynamique et franchit successivement les diverses étapes que je viens d'indiquer. A chaque étape nouvelle, certains articles coûteront moins cher dans la société statique que dans la société dynamique, et, par suite, on constatera dans la seconde une tendance à abandonner la production de ces objets. Mais, à chaque période du développement industriel, ce sont les articles nouveaux qui sont

à bon marché, tandis que ceux qui étaient à bas prix précédemment deviennent chers. Or, s'il s'établit des échanges entre les deux sociétés, le travail de la nation dynamique sera contraint de recourir désormais à de nouveaux emplois, et celle-ci perdra tout le bénéfice du travail et du capital dépensés pour développer les industries dont les produits sont maintenant relativement chers. Il y aura alors déperdition continue de capital et de capacité de la part des producteurs, qui cesseront de produire certains articles et qui subiront d'autres pertes non moins sérieuses à raison de la nécessité où ils se trouvent d'écarter certains obstacles avant de produire les objets nouveaux plus rémunérateurs. Mais, à la prochaine étape du progrès industriel, ces articles, qu'on aura cessé de produire, seront peut-être ceux pour lesquels le travail sera le plus productif, puisqu'il pourra se faire que l'augmentation de la force productive accroisse beaucoup plus l'efficacité de leur production que celle de la production des autres. Dans ce cas, il faudra supporter à nouveau les frais nécessaires pour rétablir dans le pays les industries disparues. En outre, comme une partie du travail et du capital aura passé des industries de l'âge précédent à celles de la période suivante, la nation subira de ce chef une nouvelle perte non moins sensible.

Si nous prenons le bon marché comme critérium de la productivité, dans la seconde période le produit A disparaît et nous le retrouvons seulement à la troisième ; à la seconde étape, c'est D qui disparaît, pour réapparaître à la quatrième ; enfin, à la quatrième période, C disparaît pour reprendre sa place à la cinquième.

De ces faits, il résulte que pour une nation qui passe successivement par une série d'étapes dynamiques, une bonne politique nationale doit être fondée sur des considérations différentes de celles qui guident une nation restée à l'état statique. Le peuple ne doit pas se préoccuper uniquement de la productivité actuelle de son travail ; il lui faut évaluer aussi les pertes à subir et les profits à réaliser en passant d'une étape à une autre, au cours de son évolution industrielle. Il doit enfin considérer qu'une industrie qui ne produit qu'à perte à telle étape de son développement reprendra, peut-être, aux périodes suivantes la place dans laquelle la productivité de son travail donnera le maximum de ce qu'elle peut atteindre.

Une autre cause encore oblige une nation dynamique à maintenir en activité les industries dans lesquelles, pourtant, la production se fait à perte. Les industries plus particulièrement mécaniques, qui n'exigent qu'une faible quantité

de travail, conviennent aux civilisations les moins avancées; mais plus une industrie fait usage de machines, plus elle a de chances, grâce à des inventions nouvelles, d'être transformée en une industrie bien en rapport avec un très haut degré de civilisation. Comme le capital et l'habileté finissent toujours par se substituer au travail grossier des civilisations primitives, c'est toujours la production la plus informe qui a le plus de chance de se transformer dès la première période du développement industriel de la nation; grâce, en effet, aux inventions et aux perfectionnements de toute nature, les industries primitives se transforment au point d'exiger, pour la production, une grande somme de capital et beaucoup d'intelligence de la part des travailleurs. Ainsi, les industries auxquelles une civilisation plus avancée pourra utilement consacrer son travail, à la prochaine étape du développement industriel, sont probablement celles auxquelles les sociétés les moins développées apportent actuellement leur activité. Aussi, de très grosses difficultés s'opposent-elles à la transformation des industries, à mesure qu'une nation progresse; car les industries auxquelles il faut qu'elle se consacre sont actuellement entre les mains de l'étranger. C'est ainsi que, par l'effet du progrès, il faut que l'industrie du sucre passe de Cuba en Allemagne, que la fabrication

des clous se transporte d'Angleterre à Pittsburg, et que celle des articles de coton passe de l'Inde en Angleterre; de même, l'industrie de la toile émigre de la Hollande vers l'Irlande, celle de la soie passe de la Chine en France, enfin, la construction des navires abandonne le Maine pour la Clyde.

Lorsque le travail d'une nation est consacré à un petit nombre d'emplois, il en résulte pour elle un sérieux obstacle qui l'empêche de s'élever à un plus haut degré de développement industriel, en raison de la nécessité où elle se trouve de transformer sa production et de se consacrer à des travaux très différents de ceux auxquels ses ouvriers sont actuellement occupés. C'est ce qu'on peut facilement apercevoir dans la situation actuelle des Etats du Sud. Le Sud passe, en ce moment, d'une étape industrielle à une autre; il est donc obligé de transformer son industrie et d'abandonner les principales productions auxquelles il se consacre encore pour de nouvelles.

C'est à la production du sucre, du thé, de la soie, de la laine et du fer que les habitants de cette contrée emploieront leur activité à une époque qui n'est certainement pas très éloignée de nous; or, toutes ces industries sont actuellement établies dans des régions éloignées et ne peuvent être facilement acclimatées dans le Sud. Il est

même difficile de convaincre les Américains qu'en raison de l'augmentation rapide des qualités intellectuelles des peuples du Sud il est bien désirable que de nouveaux emplois y soient créés pour le travail. Les idées libre-échangistes se sont si profondément enracinées dans leur esprit qu'ils sont amenés à supposer que les industries dont la nation jouit actuellement sont celles dans lesquelles leur travail est le plus productif. Sans aucun doute, la production du coton a été, dans le Sud, l'industrie la plus productive au temps de l'esclavage ; mais les conditions nouvelles de cette région, l'accroissement rapide des qualités intellectuelles de ses habitants et l'augmentation de son capital sont en train de produire toute une révolution industrielle qui modifiera l'avantage relatif dont y jouissent encore les principales industries.

Le dommage que fait éprouver à une nation sa marche vers le progrès se manifeste clairement dans le prix de certains produits considérés en particulier. Si, en effet, à raison de cette civilisation, il faut plus d'habileté pour produire B que pour produire A, lorsque les qualités industrielles nécessaires pour produire B seront appliquées à la production de A elles feront baisser le prix de ce dernier produit. Si la production de C exige encore une habileté plus grande, elle fera

baisser de même le prix de A et de B. Ainsi, les industries nouvelles d'une nation en progrès semblent être, tout d'abord, une charge pour elle, puisqu'il lui faut payer plus cher, afin d'atteindre le degré supérieur d'habileté indispensable pour lancer la production dans une voie nouvelle. Mais, lorsqu'elle vient à appliquer également cette habileté plus grande aux industries anciennes, le profit que celles-ci réalisent compense largement la perte résultant de la hausse temporaire des prix dans les industries nouvelles.

Lorsqu'une nation à l'état dynamique suit un développement industriel régulier, il lui est facile de consacrer son travail et son capital aux industries nouvelles dans lesquelles une force productive plus grande les rend plus efficaces. De cette manière, la marche en avant de la nation devient régulière et sûre ; elle progresse alors beaucoup plus rapidement dans son évolution économique qu'elle ne pourrait le faire si elle prenait le bas prix des produits pour critérium de la productivité de son industrie, et si elle laissait son travail se concentrer sur un petit nombre d'emplois, en dehors desquels il ne pourrait être utilisé sans qu'il en résulte pour elle un trouble sérieux et des frais considérables. Ce qui rend le libre-échange particulièrement dangereux, c'est sa tendance à contrain-

dre chaque nation à concentrer son activité sur un petit nombre d'industries. La force productive d'un peuple, en effet, ne peut s'accroître très rapidement tant que son travail se trouve resserré dans des limites aussi étroites. Dans chaque industrie, il n'y a alors qu'un petit nombre de qualités industrielles qui soient mises en œuvre, et la force productive d'une nation qui s'appuie uniquement sur un petit nombre d'industries est relativement faible. Sans doute, elle peut alors vendre ses produits à bas prix. Mais le travail de ses ouvriers est si peu productif qu'ils sont dans l'impossibilité d'en acheter beaucoup, en dépit du bon marché. Le libre-échange peut ainsi faire baisser le prix de certains articles, mais il réduit aussi la force productive de la nation dans une proportion telle que la nation tout entière en pâtit.

CHAPITRE XIV

L'IDÉAL DE LA CIVILISATION AMÉRICAINE DOIT-IL ÊTRE NATIONAL OU COSMOPOLITE ?

Depuis les temps les plus reculés jusqu'au XVIII[e] siècle, le développement du monde a suivi une direction nationale. Chaque nation vivait dans un isolement presque absolu, et à quelque degré de civilisation qu'elle fût parvenue, elle n'arrivait à dépasser les autres peuples que très lentement, si même elle les dépassait jamais. De cette manière, chaque nationalité avait ses idées propres et son esprit particulier d'opposition aux autres nations, ce qui retardait beaucoup les progrès du monde. Mais, au cours du XVIII[e] siècle, on vit apparaître une nouvelle manière de concevoir les choses. Les liens de nationalité perdirent la force qu'ils possédaient à l'origine, et nombre d'individus commencèrent à laisser complètement de côté toutes les marques et tous les caractères auxquels ils devaient d'être considérés comme citoyens de tel pays dé-

terminé ; ils se considérèrent eux-mêmes comme citoyens du monde plutôt que comme membres de la nation à laquelle ils appartenaient. Ils émirent alors la prétention de choisir, parmi les caractères propres à chaque nation, ce qui leur paraîtrait le meilleur, espérant introduire ainsi, dans un monde nouveau, un type d'homme portant en lui tout ce que chaque race présente de plus noble et de plus élevé. Ce changement d'attitude eut une influence énorme sur la civilisation du XVIIIe siècle, et procura aux peuples de nombreux avantages. Grâce à lui, les nations apprirent à se connaître, et chacune d'elles put acquérir quelques-unes des bonnes qualités des autres peuples.

Mais bientôt cette idée dégénéra en une espèce de dogmatisme. Ses défenseurs se firent les champions de certains dogmes précis qu'ils regardaient comme supérieurs à tous les autres. N'ayant à aucun degré le sens historique, ils pensaient que leurs opinions étaient excellentes non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour tous les temps, pour toutes les sociétés, pour toutes les conditions ; ils estimaient que leurs vues, leur manière de vivre et d'agir devaient nécessairement marquer leur empreinte sur toutes les autres races, dans tous les pays, à quelque degré de civilisation qu'elles fussent parvenues ; suivant eux, la concurrence devait

faire disparaître peu à peu les types d'hommes non appropriés à cet état statique, et ainsi le monde civilisé tout entier devait finalement se confondre en un seul et même tout, avec des idées, des doctrines et des habitudes particulières.

Cette espèce de cosmopolitisme fut le fruit du dogmatisme du dernier siècle, et fit son apparition avant que les classes élevées n'aient été influencées par les récents développements des connaissances économiques, sociologiques et biologiques. Mais, au cours de ce siècle, une réaction s'est produite, et, dans presque toutes les nations, on a vu apparaître des penseurs d'un type nouveau, qui s'efforcent d'adapter peu à peu la civilisation à laquelle ils appartiennent aux conditions particulières du milieu qui lui est propre. Non pas certes qu'ils veuillent travailler à la restauration d'un type de civilisation à jamais disparu ; car ils voient, tout aussi bien que leurs adversaires, l'erreur dont était empreinte l'ancienne conception de la nationalité. Ce qu'ils veulent, ce n'est point un simple fédéralisme des peuples, c'est un nationalisme véritable. Le fédéralisme, en effet, implique un certain sentiment d'hostilité contre les autres nationalités, et le désir de s'attacher uniquement à ce qui a été produit dans les limites étroites de chaque nation. C'est, en somme, une conception statique, qui

force chaque peuple à conserver les idées et les habitudes acquises dans le passé. Le nationalisme, au contraire, est un mouvement dynamique, qui cherche à faire passer chaque nation, par une série de transformations et de développements de nature à mettre plus d'harmonie entre ses conditions sociales et son milieu économique. Pour lui, chaque nationalité, en dépit des différences de climat, de sol et des autres conditions naturelles, possède un milieu économique qui lui est propre, auquel un type d'homme particulier est spécialement adapté ; il soutient que, lorsqu'il existera toute une série de nations d'un type différent, appropriées chacune à son milieu, le monde sera beaucoup mieux utilisé qu'il ne le fut jamais, et qu'alors les peuples, pris dans leur ensemble, atteindront un degré de civilisation plus élevé que ne pourrait jamais le faire aucune nation prise pour type, en essayant d'occuper le monde entier et de garder pour elle seule les caractères communs à toutes les autres. En réalité, cette nation type pourrait peut-être s'adapter aux conditions économiques d'un pays déterminé ; mais, dans d'autres régions, son adaptation serait si incomplète que le niveau de sa civilisation baisserait fatalement, et qu'elle ne saurait point tirer profit des ressources naturelles environnantes. Si, au contraire, le peuple de chaque nation par-

vient à s'adapter au milieu qui lui est propre, ce sera, pour l'humanité elle-même, le meilleur moyen de s'adapter, elle aussi, aux conditions naturelles du monde entier.

Ainsi, grâce au nationalisme, le peuple d'une nation tend à s'adapter de plus en plus à son milieu et développe ainsi toutes ses ressources naturelles. Ses habitants apprennent à jouir de tout ce que le milieu peut leur offrir avec le plus de facilité, et à se nourrir de toutes les denrées que le sol peut produire au meilleur marché. C'est donc un mouvement dynamique qui amène des transformations organiques dans la nation, à mesure que se transforme aussi le milieu économique qui lui est propre ; la nation, alors, ne se développe point séparément de son milieu ; l'influence de celui-ci est si prépondérante que toute modification dont il est l'objet amène une transformation correspondante dans l'ensemble de l'organisme de la nation. Le cosmopolitisme, au contraire, ne se préoccupe pas de la nécessité pour la nation de s'adapter ainsi aux conditions objectives ; il tend seulement à réaliser une adaptation plus étroite de l'homme à une condition sociale particulière, et à faire disparaître tout ce qui, dans la société, ne présente pas les caractères essentiels à cet effet ; il empêche les peuples de se différencier et impose aux nations un état social déterminé. Il

fond ainsi, comme dans une sorte de combinaison chimique, toutes les pensées et tous les caractères propres à la nationalité. Il enchaîne la nation dans des liens très solides qu'il lui est difficile de rompre, et aboutit, en définitive, à un état statique.

Un idéal national n'est pas du tout contraire à l'intérêt général de l'humanité. Si, en effet, chaque nation faisait de sa terre et de ses ressources l'usage le plus avantageux, l'homme tirerait du monde entier le meilleur parti possible. De même, chaque nation est plus utile aux nations voisines lorsqu'elle tire de toutes ses ressources tout l'avantage qu'elles peuvent lui procurer que si, par l'usage qu'elle fait de sa terre et de ses richesses, elle reste tributaire de quelque autre peuple. Le sol de l'Inde, par exemple, convient mieux à la culture du riz qu'à celle du blé : l'Inde sera donc plus utile à l'humanité si ses habitants développent toutes les ressources qui lui sont propres et font de leur terre l'usage qui peut être le plus avantageux pour eux-mêmes que si la totalité du sol du pays était consacrée à la production du blé au profit de l'étranger. Comme terre à blé, l'Inde serait, sans doute, d'une utilité considérable pour les autres nations, mais en employant sa terre à la production des denrées nécessaires à la satisfaction des besoins de ses habitants, elle leur

est beaucoup plus utile encore, et elle est à même d'entretenir avec elles des relations commerciales beaucoup plus considérables que si son sol était consacré uniquement à la culture du blé. Tant qne le sol d'une nation sert directement à nourrir les habitants d'une autre nation, les formes les plus élémentaires de commerce et les produits les plus grossiers font seuls l'objet des échanges qu'elle entretient avec les autres peuples. Au contraire, cette forme primitive des échanges disparaît lorsque la terre de cette nation est employée uniquement à subvenir à l'alimentation des habitants ; mais, en même temps, comme de nouvelles formes de trafic développent la production des objets de grande valeur et de grande utilité, le commerce total est finalement beaucoup plus considérable qu'auparavant. Il augmente, en effet avec la prospérité nationale ; or, tout ce qui augmente la prospérité de chaque nation en particulier accroît la prospérité du monde entier. C'est ainsi que la valeur du commerce de l'Amérique avec l'Europe s'est accrue précisément dans la mesure où notre nation a fait usage de ses terres pour subvenir à son alimentation. Aujourd'hui, l'Europe en retire beaucoup plus de profit que s'il existait plusieurs Irlandes fournissant à ses habitants les denrées qui lui sont nécessaires.

L'Amérique a des raisons particulières de prendre pour idéal un développement vraiment national, plutôt que d'essayer d'assimiler sa civilisation à celle de l'Europe et de les confondre l'une et l'autre dans une forme commune. Nous sommes, en effet, beaucoup mieux à même que l'Europe de nous développer et de marcher dans la voie du progrès, et nous pouvons parvenir beaucoup plus rapidement qu'elle au plus haut degré de civilisation. Si donc nous allions notre sort au sien, notre progrès sera nécessairement aussi lent que le sien. Si, au contraire, nous nous séparons d'elle, la richesse de notre sol neuf et l'importance de nos ressources naturelles, s'ajoutant à l'activité de notre peuple, nous porteront rapidement à l'état social le plus élevé, où un grand nombre des difficultés économiques actuelles disparaîtront. Quand nous aurons atteint cet idéal national, et que nous nous serons adaptés à notre milieu, notre civilisation se répandra facilement à l'extérieur, d'autres pays nous imiteront; et c'est ainsi qu'en définitive notre progrès national implique en soi le progrès du monde entier. De même que, il y a un siècle, l'heureux développement des idées politiques américaines eut bientôt fait de tout balayer devant lui, d'un bout à l'autre de l'Europe, de même, dès qu'un système économique plus avancé aura reçu son application en

Amérique et y aura réussi, il ne manquera pas de rencontrer des imitateurs dans le monde entier. Il faut, pour cela, que toutes les parties de ce système soient développées simultanément, et que nous augmentions assez notre force productive pour pouvoir donner satisfaction à nos besoins les plus pressants ; nous ne pourrons jamais atteindre au plus haut degré de la civilisation si nous nous contentons de développer uniquement quelques qualités industrielles prises comme bases. Une civilisation nouvelle implique le développement de nouvelles qualités industrielles, s'harmonisant avec celles que nous possédons actuellement. Elle implique aussi de nouveaux goûts et de nouvelles habitudes, rendant nécessaires des changements dans notre consommation et nous permettant de nous mieux adapter aux denrées de toute nature que notre sol nous fournit. Lorsque nous aurons réalisé ces transformations et mis ainsi en harmonie nos goûts et nos habitudes avec les conditions économiques de notre pays, alors, mais alors seulement, nous pourrons prétendre à exercer une influence prépondérante sur le développement des autres nations, et à les contraindre de renoncer à leur constitution économique actuelle pour s'adapter à un état social plus élevé. Si nous montrons au monde comment l'éducation d'un peuple peut être faite,

comment un travail intelligent peut être employé et maintenu dans toutes les industries, comment la consommation d'une nation peut être modifiée de manière à tirer du sol le parti le plus avantageux, comment, enfin, toutes les formes d'améliorations intérieures peuvent être successivement adoptées et développées, les autres peuples seront forcés de marcher sur nos traces et de renoncer à toute cette masse de travail à bon marché qui retarde actuellement le développement de toutes les nations. De même qu'en s'isolant des nations du continent, l'Angleterre a développé en elle de nouvelles conditions industrielles tellement supérieures que finalement les autres peuples de l'Europe furent contraints de l'imiter, de même, en adoptant une politique nationale, l'Amérique peut parvenir à un état social encore plus élevé, et forcer ainsi les autres nations à user, dans leur développement, des mêmes procédés.

N'oublions pas, toutefois, que ce développement doit être méthodique et s'étendre à tout notre organisme, et qu'il nous faut réaliser un nouvel équilibre entre nos goûts et nos conditions économiques avant de pouvoir exercer sur les autres peuples une influence décisive. Que les trois huitièmes des difficultés économiques auxquelles nous nous heurtons soient surmontés ou que les 7/16 seulement en soient

vaincus, la différence entre les deux est trop peu sensible pour que le monde entier ait avantage à ce que nous partagions immédiatement avec les autres nations les résultats de chacun des progrès industriels que nous réalisons. Mieux vaut que ces progrès s'accumulent chez nous, jusqu'à ce que nous ayons résolu le problème de notre élévation à la plus haute civilisation : la propagation des résultats obtenus sera alors beaucoup plus facile. Notre succès deviendra ainsi le succès de l'humanité même. A cet égard, il est nécessaire de suivre l'exemple de l'Angleterre. Celle-ci ne renonça à son isolement que lorsqu'elle eut établi, dans toutes les branches principales de l'industrie, sa supériorité sur les nations du continent. Sa suprématie a été telle que, jusqu'à aujourd'hui, aucune nation n'a pu la remplacer, bien que, pourtant, les autres peuples se soient soigneusement efforcés d'acclimater chez eux ses méthodes de production. Mais, si, de notre côté, nous augmentons l'habileté de nos ouvriers, si nous faisons un plus grand usage du capital, si à tout cela nous ajoutons, dans un tout bien organisé, tout ce qui peut porter notre nation au plus haut degré d'éducation industrielle, nous pourrons alors retirer de notre commerce un profit aussi considérable que celui que l'Angleterre obtient actuellement.

Pour atteindre ce résultat, une politique active ne doit pas se confiner dans la question du régime douanier. Nous devons, en effet, étendre les limites de notre activité nationale si nous voulons obtenir, avec le moins d'efforts possible, les résultats les plus avantageux. Les améliorations intérieures ont, à cet égard, une importance particulière, et il nous faut encourager tout spécialement le développement industriel des Etats du Sud.

Notre prospérité nationale dépend, en effet, de la prospérité de la partie méridionale de notre pays. Le Sud est le marché naturel de l'Ouest, et jusqu'à ce que ses ressources aient été développées de manière à en faire le marché par excellence pour les productions de l'Ouest, l'Ouest, à son tour, ne pourra connaître la prospérité que la supériorité de sa constitution naturelle doit finalement lui assurer.

Il est aussi particulièrement important de travailler activement à notre éducation. Nous avons absolument besoin d'apprendre comment notre nation peut s'adapter aux conditions du pays. Ce qu'il nous faut surtout, c'est apprendre à nous servir de nos mains pour augmenter le plus rapidement possible la productivité de chaque travailleur pris à part. Jusqu'ici, dans le développement de notre industrie, c'est aux machines, au capital, à l'habileté de nos chefs

d'entreprise que nous avons presque exclusivement demandé notre succès. Sans doute, le développement ainsi réalisé a été remarquable ; mais nous pourrions obtenir bien davantage encore si chaque travailleur pris à part voyait sa productivité portée au plus haut point qu'une éducation manuelle puisse permettre d'atteindre. L'argent que la nation dépense pour augmenter l'adresse et l'intelligence du peuple est pour elle le moyen le plus efficace de s'adapter en fin de compte aux conditions nouvelles du pays. Le progrès économique d'une nation peut rencontrer sur sa route de sérieux obstacles : mais, quelque difficulté qu'elle ait à surmonter pour atteindre au plus haut degré de civilisation, elle peut les vaincre à l'aide d'une protection modérée, pour peu que son éducation industrielle soit suffisante ; et dans ce cas même la période pendant laquelle la protection lui est nécessaire se trouve sensiblement abrégée.

Il ne serait pas sage, toutefois, de fixer une limite précise à la période du développement national pendant laquelle une politique protectionniste est avantageuse. Etant donné l'idéal très élevé auquel l'Amérique doit atteindre dans l'avenir, la période initiale de préparation sera forcément plus longue ; car plus le degré auquel notre civilisation doit atteindre est élevé,

plus le mouvement dynamique qui nous y conduira doit être lent et prolongé. Ce qui fait l'erreur des libre-échangistes, c'est que l'idéal qu'ils se proposent n'est point suffisamment élevé. Ils estiment que nous avons presque tous atteint la limite extrême de notre progrès, et que, par suite, notre économie devrait se modeler sur un idéal statique. L'erreur qu'ils commettent est semblable à celle de Christophe Colomb : il avait raison de penser qu'en naviguant toujours vers l'Ouest il pourrait atteindre l'Asie : il se trompait dans son évaluation de la distance et des obstacles qu'il rencontrerait sur sa route. Sur la carte économique d'Adam Smith, son Asie touchait presque les rivages de l'Europe, il espérait que dans quelques jours de traversée notre civilisation atteindrait son but et son idéal. Or, tandis que la découverte de vastes océans et d'Amériques inconnues éloignait plus que jamais de nous l'Asie que nous avions entrevue, elle a augmenté d'autant les chances de notre développement. Nous vivons dans un monde plus vaste et meilleur que nos pères ne le supposaient ; mais nous devons aussi travailler davantage et pendant plus longtemps qu'ils ne l'avaient cru, pour être en mesure de triompher des difficultés que nous rencontrons et pour obtenir notre récompense.

TABLE DES MATIÈRES

Laval. — Imprimerie parisienne L. BARNÉOUD & Cie.

